

**PROJET  
DE LOI DE FINANCES  
N° 60-26  
POUR  
L'ANNEE BUDGETAIRE 2027**

**PROJET DE LOI DE FINANCES N° 60-26**  
**POUR L'ANNEE BUDGETAIRE 2027**

---

**PREMIERE PARTIE**  
**DONNEES GENERALES**  
**DE L'EQUILIBRE FINANCIER**

---

**TITRE PREMIER**

**Dispositions relatives aux recettes publiques**

**I. – IMPÔTS ET REVENUS AUTORISÉS**

**Article premier**

I. – Sous réserve des dispositions de la présente loi de finances, continueront d'être opérées, pendant l'année budgétaire 2027, conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur :

1) la perception des impôts, produits et revenus affectés à l'Etat ;

2) la perception des impôts, produits, taxes et revenus affectés aux collectivités territoriales, aux établissements publics et organismes dûment habilités.

II. – Le Gouvernement est autorisé à procéder au financement par l'emprunt et par le recours à tout autre instrument financier dans les conditions prévues par la présente loi de finances.

III. – Toutes contributions, directes ou indirectes, autres que celles autorisées par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur et par la présente loi de finances, à quelque titre et sous quelque dénomination qu'elles se perçoivent, sont formellement interdites, à peine, contre les autorités qui les ordonneraient, contre les employés qui confectionneraient les rôles et fixeraient les tarifs et contre ceux qui en feraient le recouvrement, d'être poursuivis comme concussionnaires, sans préjudice de l'action en répétition, pendant trois années, contre les receveurs, percepteurs ou autres personnes qui en auraient fait la perception.

Sont également punissables des peines prévues à l'égard des concussionnaires, tous détenteurs de l'autorité publique ou fonctionnaires publics qui, sous une forme quelconque et pour quelque motif que ce soit, auront, sans autorisation législative ou réglementaire, accordé des exonérations ou franchises de droits, impôts ou taxes publiques, ou auront effectué gratuitement la délivrance de produits ou services des établissements de l'Etat.

*Droits de douane et impôts indirects*

**Article 2**

I. – Conformément aux dispositions de l'article 70 de la Constitution, autorisation est donnée au gouvernement, pendant l'année budgétaire 2027, à l'effet de :

- modifier ou suspendre par décrets, à l'exclusion de la taxe sur la valeur ajoutée, les quotités tarifaires et les autres droits et taxes perçus à l'importation et à l'exportation, ainsi que les taxes intérieures de consommation prévues par le dahir portant loi n° 1-77-340 du 25 chaoual 1397 (9 octobre 1977) déterminant les quotités applicables aux marchandises et ouvrages soumis à taxes intérieures de consommation, ainsi que les dispositions spécifiques à ces marchandises et ouvrages ;
- modifier ou compléter, par décrets, les listes des produits originaires et en provenance de certains pays d'Afrique, bénéficiant de l'exonération du droit d'importation, ainsi que la liste de ces pays.

Les décrets visés ci-dessus doivent être soumis à la ratification du Parlement dans la prochaine loi de finances.

II. – Conformément aux dispositions de l'article 70 de la Constitution, sont ratifiés, les décrets ci-après, pris en vertu des dispositions de l'article 2 de la loi de finances n° 50-25 pour l'année budgétaire 2026 :

- Décret n° 2-26-419 du 8 hijra 1447 (25 mai 2026) portant rétablissement et suspension de la perception du droit d'importation applicable au blé tendre et ses dérivés ;
- Décret n° 2-26-583 du 8 safar 1448 (23 juillet 2026) portant prorogation de la perception du droit d'importation applicable au blé tendre et ses dérivés et sa suspension ;
- Décret n° 2-26-584 du 8 safar 1448 (23 juillet 2026) portant suspension de la perception du droit d'importation applicable aux ovins domestiques vivants et aux viandes des animaux domestiques des espèces bovine, ovine, caprine et caméline, et modification du droit d'importation applicable aux abats desdites espèces.

*Code des douanes et impôts indirects*

Article 3

I. – A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2027, les dispositions des articles 68-1<sup>o</sup>, 164-1<sup>o</sup> et 182 du code des douanes et impôts indirects relevant de l'administration des douanes et impôts indirects, approuvé par le dahir portant loi n° 1-77-339 du 25 chaoual 1397 (9 octobre 1977), sont modifiées ou complétées comme suit :

« Article 68. – 1<sup>o</sup>– Nul ne peut .....  
« transitaire en douane.

« Le demandeur de l'agrément doit s'engager à respecter  
« les clauses d'un cahier des charges établi par l'administration.

« Ladite demande d'agrément est accompagnée, outre  
« le cahier des charges précité, des documents dont la liste est  
« fixée par l'administration.»

« Article 164. – 1<sup>o</sup>– Sont importés .....  
« de l'article 5 ci-dessus :

« a) .....  
« .....  
« .....

« z) 1 – .....

« 2 – ..... (2 juin 2011).

« 3 – les biens, matériels et marchandises importés  
« par ou pour le compte du Fonds d'Héritage, visé à l'article  
« 247 *quinquies* du code général des impôts.

« Les importations des biens, matériels et marchandises  
« précités, sont exclues des mesures de défense commerciale  
« prises en application des dispositions de la loi n° 15-09 relative  
« aux mesures de défense commerciale, promulguée par le  
« dahir n° 1-11-44 du 29 joumada II 1432 (2 juin 2011).

« 4 – Les animaux domestiques vivants des espèces  
« bovine, ovine, caprine et camélidé ainsi que les viandes et  
« abats desdites espèces, frais ou réfrigérés ou congelés. »

« Article 182. – 1<sup>o</sup> – L'administration est chargée .....  
« le territoire assujetti :

« – les limonades, .....

« .....  
« .....

« – ..... ainsi que les cigarettes électroniques ;

« – les pneumatiques .....

*(la suite sans modification.)*

II. – Les dispositions de l'article 68-1<sup>o</sup> du code des douanes et impôts indirects relevant de l'administration des douanes et impôts indirects, approuvé par le dahir portant loi n° 1-77-339 du 25 chaoual 1397 (9 octobre 1977), tel que complété par le paragraphe I ci-dessus, s'appliquent aux transitaires agréés à la date du 1<sup>er</sup> janvier 2027.

Un délai de douze (12) mois à compter de la date de publication du cahier des charges prévu à l'article 68-1<sup>o</sup> précité, est accordé aux transitaires agréés avant le 1<sup>er</sup> janvier 2027 pour déposer auprès de l'administration ledit cahier des charges.

*Tarif des droits de douane*

Article 4

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2027, le tarif des droits d'importation fixé par l'article 4 §I de la loi de finances n° 25-00 pour la période du 1<sup>er</sup> juillet au 31 décembre 2000, promulguée par le dahir n° 1-00-241 du 25 rabii I 1421 (28 juin 2000), tel qu'il a été modifié et complété, est modifié comme suit :

| Codification |       |         |    | Désignation des Produits                                                                                                                                                                                                                                            | Droit d'importation | Unité de Quantité Normalisée | Unités Complémentaires |
|--------------|-------|---------|----|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------|------------------------------|------------------------|
| 1            | 21.02 | 2102.10 | 00 | Levures (vivantes ou mortes); autres micro-organismes monocellulaires morts (à l'exclusion des vaccins du n° 30.02); poudres à lever préparées.                                                                                                                     | 2,5                 | Kg                           | -                      |
|              |       |         |    | .....                                                                                                                                                                                                                                                               |                     |                              |                        |
|              |       |         |    | .....                                                                                                                                                                                                                                                               |                     |                              |                        |
|              |       |         |    | .....                                                                                                                                                                                                                                                               |                     |                              |                        |
| 1            | 23.09 | 2309.10 | 00 | Levures mortes; autres micro-organismes monocellulaires morts                                                                                                                                                                                                       | 2,5                 | Kg                           | -                      |
|              |       |         |    | --- levures mortes.....                                                                                                                                                                                                                                             |                     |                              |                        |
|              |       |         |    | --- autres :                                                                                                                                                                                                                                                        |                     |                              |                        |
|              |       |         |    | .....                                                                                                                                                                                                                                                               |                     |                              |                        |
| 1            | 23.09 | 2309.90 | 80 | Préparations des types utilisés pour l'alimentation des animaux                                                                                                                                                                                                     | 2,5                 | Kg                           | -                      |
|              |       |         |    | .....                                                                                                                                                                                                                                                               |                     |                              |                        |
|              |       |         |    | Autres                                                                                                                                                                                                                                                              |                     |                              |                        |
|              |       |         |    | .....                                                                                                                                                                                                                                                               |                     |                              |                        |
| 1            | 23.09 | 2309.90 | 91 | ---- autres :                                                                                                                                                                                                                                                       | 2,5                 | Kg                           | -                      |
|              |       |         |    | ----- autres :                                                                                                                                                                                                                                                      |                     |                              |                        |
|              |       |         |    | ----- prémélanges (prémix).....                                                                                                                                                                                                                                     |                     |                              |                        |
|              |       |         |    | ----- autres.....                                                                                                                                                                                                                                                   |                     |                              |                        |
| 8            | 39.23 | 3923.10 | 00 | Articles de transport ou d'emballage, en matières plastiques; bouchons, couvercles, capsules et autres dispositifs de fermeture, en matières plastiques.                                                                                                            | 2,5                 | kg                           | -                      |
|              |       |         |    | .....                                                                                                                                                                                                                                                               |                     |                              |                        |
|              |       |         |    | .....                                                                                                                                                                                                                                                               |                     |                              |                        |
|              |       |         |    | .....                                                                                                                                                                                                                                                               |                     |                              |                        |
| 8            | 39.23 | 3923.30 | 30 | Bonbonnes, bouteilles, flacons et articles similaires                                                                                                                                                                                                               | 17,5                | kg                           | -                      |
|              |       |         |    | --- autres :                                                                                                                                                                                                                                                        |                     |                              |                        |
|              |       |         |    | .....                                                                                                                                                                                                                                                               |                     |                              |                        |
|              |       |         |    | ---- autres :                                                                                                                                                                                                                                                       |                     |                              |                        |
| 8            | 39.23 | 3923.30 | 91 | ---- tubes en polyéthylène téréphtalate (PET), d'un diamètre de 12,4 à 13 mm et d'une hauteur de 75 mm, accompagnés de leurs bouchons composites, constitués d'un capuchon en matière plastique et d'un obturateur en caoutchouc, assemblés nombre pour nombre..... | 17,5                | kg                           | -                      |
|              |       |         |    | ----- autres.....                                                                                                                                                                                                                                                   |                     |                              |                        |
|              |       |         |    | .....                                                                                                                                                                                                                                                               |                     |                              |                        |
|              |       |         |    | .....                                                                                                                                                                                                                                                               |                     |                              |                        |
| 8            | 39.23 | 3923.40 | 00 | .....                                                                                                                                                                                                                                                               | 17,5                | kg                           | -                      |
|              |       |         |    | .....                                                                                                                                                                                                                                                               |                     |                              |                        |
|              |       |         |    | .....                                                                                                                                                                                                                                                               |                     |                              |                        |
|              |       |         |    | .....                                                                                                                                                                                                                                                               |                     |                              |                        |
| 90.18        | 90.18 | 9018.31 | 00 | Instruments et appareils pour la médecine, la chirurgie, l'art dentaire ou l'art vétérinaire, y compris les appareils de scintigraphie et autres appareils électromédicaux ainsi que les appareils pour tests visuels.                                              |                     |                              |                        |
|              |       |         |    | Appareils d'électrodiagnostic (y compris les appareils d'exploration fonctionnelle ou de surveillance de paramètres physiologiques) :                                                                                                                               |                     |                              |                        |
|              |       |         |    | .....                                                                                                                                                                                                                                                               |                     |                              |                        |
|              |       |         |    | .....                                                                                                                                                                                                                                                               |                     |                              |                        |
| 90.18        | 90.18 | 9018.39 | 00 | Seringues, aiguilles, cathéters, canules et instruments similaires :                                                                                                                                                                                                |                     |                              |                        |
|              |       |         |    | .....                                                                                                                                                                                                                                                               |                     |                              |                        |
|              |       |         |    | .....                                                                                                                                                                                                                                                               |                     |                              |                        |
|              |       |         |    | Autres                                                                                                                                                                                                                                                              |                     |                              |                        |

|   |  |  |    |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |     |   |   |
|---|--|--|----|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|---|---|
|   |  |  |    | — en matières plastiques                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |     |   |   |
|   |  |  | 20 | .....                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |     |   |   |
|   |  |  |    | — autres :                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |     |   |   |
| 7 |  |  | 10 | .....                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |     |   |   |
| 7 |  |  | 20 | — Tubes en polyéthylène téréphtalate (PET) de prélèvement, de transport, de conservation et de stockage d'échantillons sanguins aux fins d'analyses, sous vide, à volume nominal de prélèvement prédéterminé, stériles, munis de bouchons de sécurité codés par couleur, contenant des additifs chimiques, même présentés sur leurs portoirs..... | 10  | U | - |
| 7 |  |  | 80 | ----- autres .....                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                | 2,5 | U | - |
| 7 |  |  | 90 | 00 .....                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |     |   |   |

# *Taxes intérieures de consommation*

## Article 5

I. – A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2027, les dispositions des articles, premier, 2, 9, 10, 51-3° du dahir portant loi n° 1-77-340 du 25 chaoual 1397 (9 octobre 1977) déterminant les quotités applicables aux marchandises et ouvrages soumis à taxes intérieures de consommation ainsi que les dispositions spécifiques à ces marchandises et ouvrages, tel qu'il a été modifié et complété, sont modifiées ou complétées comme suit :

« Article premier. – L'administration ..... dans  
« le territoire assujetti :

« 1 – les limonades .....  
« .....

« 9 – ..... ainsi que les cigarettes électroniques ;

« 10 – les pneumatiques .....

(la suite sans modification.)

« Article 2. – Pour l'application du présent texte, on  
« entend par :

« – «bières » : .....

« .....

« .....

« Sont assimilés..... médicamenteux.

« – « Cigarette électronique » : dispositif qui peut être  
« utilisé pour inhaler de la vapeur contenant ou non  
« de la nicotine au moyen d'un embout buccal ou tout  
« composant dudit dispositif, y compris une cartouche, un  
« réservoir et tout dispositif sans cartouche ou  
« réservoir. La cigarette électronique peut être jetable  
« ou rechargeable au moyen d'un flacon de recharge ou  
« d'un réservoir, ou être rechargée par une cartouche  
« à usage unique. Elle peut être à l'état vide ou pré-  
« remplie de liquide de recharge, contenant ou non  
« de la nicotine.»

« Article 9. – Les quotités ....., ci-après :

« A. – Taxes intérieures de consommation sur les  
« boissons, alcools et produits à base d'alcool.

| DÉSIGNATION DES PRODUITS                                                                                                                           | UNITÉ DE PERCEPTION  | QUOTITÉ (DH)     |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------|------------------|
| I.- Eaux gazeuses ..... des boissons visées au tableau L-6 ci-dessous :<br>a) -..... :                                                             | I -Hectolitre volume |                  |
| .....                                                                                                                                              |                      |                  |
| g)-.....<br>végétaux .....                                                                                                                         | .....                | .....            |
| h) – Sirops et concentrés dits « post-mix » pour la préparation des boissons gazeuses et limonades<br>- contenant du sucre .....<br>- autres ..... | -id –<br>-id –       | 200,00<br>100,00 |
| II –Bières :<br>a) .....                                                                                                                           | .....                | .....            |

|                                                                                                                                                                                                            |       |                                                                                                                                            |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| b) autres bières .....                                                                                                                                                                                     | -     | Quotité <i>ad valorem</i> (*) : 30%<br>avec minimum de perception :<br>1705,00 DH/HL                                                       |
| III -Vins .....                                                                                                                                                                                            | -     | Quotité <i>ad valorem</i> (*) : 30%<br>avec minimum de perception :<br>1265,00 DH/HL                                                       |
| IV- Alcool éthylique ainsi que les autres alcools susceptibles de recevoir les applications de l'alcool éthylique :                                                                                        | ..... | .....                                                                                                                                      |
| a) .....                                                                                                                                                                                                   | ..... | .....                                                                                                                                      |
| .....                                                                                                                                                                                                      | ..... | .....                                                                                                                                      |
| d) Destinés à la préparation ou contenus dans les eaux-de-vie, liqueurs, apéritifs, vermouths, fruits conservés à l'alcool, vins de liqueurs, mistelles, confiseries à l'alcool et autres spiritueux ..... | -     | Quotité <i>ad valorem</i> (*) : 50%<br>avec minimum de perception :<br>33.150,00 DH/HL d'alcool pur (les dixièmes de degré étant taxables) |

(\*) la quotité *ad valorem* est appliquée à la valeur en douane pour les produits importés et au prix départ usine pour les produits fabriqués localement hors TVA et TIC minimum de perception.

« C.– .....

« .....

« G. – Taxes intérieures de consommation applicables  
« aux tabacs manufacturés.

| DESIGNATION DES PRODUITS | Quotité spécifique                 | Quotité <i>ad valorem</i> du prix de vente public hors TVA et TIC spécifique | Minimum de perception               |
|--------------------------|------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------|
| I.- Cigarettes ...       | 645,00 dirhams les 1000 cigarettes | 57,5%                                                                        | 1025,00 dirhams les 1000 cigarettes |
| II.- .....               | .....                              | .....                                                                        | .....                               |

« H. – Taxes intérieures de consommation applicables aux  
« liquides pour charger ou recharger les appareils électroniques  
« dits « cigarettes électroniques » et appareils similaires, les  
« produits connexes de tabac pour pipe à eau (muassel sans  
« tabac) et les substituts nicotiniques sans tabac ainsi que les  
« cigarettes électroniques.

| DÉSIGNATION DES PRODUITS         | UNITÉ DE PERCEPTION | QUOTITÉ (DH) |
|----------------------------------|---------------------|--------------|
| I – .....                        | .....               | .....        |
| IV – Cigarettes électroniques... | Unité               | 100          |

« I. – .....

(la suite sans modification.)

« Article 10. – La mise à la consommation ..... sans  
« tabacs et des cigarettes électroniques, des produits contenant  
« du sucre, .....en tenant lieu. »

« Article 51. – 3°. – Les bijoux creux et soudés en or ou en  
« argent bénéficient d'une tolérance de 10 millièmes, sous  
« réserve .....titre légal. »

II. – La taxe intérieure de consommation applicable sur  
les cigarettes prévues au (I) du tableau G de l'article 9 du dahir  
portant loi n° 1-77-340 précité, est perçue selon les quotités et  
le minimum de perception conformément aux indications du  
tableau ci-après :

| DATE<br>D'APPLICATION                          | QUOTITÉ<br>SPECIFIQUE                            | QUOTITÉ AD<br>VALOREM<br>DU PRIX<br>DE VENTE<br>PUBLIC HORS<br>TVA ET TIC<br>SPÉCIFIQUE | MINIMUM DE<br>PERCEPTION                         |
|------------------------------------------------|--------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------|
| - A compter du<br>1 <sup>er</sup> janvier 2028 | <b>741,00</b> dirhams<br>les 1000<br>cigarettes  | <b>58,5%</b>                                                                            | <b>1097,00</b> dirhams<br>les 1000<br>cigarettes |
| - A compter du<br>1 <sup>er</sup> janvier 2029 | <b>838,00</b> dirhams<br>les 1000<br>cigarettes  | <b>59,5%</b>                                                                            | <b>1176,00</b> dirhams<br>les 1000<br>cigarettes |
| - A compter du<br>1 <sup>er</sup> janvier 2030 | <b>948,00</b> dirhams<br>les 1000<br>cigarettes  | <b>60,5%</b>                                                                            | <b>1261,00</b> dirhams<br>les 1000<br>cigarettes |
| - A compter du<br>1 <sup>er</sup> janvier 2031 | <b>1053,00</b> dirhams<br>les 1000<br>cigarettes | <b>61,5%</b>                                                                            | <b>1346,00</b> dirhams<br>les 1000<br>cigarettes |

### Régime fiscal de faveur

#### Article 6

I. – A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2027 jusqu'au 31 décembre  
2032, les biens, matériels et marchandises importés par ou  
pour le compte de la Fédération internationale de football  
association (FIFA), l'entité de livraison et toutes entités  
de co-livraison, les autres filiales de la FIFA, l'association  
hôte, les associations co-hôtes, les associations hôtes de la  
Confédération sud-américaine de football (CONMEBOL), les  
confédérations de la FIFA et les associations membres de la  
FIFA, visés à l'article 247 *quinquies* du code général des impôts,  
ayant ou non leur siège au Maroc, sont exonérés :

- du droit d'importation fixé par l'article 4 (I) de la loi  
de finances n° 25-00 pour la période du 1<sup>er</sup> juillet au  
31 décembre 2000, promulguée par le dahir n° 1-00-241  
du 25 rabii I 1421 (28 juin 2000), tel qu'il a été modifié  
et complété ;
- des taxes intérieures de consommations, prévues  
par dahir portant loi n° 1-77-340 du 25 chaoual 1397  
(9 octobre 1977) déterminant les quotités applicables  
aux marchandises et ouvrages soumis à taxes intérieures  
de consommation ainsi que les dispositions spécifiques  
à ces marchandises et ouvrages, tel qu'il a été modifié  
et complété ;
- de la taxe sur les bois importés prévue par l'article 10 de  
la loi de finances pour l'année 1986 n° 33-85, promulguée  
par le dahir n° 1-85-353 du 18 rabii II 1406 (31 décembre  
1985), tel qu'il a été modifié et complété ;

- de la taxe spéciale sur le ciment prévue par l'article 12 de  
la loi de finances n° 44-01 pour l'année budgétaire 2002  
promulguée par le dahir n° 1-01-346 du 15 chaoual 1422  
(31 décembre 2001), tel qu'il a été modifié et complété ;
- de la taxe écologique sur la plasturgie prévue par  
l'article 12 de la loi de finances n° 115-12, pour l'année  
budgétaire 2013, promulguée par le dahir n° 1-12-57 du  
14 safar 1434 (28 décembre 2012), tel qu'il a été modifié  
et complété ;
- de la taxe spéciale sur le fer à béton prévue par l'article 13  
de la loi de finances n° 115-12, pour l'année budgétaire  
2013, promulguée par le dahir n° 1-12-57 du 14 safar 1434  
(28 décembre 2012), tel qu'il a été modifié et complété ;
- des mesures de défense commerciale prises en  
application des dispositions de la loi n° 15-09 relative  
aux mesures de défense commerciale, promulguée par  
le dahir n°1-11-44 du 29 jourmada II 1432 (2 juin 2011).

II. – A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2027 jusqu'au  
31 décembre 2031, les biens, matériels et marchandises  
importés par ou pour le compte du diffuseur hôte de la FIFA,  
des prestataires de services de la FIFA et des contractants de  
la FIFA, y compris les affiliés commerciaux de la FIFA, visés  
à l'article 247 *quinquies* du code général des impôts, ayant ou  
non leur siège au Maroc, dont la liste est fixée par la FIFA  
et communiquée à l'administration des douanes et impôts  
indirects, bénéficient des exonérations prévues au paragraphe I  
ci-dessus, lorsque ces biens, matériels et marchandises sont  
destinés à être consommés ou utilisés au Maroc, en relation  
avec la compétition et/ou les événements liés à la compétition,  
par les entités visées au paragraphe I ci-dessus ou par les  
entités visées au présent paragraphe.

III. – Les biens, matériels et marchandises importés  
sous le bénéfice des exonérations prévues aux paragraphes I  
et II ci-dessus, peuvent être réexportés ou cédés au Maroc  
à des entités sportives, à des organismes dont l'objet est lié  
à la pratique du sport ou au développement social ou à des  
institutions caritatives, sans que cette réexportation ou cette  
cession ne donne lieu au paiement de droits ou taxes ni la  
remise en cause des exonérations dont ils ont bénéficié lors  
de leur importation.

IV. – Toute procédure de contrôle de l'administration  
des douanes et impôts indirects portant sur des opérations  
réalisées jusqu'au 31 décembre 2030 sous le bénéfice des  
exonérations prévues au présent article, doit être engagée  
au plus tard le 31 décembre 2031 et clôturée dans un délai  
maximum d'un (1) an à compter de la date de son engagement.

V. – Par dérogation aux dispositions du tarif des  
droits d'importation fixé par l'article 4-I de la loi de finances  
n° 25-00 pour la période allant du 1<sup>er</sup> juillet au 31 décembre 2000,  
promulguée par le dahir n° 1-00-241 du 25 rabii I 1421  
(28 juin 2000), tel qu'il a été modifié et complété, sont soumis  
au droit d'importation de 2,5%, les aliments pour poissons  
relevant de la position tarifaire 2309.90.80.92, importés par les  
éleveurs de poissons, du 1<sup>er</sup> janvier 2027 au 31 décembre 2029  
dans la limite d'un contingent annuel de 15 000 tonnes.

*Code général des impôts*

Article 7

I. – A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2027, les dispositions des articles 6, 9-II, 11-II, 19, 56, 57, 59, 73, 82-I, 84-I, 90, 91, 92-I, 96, 103, 106-II, 123, 124, 126-I, 129, 133, 135, 161 *ter*-III-B, 170-I, 173, 193, 214, 220-VI, 221-I, 222-A, 225-I, 225 *bis*-I, 226-I, 228, 240, 241 *bis*, 247, 250-I, 252-I, 260 et 282 du code général des impôts, institué par l'article 5 de la loi de finances n° 43-06 pour l'année budgétaire 2007, promulguée par le dahir n° 1-06-232 du 10 hja 1427 (31 décembre 2006), tel que modifié et complété, sont modifiées et complétées comme suit :

« Article 6. – Exonérations

« I. – EXONÉRATIONS PERMANENTES

« A – Exonérations permanentes

« Sont totalement exonérés de l'impôt sur les sociétés :

« 1° – .....

« .....

« .....

« .....

« 36° – ..... dans ses statuts ;

« 37° – le Fonds d'Héritage visé à l'article 247 *quinquies* « ci-dessous, au titre de l'ensemble de ses activités ou opérations « et revenus éventuels y afférents.

« Les organismes précités, autres que ceux visés « aux 10°, ....., 36° et 37° ci-dessus, sont exclus .....

« C – Exonérations permanentes en matière d'impôt « retenu à la source

« Sont exonérés de l'impôt sur les sociétés retenu à la « source :

« 1° – .....

« .....

« .....

« 2° – Les intérêts et autres produits similaires servis « aux :

« .....

« .....

« ..... (O.P.C.I) précités ;

« – Fonds d'Héritage précité.

« 2°bis. – Les revenus des certificats de Sukuk servis « aux :

« .....

« .....

« .....(O.P.C.I) précités ;

« – Fonds d'Héritage précité.

« 3° – Les intérêts .....

(la suite sans modification.)

« Article 9.-II. – Les subventions ..... ils ont « été perçus.

« Toutefois, s'il s'agit de subventions d'investissement,..... « ..... pour la réalisation des projets « d'investissement ou à l'acquisition d'autres immobilisations « non amortissables. »

« Article 11. – II. – Ne sont déductibles du résultat fiscal .... « ..... magnétique de paiement, dépôt « ou virement bancaire, ..... « ..... à l'alinéa ci-dessus.

« Toutefois, les dispositions des alinéas ci-dessus ne sont « pas applicables aux ..... entre commerçants. »

« Article 19. – Taux d'imposition

« I. – Taux normal de l'impôt

« Sous réserve des dispositions du paragraphe .....à :

« A. – .....

« B. – .....

« .....

« ..... ci-dessus ;

« C. – 40%, en ce qui concerne :

« – les sociétés exerçant les activités d'importation ou de « distribution des hydrocarbures tels que définis par le « dahir portant loi n° 1-72-255 du 18 moharrem 1393 « (22 février 1973), dont le montant du bénéfice net est « égal ou supérieur à cent millions (100 000 000) dirhams ;

« – les établissements de crédit .....

(la suite sans modification.)

« Article 56. – Définition des revenus salariaux et « assimilés

« Sont considérés ..... sur le revenu :

« – .....

« – les indemnités et émoluments, quelle que soit leur « nature ou qualification ;

« – les salaires ;

« – les allocations .....

(la suite sans modification.)

« Article 57. – Exonérations

« Sont exonérés de l'impôt :

« 1° – les indemnités spécifiques que l'employeur verse  
« aux employés pour rembourser les frais effectifs et dûment  
« justifiés qu'ils ont engagés exclusivement dans l'intérêt de  
« l'employeur, qu'elles soient remboursées sur états ou  
« attribuées forfaitairement, à l'exclusion des indemnités  
« versées de manière permanente pour l'exercice normal de  
« la fonction ou de l'emploi qui constituent des compléments  
« de salaire.

« Toutefois .....  
« ..... à l'article 59-I ci-dessous ;

« 2° – .....

*(la suite sans modification.)*

« Article 59. – Déductions

« Sont déductibles .....

« I. – les frais ..... suivants :

« A. – 45% pour les personnes ne relevant pas de la  
« catégorie professionnelle visée au C ci-après, sans que cette  
« déduction puisse excéder trente-cinq mille (35 000) dirhams ;

« B. – (abrogé)

« C. – ..... maritime.

« Pour le calcul ..... en nature.

« Pour le calcul de la déduction prévue au C ci-dessus,  
« le revenu brut auquel s'applique le pourcentage s'entend ....

*(la suite sans modification.)*

« Article 73. – Taux de l'impôt

« I. – Barème de calcul

« Sous réserve des dispositions du paragraphe XXXXVII  
« de l'article 247 ci-dessous, le barème de calcul de l'impôt sur  
« le revenu est fixé comme suit :

« – la tranche du revenu allant jusqu'à 60.000 dirhams  
« est exonérée ;

« – 10% pour la tranche du revenu allant de 60.001 à  
« 150.000 dirhams ;

« – 20% pour la tranche du revenu allant de 150.001 à  
« 500.000 dirhams ;

« – 30% pour le surplus.

« II. – .....

*(la suite sans modification.)*

« Article 82. – I. – Sous réserve des dispositions de  
« l'article 86 ci-dessous, les contribuables sont tenus de  
« souscrire une déclaration de leur revenu global de l'année  
« précédente auprès de l'administration fiscale, par procédé  
« électronique, selon un modèle établi à cet effet, avec  
« indication de la .....

« .....  
« .....

« Pour les avocats ..... dispositions de  
« l'article 173-III ci-dessous.

« Pour les commerçants importateurs qui réalisent  
« des opérations d'importation de marchandises destinées à la  
« revente en l'état, cette déclaration doit comporter, également,  
« les avances versées au titre de l'impôt sur le revenu, au cours  
« de l'exercice clos, conformément aux dispositions de  
« l'article 173-IV ci-dessous.

« Pour les associés des sociétés .....

*(la suite sans modification.)*

« Article 84. – I. – Les contribuables qui cèdent des  
« valeurs mobilières ..... doivent souscrire,  
« au titre de chaque opération de cession, une déclaration  
« auprès de l'administration fiscale dans le mois qui suit celui  
« au cours duquel la cession a eu lieu.

« La déclaration doit être .....  
« ..... titres cédés. »

« Article 90. – Opérations imposables par option

« Peuvent sur leur demande, .....

« 1° – les commerçants .....  
« .....  
« .....

« 4° – les personnes .....  
« ..... à l'article 89-I-10°-a) ci-dessus ;

« 5° – les marchands de biens immeubles bâtis.

« On entend par marchands de biens immeubles bâtis,  
« les personnes qui exercent à titre commercial, des opérations  
« d'achat d'immeubles bâtis en vue de leur revente en l'état ou  
« après restauration, rénovation ou réfection.

« La demande d'option .....  
« .....  
« ..... de la date de son dépôt.

« Elle peut porter sur ..... pour les personnes  
« visées aux 1°, 2°, 3° et 5° ci-dessus .....  
« 4° ci-dessus. »

« Article 91.– Exonérations sans droit à déduction  
« Sont exonérés de la taxe sur la valeur ajoutée :  
« I. – A) Les ventes, autrement qu'à consommer .....  
« .....  
« .....  
« .....  
« C) Les ventes portant sur :  
« 1° – les bougies ..... fabrication ;  
« 2° – le sable ;  
« 3° – .....  
(la suite sans modification.)  
« Article 92. – I. – Sont exonérés ..... l'article 101  
« ci-dessous :  
« 1° – .....  
« .....  
« .....  
« 56° – ..... dans ses statuts ;  
« 57° – les biens, matériels, marchandises et services  
« acquis ainsi que les opérations réalisées par le Fonds  
« d'Héritage précité. »  
« Article 96. – Détermination de la base imposable  
« Le chiffre d'affaires imposable .....  
« ..... de la taxe sur la valeur ajoutée.  
« Le chiffre d'affaires est constitué :  
« 1° – .....  
« .....  
« .....  
« 12° – ..... ci-dessous ;  
« 13° – pour les opérations de vente de biens immeubles  
« bâtis réalisées par les marchands desdits biens ayant opté  
« conformément aux dispositions de l'article 90-5° ci-dessus  
« pour l'assujettissement à la taxe sur la valeur ajoutée, par  
« la marge telle que déterminée à l'article 125 *sexies*  
« ci-dessous. »  
« Article 103. – Remboursement  
« Sauf dans les cas ..... déterminée.  
« 1° – Dans le cas d'opérations ..... prévus  
« aux articles 92 et 94 ci-dessus et 247 *quater*-III ci-dessous si  
« le volume .....  
« .....  
« .....  
« 5° – ..... voie réglementaire.  
« 6° – (abrogé)  
« Les remboursements de taxe .....  
« .....  
« .....  
« ..... est demandé.  
« Les remboursements sont liquidés dans la limite .....  
« .....  
« ..... prévues aux articles 92 et 94  
« ci-dessus et 247 *quater*-III ci-dessous.

« Cette limite est ajustée .....  
« le cas échéant, en vertu des articles 92, 94 et 247 *quater*-III  
« précités.  
« Lorsque le montant de la taxe .....  
(la suite sans modification.)  
« Article 106. – II. – N'est pas déductible .....  
« ..... magnétique de paiement, dépôt  
« ou virement bancaire, .....  
« ..... non transformés. »  
« Article 123. – Exonérations  
« Sont exonérés de la taxe sur la valeur ajoutée à  
« l'importation :  
« 1° – .....  
« .....  
« .....  
« .....  
« 60° – ..... dans ses statuts ;  
« 61° – les biens, matériels, marchandises et services  
« importés par ou pour le compte du Fonds d'Héritage précité ;  
« 62° – les animaux domestiques vivants des espèces  
« bovine, ovine, caprine et camélidé ainsi que les viandes  
« et abats desdites espèces frais, réfrigérés ou congelés. »  
« Article 124. – Modalités d'exonérations  
« I. – Les exonérations prévues aux articles 91 .....  
« 92-I (5°, ..... 54°, 56° et 57°) et II, 123 (13° .....  
« 56°, 60° et 61°) ci-dessus, 247-XII et 247 *quater*- III ci-dessous  
« ainsi que .....  
(la suite sans modification.)  
« Article 126. – I. – Définition de la formalité de  
« l'enregistrement  
« L'enregistrement ..... "droit d'enregistrement".  
« Une attestation d'enregistrement est délivrée selon un  
« modèle établi par l'administration, justifiant  
« l'accomplissement de cette formalité et le paiement des droits  
« y afférents. »  
« Article 129.– Exonérations  
« Sont exonérés des droits d'enregistrement :  
« I. – Actes présentant un intérêt public :  
« 1° .....  
« .....  
« 5° ..... ses statuts ;  
« 6° – les actes et écrits afférents aux activités et opérations  
« réalisées par le Fonds d'Héritage précité.  
« II. – .....  
(la suite sans modification.)

« Article 133. – Droits proportionnels

« I. – .....

« II. – .....

« III. – ..... sur la partie du prix payé  
« en espèces.

« IV. – Sont soumis aux taux visés aux paragraphes I, II  
« et III ci-dessus en vigueur à la date de l'accomplissement de  
« la formalité de l'enregistrement, les actes dont les droits dus  
« ont été prescrits et pour lesquels les parties ou l'une d'entre  
« elles requièrent l'enregistrement, sans application de la  
« pénalité et des majorations de retard prévues aux articles 184  
« et 208 ci-dessous. »

« Article 135. – Droit fixe

« I. – .....

« II. – ..... au titre desdits actes.

« III. – Sont soumis aux droits d'enregistrement fixes  
« visés aux paragraphes I et II ci-dessus en vigueur à la date  
« de l'accomplissement de la formalité de l'enregistrement,  
« les actes dont les droits dus ont été prescrits et pour lesquels  
« les parties ou l'une d'entre elles requièrent l'enregistrement,  
« sans application de la pénalité et des majorations de retard  
« prévues aux articles 184 et 208 ci-dessous. »

« Article 161 ter. – III. – B. – Les contribuables.....  
« doivent souscrire, par procédé électronique, une déclaration  
« auprès de l'administration fiscale dans les soixante .....  
« l'apport, selon un modèle établi par l'administration.

« Cette déclaration..... des titres de capital  
« apportés. »

« Article 170. – I. – A. – L'impôt sur les sociétés donne  
« lieu, .....  
« .....  
« .....  
« ..... premier exercice d'imposition.

« B. – Les sociétés qui réalisent des opérations  
« d'importation de marchandises destinées à la revente  
« en l'état doivent également verser spontanément, lors du  
« dédouanement, une avance au titre de l'impôt sur les sociétés  
« de l'exercice en cours, pour chaque opération d'importation,  
« durant une période de soixante (60) mois à compter de la date  
« de la première opération d'importation.

« Au-delà de cette période, l'avance précitée ne s'applique  
« qu'aux sociétés importatrices desdites marchandises qui ne  
« présentent pas aux services de l'administration des douanes  
« et impôts indirects une attestation justifiant leur régularité  
« fiscale au titre des obligations de déclaration et de paiement  
« des impôts, droits et taxes prévus par le présent code, délivrée  
« par l'administration fiscale depuis moins de six (6) mois.

« L'avance précitée ne s'applique pas aux opérations  
« d'importation des marchandises réalisées sous les régimes  
« économiques en douane et aux opérations d'importation des  
« biens d'investissement.

« Le taux de cette avance est fixé à 5% de la valeur en  
« douane retenue ou qui serait susceptible d'être retenue pour  
« l'assiette des droits de douane.

« Le versement de cette avance est effectué spontanément  
« auprès du receveur des douanes, pour le compte du receveur  
« de l'administration fiscale.

« Le receveur des douanes est tenu de verser le  
« montant desdites avances à l'administration fiscale, par  
« procédé électronique, durant le mois qui suit celui de leur  
« encaissement, accompagné d'un état selon un modèle établi  
« par l'administration.

« Le montant des avances versées au cours d'un exercice  
« est imputable sur le montant des acomptes provisionnels  
« et éventuellement sur le reliquat de l'impôt sur les sociétés  
« de l'exercice au cours duquel les avances ont été versées avec  
« droit à restitution.

« L'avance précitée est liquidée et perçue, les  
« contraventions sont constatées et réprimées, les poursuites  
« sont effectuées et les instances sont introduites, instruites et  
« jugées comme en matière de droits de douane. »

« Article 173. – Recouvrement par paiement spontané

« I. – Est versé spontanément .....  
« .....  
« ..... 160 quater ci-dessus ;

« – l'impôt dû ..... à l'occasion de chaque  
« opération de cession de valeurs mobilières et autres  
« titres de capital et de créance, dans le mois qui suit  
« celui au cours duquel la cession a eu lieu ;

« – l'impôt dû au titre des revenus .....  
« .....

« II. – .....

« III. – .....  
« ..... reliquat éventuel reste acquis au Trésor.

« IV. – Les commerçants importateurs qui réalisent  
« des opérations d'importation de marchandises destinées à  
« la revente en l'état doivent également verser spontanément,  
« lors du dédouanement, une avance au titre de l'impôt  
« sur le revenu de l'exercice en cours, pour chaque opération  
« d'importation, durant une période de soixante (60) mois à  
« compter de la date de la première opération d'importation.

« Au-delà de cette période, l'avance précitée ne s'applique  
« qu'aux commerçants importateurs desdites marchandises qui  
« ne présentent pas aux services de l'administration des  
« douanes et impôts indirects une attestation justifiant leur  
« régularité fiscale au titre des obligations de déclaration et  
« de paiement des impôts, droits et taxes prévus par le présent  
« code, délivrée par l'administration fiscale depuis moins de  
« six (6) mois.

« L'avance précitée ne s'applique pas aux opérations  
« d'importation des marchandises sous les régimes  
« économiques en douane et aux opérations d'importation  
« des biens d'investissement.

« Le taux de cette avance est fixé à 5% de la valeur en  
« douane retenue ou qui serait susceptible d'être retenue pour  
« l'assiette des droits de douane.

« Le versement de cette avance est effectué spontanément  
« auprès du receveur des douanes, pour le compte du receveur  
« de l'administration fiscale.

« Le receveur des douanes est tenu de verser le  
« montant desdites avances à l'administration fiscale, par  
« procédé électronique, durant le mois qui suit celui de leur  
« encaissement, accompagné d'un état selon un modèle-établi  
« par l'administration.

« Le montant des avances versées au cours de l'exercice  
« est imputable sur le montant de la cotisation minimale de  
« l'impôt sur le revenu visée à l'article 144-I ci-dessus, due au  
« titre dudit exercice.

« Toutefois, lorsque le montant de la cotisation minimale  
« ne permet pas l'imputation de la totalité des avances versées  
« au titre de l'impôt sur le revenu, le surplus demeure imputable  
« sur l'impôt sur le revenu, avec droit à restitution.

« L'avance précitée est liquidée et perçue, les  
« contraventions sont constatées et réprimées, les poursuites  
« sont effectuées et les instances sont introduites, instruites et  
« jugées comme en matière de droits de douane. »

« Article 193. – Sanction pour infraction aux dispositions  
« relatives au règlement des transactions

« Indépendamment des autres sanctions .....  
« .....  
« .....20-I et 82-I ci-dessus.

« Toutefois, les dispositions des alinéas ci-dessus ne sont  
« .....  
*(la suite sans modification.)*

« Article 214. – Droit de communication et échange  
« d'informations

« I. – Nonobstant toute disposition contraire, et pour  
« permettre de relever tout renseignement utile en vue de l'assiette,  
« du contrôle, du contentieux et du recouvrement des impôts,  
« droits et taxes dus par des tiers .....  
*(la suite sans modification.)*

« Article 220. – VI. – Sont immédiatement émis .....  
« établies :

« – pour défaut .....  
« – .....  
« – .....nationale du recours fiscal ;

« – pour les redressements, envisagés ..... conformément  
« aux dispositions des articles 225-I (alinéa 5), 225 bis-I  
« (alinéa 4) et 226-I (alinéa 4) ci-dessous ;

« – pour les redressements n'ayant pas fait .....  
« – ..... notification précitée. »

« Article 221. – I. – L'administration peut.....  
« valeur ajoutée :

« – le résultat fiscal ..... morale nouvelle ;

« – le résultat fiscal des opérations de cession d'immeubles  
« et des valeurs mobilières réalisées au Maroc par les  
« sociétés non résidentes n'ayant pas d'établissement au  
« Maroc visées à l'article 20-III ci-dessus ;

« – les déclarations déposées .....  
« .....  
« ..... 235 ci-dessous.»

« Article 222. – A. – L'administration .....  
« .....  
« ..... 70 bis-2° ci-dessus.

« Dans ces cas, elle notifie aux personnes chargées de  
« la retenue à la source, dans les formes prévues à l'article 219  
« ci-dessus, les redressements effectués et les invite à produire  
« leurs observations dans un délai de trente (30) jours suivant  
« la date de réception de la lettre de notification.

« A défaut de réponse dans le délai précité ou lorsque  
« l'administration estime que les observations formulées par  
« les personnes précitées ne sont pas fondées, en tout ou en  
« partie, l'administration établit les impositions sur les  
« montants qu'elle a arrêtés.

« Ces impositions ..... à l'article 235 ci-dessous. »

« Article 225. – I. – Des commissions locales .....  
« le siège et le ressort.

« Ces commissions connaissent .....  
« des droits d'enregistrement et de timbre.

« Toutefois, les requêtes relatives aux rectifications en  
« matière de profits fonciers de source marocaine, constatés  
« ou réalisés à l'occasion de la cession d'immeubles ou de droits  
« réels immobiliers portant sur de tels immeubles ou de la  
« cession d'actions ou de parts sociales nominatives émises  
« par les sociétés, à objet immobilier réputées fiscalement  
« transparentes au sens de l'article 3-3° ci-dessus, ou aux  
« rectifications en matière des droits d'enregistrement et de  
« timbre relatifs aux actes et conventions portant sur lesdits  
« biens ou droits ou sur des fonds de commerce sont portées  
« devant la commission dans le ressort de laquelle est situé le  
« bien concerné.

« Les requêtes relatives aux rectifications en matière de  
« profits fonciers de source marocaine, constatés ou réalisés  
« à l'occasion de la cession d'actions ou de parts sociales des  
« sociétés à prépondérance immobilière non cotées en  
« bourse des valeurs, visées à l'article 61-II ci-dessus, ou aux  
« rectifications en matière des droits d'enregistrement et de  
« timbre relatifs aux actes et conventions portant sur lesdits  
« biens sont portées devant la commission dans le ressort de  
« laquelle est situé le siège social ou le principal établissement  
« desdites sociétés.

« Elles statuent ..... réglementaires. »

« Article 225 bis. – I. – Sont instituées .....  
« réglementaire.

« Ces commissions ..... leur siège social,  
« leur principal établissement ou leur domicile fiscal à  
« l'intérieur dudit ressort dans les cas suivants :

« – rectifications ..... mobiliers ;

« – vérification ..... millions de dirhams.

« Toutefois, ces commissions connaissent des  
« réclamations concernant les rectifications en matière de  
« profits de capitaux mobiliers de source marocaine non soumis  
« à la retenue à la source prévue à l'article 174-II-B ci-dessus,  
« réalisés suite à la cession de valeurs mobilières et autres titres  
« de capital et de créance émis par des sociétés qui possèdent  
« leur siège social ou leur principal établissement à l'intérieur  
« du ressort desdites commissions.

« Elles statuent ..... réglementaires. »

« Article 226. – I. – Il est institué une commission .....  
« les recours relatifs :

« – à l'examen .....  
« – .....  
« – .....  
« – aux rectifications ..... 213-V ci-dessus ;  
« – aux rectifications du résultat fiscal des opérations de  
« cession d'immeubles et des valeurs mobilières, visées  
« à l'article 221-I ci-dessus, réalisées au Maroc par les  
« sociétés non résidentes n'ayant pas d'établissement  
« au Maroc.

« Sont également .....  
« .....  
« .....  
« ..... sous-commissions délibérantes. »

« Article 228. – Taxation d'office pour défaut de  
« déclaration, de présentation d'actes et de conventions ou  
« d'application de la retenue à la source

« I. – Lorsque le contribuable, l'employeur ou le  
« débirentier selon le cas :

« 1°– ne produit pas dans les délais prescrits :

« – la déclaration du résultat fiscal ..... 150 ci-dessus ;

« – la déclaration des traitements et salaires prévue à  
« l'article 79 ci-dessus ;

« – la déclaration des pensions et autres prestations  
« servies sous forme de capital ou de rentes prévue à  
« l'article 81 ci-dessus ;

« – la déclaration du revenu global .....  
« .....  
« ..... 83 ci-dessus ;



« XXXXVII. – A titre transitoire, le barème de calcul de  
« l'impôt sur le revenu, prévu par l'article 73-I ci-dessus, est fixé  
« pour la période allant du 1<sup>er</sup> janvier 2027 au 31 décembre 2030,  
« comme suit :

« 1– Pour la période du 1<sup>er</sup> janvier 2027 au 31 décembre 2027 :

« – la tranche du revenu allant jusqu'à 60.000 dirhams  
« est exonérée ;

« – 10% pour la tranche du revenu allant de 60.001 à  
« 80.000 dirhams ;

« – 20% pour la tranche du revenu allant de 80.001 à  
« 100.000 dirhams ;

« – 34% pour la tranche du revenu allant de 100.001 à  
« 180.000 dirhams ;

« – 37% pour le surplus.

« 2– Pour la période du 1<sup>er</sup> janvier 2028 au 31 décembre 2028 :

« – la tranche du revenu allant jusqu'à 60.000 dirhams  
« est exonérée ;

« – 10% pour la tranche du revenu allant de 60.001 à  
« 100.000 dirhams ;

« – 25% pour la tranche du revenu allant de 100.001 à  
« 200.000 dirhams ;

« – 37% pour le surplus.

« 3 – Pour la période du 1<sup>er</sup> janvier 2029 au 31 décembre 2029 :

« – la tranche du revenu allant jusqu'à 60.000 dirhams  
« est exonérée ;

« – 10% pour la tranche du revenu allant de 60.001 à  
« 130.000 dirhams ;

« – 20% pour la tranche du revenu allant de 130.001 à  
« 200.000 dirhams ;

« – 35% pour le surplus.

« 4 – Pour la période du 1<sup>er</sup> janvier 2030 au 31 décembre 2030 :

« – la tranche du revenu allant jusqu'à 60.000 dirhams  
« est exonérée ;

« – 10% pour la tranche du revenu allant de 60.001 à  
« 150.000 dirhams ;

« – 20% pour la tranche du revenu allant de 150.001 à  
« 200.000 dirhams ;

« – 30% pour le surplus. »

« Article 250. – I. – Actes établis dans un intérêt public  
« ou administratif

« 1°– Les actes .....  
« .....  
« ..... lui sont affiliés ;

« 11°– les annonces publicitaires réalisées par le Fonds  
« d'Héritage précité ;

« 12°– les quittances et décharges délivrées par ou au  
« profit du Fonds d'Héritage précité. »

« Article 252. – I. – Droits proportionnels

« A. – .....

« B. – .....  
« .....vendant en détail.

« C. – Sont soumis .....  
« ..... concessionnaires agréés :

| Valeur du véhicule, hors taxe<br>sur la valeur ajoutée | Taux |
|--------------------------------------------------------|------|
| de 400.000 à 600.000 DH                                | 6%   |
| de 600.001 à 800.000 DH                                | 12 % |
| de 800.001 à 1.000.000 DH                              | 18 % |
| Supérieure à 1.000.000 DH                              | 24 % |

« Toutefois.....

(La suite sans modification.)

« Article 260. – Exonérations

« Sont exonérés de la taxe :

« 1° – les véhicules .....  
« .....  
« ..... 3.000 kilos ;

« 17° – les véhicules propriété du Fonds d'Héritage  
« précité. »

« Article 282. – Exonérations

« Sont exonérés de la taxe :

« 1° – les contrats .....  
« .....  
« ..... pertes éventuelles ;

« 14° – les opérations d'assurances réalisées par le Fonds  
« d'Héritage précité. »

II. – A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2027, le code général des impôts est complété par les articles 125 *sexies*, 247 *quater* et 247 *quinquies* comme suit :

« Article 125 *sexies*. – Régime particulier applicable aux  
« marchands de biens immeubles bâtis

« Les opérations de vente de biens immeubles bâtis  
« réalisées par les marchands desdits biens ayant opté pour  
« l'assujettissement à la taxe sur la valeur ajoutée, conformément  
« aux dispositions de l'article 90-5° ci-dessus, sont soumises à  
« ladite taxe selon le régime de la marge comme suit :

« 1°– Définition de la marge

« La base d'imposition est déterminée par la différence  
« entre le prix de vente et le prix d'achat augmenté des frais  
« d'acquisition de l'immeuble bâti. Cette différence est  
« calculée taxe sur la valeur ajoutée comprise.

« Les frais d'acquisition s'entendent des frais et loyaux  
« coûts du contrat, tels les droits d'enregistrement et de timbre,  
« droits payés à la conservation foncière pour l'immatriculation  
« et l'inscription ainsi que les frais de courtage et les frais  
« d'actes afférents à l'acquisition de l'immeuble bâti.

« 2°– Droit à déduction

« Ouvre droit à déduction, la taxe sur la valeur ajoutée  
« ayant grevé les dépenses et les frais liés aux travaux de  
« restauration, de rénovation ou de réfection des immeubles  
« bâtis concernés.

« Toutefois, n'ouvre pas droit à déduction la taxe sur  
« la valeur ajoutée ayant grevé l'acquisition des immeubles  
« bâtis précités.

« 3°– Facturation

« Les factures de vente desdits immeubles doivent être  
« revêtues de la mention « Imposition selon le régime de la  
« marge », en indiquant la référence au présent article. »

« Article 247 *quater*. – Régime fiscal spécifique à  
« l'organisation de la compétition de la Coupe du monde  
« FIFA 2030

« I. – Exonérations en matière d'impôt sur les sociétés,  
« de l'impôt retenu à la source et de la contribution sociale de  
« solidarité sur les bénéfices et les revenus

« A). – La Fédération internationale de football  
« association (FIFA), l'Entité de livraison, toutes les Entités  
« de Co-livraison et les autres Filiales de la FIFA, visées à  
« l'article 247 *quinquies* ci-après ayant ou non leur siège au  
« Maroc, bénéficient de ce qui suit :

« 1°– l'exonération de l'impôt sur les sociétés et de la  
« contribution sociale de solidarité sur les bénéfices et les  
« revenus, pour l'ensemble de leurs activités ou opérations et  
« pour les revenus éventuels y afférents ;

« 2°– l'exonération de l'impôt sur les sociétés retenu à la  
« source sur les montants versés, mis à la disposition ou inscrits  
« en compte desdites Entités, au titre :

« – des produits des actions, parts sociales et revenus  
« assimilés visés à l'article 13 ci-dessus ;

« – des produits de placements à revenu fixe visés à  
« l'article 14 ci-dessus et des revenus des certificats de  
« Sukuk visés à l'article 14 *bis* ci-dessus ;

« – des produits bruts visés à l'article 15 ci-dessus ;

« – des rémunérations allouées à des tiers visées à l'article  
« 15 *bis* ci-dessus ;

« – des produits de location visés à l'article 15 *ter* ci-dessus.

« B). – L'Association Hôte, les Associations Co-Hôtes,  
« les Associations Hôtes de la Confédération Sud-Américaine  
« de Football (CONMEBOL), les Confédérations de la FIFA  
« et les Associations membres de la FIFA, visées à l'article  
« 247 *quinquies* ci-après, ayant ou non leur siège au Maroc,  
« bénéficient de ce qui suit :

« 1°– l'exonération de l'impôt sur les sociétés et de la  
« contribution sociale de solidarité sur les bénéfices et les  
« revenus, pour leurs activités ou opérations et pour les revenus  
« éventuels y afférents liés à la Compétition de la Coupe du  
« Monde de la FIFA 2030 et/ou aux Evénements liés à ladite  
« Compétition ;

« 2°– l'exonération de l'impôt sur les sociétés retenu à la  
« source au titre des produits et rémunérations visés au I-A-2°  
« ci-dessus, versés, mis à la disposition ou inscrits en compte  
« desdites Entités au titre de leurs activités et opérations liées  
« à la Compétition précitée et/ou aux Evénements liés à la  
« Compétition.

« C). – Le Diffuseur Hôte de la FIFA et les Prestataires  
« de services de la FIFA, visés à l'article 247 *quinquies*  
« ci-après ayant ou non leur siège au Maroc, bénéficient  
« de l'exonération de l'impôt sur les sociétés retenu à la  
« source au titre des produits et rémunérations visés au  
« I-A-2° ci-dessus qui leur sont versés, mis à leur disposition  
« ou inscrits en leur compte par la FIFA, l'Entité de Livraison,  
« toute Entité de Co-Livraison et/ou toute autre Filiale de la  
« FIFA, toute Confédération de la FIFA, l'Association Hôte,  
« toute Association Co-Hôte, toute Association Hôte de la  
« CONMEBOL, toute autre Association Membre de la FIFA,  
« les Affiliés Commerciaux de la FIFA, un Diffuseur Hôte de  
« la FIFA ou des Prestataires de Services de la FIFA, au titre  
« de leurs activités et opérations liées à la Compétition et/ou  
« des Evénements liés à la Compétition.

« D). – Les Contractants de la FIFA autres que le  
« Diffuseur Hôte de la FIFA et les Prestataires de Services  
« de la FIFA, visés à l'article 247 *quinquies* ci-après, ayant  
« ou non leur siège au Maroc, bénéficient de l'exonération de  
« l'impôt sur les sociétés retenu à la source au titre des produits  
« et rémunérations visés aux articles 15 et 15 *bis* ci-dessus,  
« qui leur sont versés, mis à leur disposition ou inscrits en  
« leur compte en contrepartie de la concession de licences ou de  
« toute autre forme de transfert de droits liés à la Compétition  
« et/ou aux Evénements liés à la Compétition, en vue de leur  
« utilisation au Maroc par les Contractants de la FIFA.

« II. – Exonérations en matière d'impôt sur le revenu

« Sont exonérés de l'impôt sur le revenu :

« 1<sup>o</sup>– les rémunérations et indemnités, y compris les  
« indemnités et compensations forfaitaires, en argent ou en  
« nature, versées par des Entités n'ayant pas leur siège au Maroc  
« aux personnes détachées, y compris les Officiels de match,  
« visés à l'article 247 *quinquies* ci-après, qui entrent au Maroc  
« et le quittent au cours de la période commençant soixante  
« (60) jours avant le premier match et s'achevant soixante  
« (60) jours après le match final, y compris lorsque la charge  
« desdites rémunérations et indemnités est refacturée à l'Entité  
« de livraison ou supportée par un établissement stable de  
« la FIFA au Maroc. Cette exonération ne s'applique pas aux  
« personnes détachées ayant leur domicile fiscal au Maroc ;

« 2<sup>o</sup>– les rémunérations et indemnités en argent  
« et en nature et les remboursements de frais, y compris  
« les indemnités et compensations forfaitaires, versés aux  
« volontaires, résidents ou non-résidents visés à l'article  
« 247 *quinquies* ci-après, qui aident à la préparation, à l'accueil,  
« à l'organisation et à la tenue de la Compétition et/ou des  
« événements liés à la Compétition ;

« 3<sup>o</sup>– les rémunérations, les indemnités, les primes et  
« les prix payés aux joueurs non-résidents, visés à l'article  
« 247 *quinquies* ci-après, par la FIFA ou les Associations  
« membres de la FIFA en relation avec leur participation à la  
« Compétition et/ou à l'un des événements liés à la Compétition.

« III. – Exonérations en matière de taxe sur la valeur  
« ajoutée

« A). – La FIFA, l'Entité de livraison, toutes les Entités  
« de Co-livraison et les autres filiales de la FIFA visées  
« à l'article 247 *quinquies* ci-après, ayant ou non leur siège au  
« Maroc, bénéficient de ce qui suit :

« 1<sup>o</sup>– l'exonération de la taxe sur la valeur ajoutée à  
« l'intérieur avec bénéfice du droit à déduction prévu à l'article  
« 101 ci-dessus, des biens, matériels, marchandises et services  
« acquis ainsi que des opérations qu'elles réalisent ;

« 2<sup>o</sup>– l'exonération de la taxe sur la valeur ajoutée à  
« l'importation des biens, matériels, marchandises et services  
« importés par ces Entités ou pour leur compte.

« B). – L'Association Hôte, les Associations Co-Hôtes, les  
« Associations Hôtes de la CONMEBOL, les Confédérations  
« de la FIFA et les Associations membres de la FIFA, visées  
« à l'article 247 *quinquies* ci-après, ayant ou non leur siège  
« au Maroc, bénéficient de ce qui suit :

« 1<sup>o</sup>– l'exonération de la taxe sur la valeur ajoutée à  
« l'intérieur avec bénéfice du droit à déduction prévu à l'article  
« 101 ci-dessus, des biens, matériels, marchandises et services  
« acquis ainsi que des opérations qu'elles réalisent, liés à la  
« Compétition et/ou aux Événements liés à la Compétition ;

« 2<sup>o</sup>– l'exonération de la taxe sur la valeur ajoutée  
« à l'importation des biens, matériels, marchandises et  
« services, liés à la Compétition et/ou aux Événements liés  
« à la Compétition, importés par ou pour le compte desdites  
« Entités.

« C). – Le Diffuseur Hôte de la FIFA et les prestataires  
« de services de la FIFA, visés à l'article 247 *quinquies* ci-après,  
« ayant ou non leur siège au Maroc, dont la liste est fixée, mise  
« à jour et communiquée à l'administration fiscale par la FIFA,  
« bénéficient de ce qui suit :

« 1<sup>o</sup>– l'exonération de la taxe sur la valeur ajoutée à  
« l'intérieur avec droit à déduction, au titre des opérations  
« réalisées, des services rendus et des biens livrés, liés à la  
« Compétition et/ou aux Événements liés à la Compétition,  
« aux Entités visées au A et B ci-dessus, à un Diffuseur Hôte  
« de la FIFA, aux Prestataires de services de la FIFA et aux  
« Affiliés commerciaux de la FIFA ;

« 2<sup>o</sup>– l'exonération de la taxe sur la valeur ajoutée à  
« l'intérieur avec droit à déduction et à l'importation, des biens,  
« matériels, marchandises et services liés à la Compétition et/ou  
« aux événements liés à la Compétition acquis par ces Entités.

« D). – Les Contractants de la FIFA, autres que le  
« Diffuseur Hôte de la FIFA et les prestataires de services  
« de la FIFA, visés à l'article 247 *quinquies* ci-après, ayant  
« ou non leur siège au Maroc, dont la liste est fixée, mise à  
« jour et communiquée à l'administration fiscale par la FIFA,  
« bénéficient de ce qui suit :

« 1<sup>o</sup>– l'exonération de la taxe sur la valeur ajoutée  
« à l'importation des biens, matériels, marchandises et  
« services, liés à la Compétition et/ou aux événements liés à  
« la Compétition.

« Cette exonération est conditionnée par la  
« consommation et/ou l'utilisation des biens, matériels,  
« marchandises et services importés, par les Entités visées au  
« A et B ci-dessus et/ou par lesdits contractants eux-mêmes,  
« avec réexportation ultérieure ou donation à des Entités  
« sportives, à des organismes dont l'objet est lié à la pratique  
« du sport et au développement social et/ou à des institutions  
« caritatives ;

« 2<sup>o</sup>– l'exonération de la taxe sur la valeur ajoutée à  
« l'intérieur avec droit à déduction des opérations de transport  
« des biens, matériels et marchandises, visés au 1<sup>o</sup> ci-dessus ;

« 3<sup>o</sup>– l'exonération de la taxe sur la valeur ajoutée à  
« l'intérieur avec droit à déduction, au titre de la concession  
« de licences ou toute autre forme de transfert de droits liés  
« à la Compétition et/ou aux événements liés à la Compétition,  
« en vue de leur utilisation au Maroc par lesdits Contractants  
« de la FIFA.

« E). – Sont exonérées de la taxe sur la valeur ajoutée  
« à l'intérieur, avec bénéfice du droit à déduction prévu à  
« l'article 101 ci-dessus, les opérations de vente des billets des  
« matchs et des événements liés à la Compétition, réalisées  
« par ou pour le compte de la FIFA, l'Entité de livraison,  
« toutes les Entités de Co-livraison, les autres filiales de la  
« FIFA, l'Association Hôte, les Associations Co-Hôtes, les  
« Associations Hôtes de la CONMEBOL, les Confédérations  
« de la FIFA et les Associations membres de la FIFA.

« IV. – Exonérations en matière des droits d'enregistrement

« Sont exonérés des droits d'enregistrement :

« – les actes et écrits de la FIFA, de l'Entité de livraison,  
« de toutes les Entités de co-livraison et des autres filiales  
« de la FIFA, visées à l'article 247 *quinquies* ci-après  
« ayant ou non leur siège au Maroc ;

« – les actes et écrits de l'Association Hôte, des Associations  
« Co-Hôtes et Associations Hôtes de la CONMEBOL,  
« des Confédérations de la FIFA et des Associations  
« membres de la FIFA, visées à l'article 247 *quinquies*  
« ci-après ayant ou non leur siège au Maroc, liés à la  
« Compétition et/ou événements liés à la Compétition ;

« – les actes et écrits relatifs aux services rendus ou aux  
« biens livrés, liés à la Compétition et/ou événements  
« liés à la Compétition, par le Diffuseur Hôte de la FIFA  
« ou par les Prestataires de services de la FIFA, visés à  
« l'article 247 *quinquies* ci-après ayant ou non leur siège  
« au Maroc, à la FIFA, à l'Entité de livraison, à toute  
« Entité de Co-livraison et/ou à toute autre Filiale de la  
« FIFA, à toute Confédération de la FIFA, à l'Association  
« Hôte, à toute Association Co-Hôte, à toute Association  
« Hôte de la CONMEBOL, à toute autre Association  
« membre de la FIFA, aux Affiliés commerciaux de  
« la FIFA et à un Diffuseur Hôte de la FIFA ou aux  
« Prestataires de services de la FIFA ;

« – les actes et écrits afférents à la concession de licences  
« ou à toute autre forme de transfert de droits liés  
« à la Compétition et/ou aux événements liés à la  
« Compétition, en vue de leur utilisation au Maroc par  
« les Contractants de la FIFA.

« V. – Exonérations en matière des droits de timbre

« 1° – Sont exonérées du droit de timbre relatif aux  
« annonces publicitaires, visé à l'article 252-I-A ci-dessous,  
« les Entités suivantes :

« – la FIFA, l'Entité de livraison, toutes les Entités de  
« Co-livraison et autres Filiales de la FIFA, visées à  
« l'article 247 *quinquies* ci-après ayant ou non leur siège  
« au Maroc ;

« – l'Association Hôte, les Associations Co-Hôtes  
« et Associations Hôtes de la CONMEBOL, les  
« Confédérations de la FIFA, les Associations membres  
« de la FIFA, visées à l'article 247 *quinquies* ci-après  
« ayant ou non leur siège au Maroc, en ce qui concerne  
« la Compétition et/ou événements liés à la Compétition ;

« – le Diffuseur Hôte de la FIFA et les Prestataires de  
« services de la FIFA, visés à l'article 247 *quinquies*  
« ci-après ayant ou non leur siège au Maroc, en ce qui  
« concerne la Compétition et/ou événements liés à la  
« Compétition relatifs aux services rendus ou aux biens  
« livrés à la FIFA, à l'Entité de livraison, à toute Entité  
« de Co-Livraison et/ou à toute autre Filiale de la FIFA,  
« à toute Confédération de la FIFA, à l'Association  
« Hôte, à toute Association Co-Hôte, à toute Association  
« Hôte de la CONMEBOL, à toute autre Association  
« membre de la FIFA, aux Affiliés commerciaux  
« de la FIFA et à un Diffuseur Hôte de la FIFA ou aux  
« Prestataires de services de la FIFA.

« 2° – Sont exonérées du droit de timbre sur les quittances,  
« visé à l'article 252-I-B ci-dessous, les Entités suivantes :

« – la FIFA, l'Entité de livraison, toutes les Entités de  
« co-livraison et autres filiales de la FIFA, visées à  
« l'article 247 *quinquies* ci-après ayant ou non leur siège  
« au Maroc ;

« – l'Association Hôte, les Associations Co-Hôtes  
« et Associations Hôtes de la CONMEBOL, les  
« Confédérations de la FIFA, les Associations membres  
« de la FIFA, visées à l'article 247 *quinquies* ci-après  
« ayant ou non leur siège au Maroc, en ce qui concerne  
« la Compétition et/ou événements liés à la Compétition ;

« – le Diffuseur Hôte de la FIFA et les Prestataires de  
« services de la FIFA, visés à l'article 247 *quinquies*  
« ci-après ayant ou non leur siège au Maroc, en ce qui  
« concerne la Compétition et/ou événements liés à la  
« Compétition relatifs aux services rendus ou aux biens  
« livrés à la FIFA, à l'Entité de livraison, à toute Entité  
« de co-livraison et/ou à toute autre filiale de la FIFA,  
« à toute Confédération de la FIFA, à l'Association Hôte,  
« à toute Association Co-Hôte, à toute Association  
« Hôte de la CONMEBOL, à toute autre Association  
« membre de la FIFA, aux Affiliés commerciaux de  
« la FIFA et à un Diffuseur Hôte de la FIFA ou aux  
« Prestataires de services de la FIFA.

« VI. – Exonération en matière de la taxe spéciale  
« annuelle sur les véhicules

« Sont exonérés de la taxe spéciale annuelle sur les  
« véhicules, les véhicules propriété des Entités suivantes :

« – la FIFA, l'Entité de livraison, toutes les Entités de  
« co-livraison et autres filiales de la FIFA, visées à  
« l'article 247 *quinquies* ci-après ayant ou non leur siège  
« au Maroc ;

« – l'Association Hôte, les Associations Co-Hôtes  
« et Associations Hôtes de la CONMEBOL, les  
« Confédérations de la FIFA, les Associations membres  
« de la FIFA, visées à l'article 247 *quinquies* ci-après  
« ayant ou non leur siège au Maroc, en ce qui concerne  
« la Compétition et/ou événements liés à la Compétition ;

« – le Diffuseur Hôte de la FIFA et les Prestataires de  
« services de la FIFA, visés à l'article 247 *quinquies*  
« ci-après ayant ou non leur siège au Maroc, en ce qui  
« concerne la Compétition et/ou événements liés à la  
« Compétition relatifs aux services rendus ou aux biens  
« livrés à la FIFA, à l'Entité de livraison, à toute Entité  
« de co-livraison et/ou à toute autre filiale de la FIFA,  
« à toute Confédération de la FIFA, à l'Association Hôte,  
« à toute Association Co-Hôte, à toute Association  
« Hôte de la CONMEBOL, à toute autre Association  
« membre de la FIFA, aux Affiliés commerciaux de  
« la FIFA et à un Diffuseur Hôte de la FIFA ou aux  
« Prestataires de services de la FIFA.

« VII. – Exonération en matière de la taxe sur les  
« contrats d'assurances

« Sont exonérées de la taxe sur les contrats d'assurances,  
« les opérations d'assurances réalisées par les Entités suivantes :

« – la FIFA, l'Entité de livraison, toutes les Entités  
« de co-livraison et autres filiales de la FIFA, visées  
« à l'article 247 *quinquies* ci-après ayant ou non leur  
« siège au Maroc ;

« – l'Association Hôte, les Associations Co-Hôtes  
« et Associations Hôtes de la CONMEBOL, les  
« Confédérations de la FIFA, les Associations membres  
« de la FIFA, visées à l'article 247 *quinquies* ci-après  
« ayant ou non leur siège au Maroc, liées à la Compétition  
« et/ou événements liés à la Compétition ;

« – le Diffuseur Hôte de la FIFA et les Prestataires de  
« services de la FIFA, visés à l'article 247 *quinquies*  
« ci-après ayant ou non leur siège au Maroc, en ce qui  
« concerne la Compétition et/ou événements liés à la  
« Compétition relatifs aux services rendus ou aux biens  
« livrés à la FIFA, à l'Entité de livraison, à toute Entité  
« de co-livraison et/ou à toute autre filiale de la FIFA,  
« à toute Confédération de la FIFA, à l'Association  
« Hôte, à toute Association Co-Hôte, à toute Association  
« Hôte de la CONMEBOL, à toute autre Association  
« membre de la FIFA, aux Affiliés commerciaux de  
« la FIFA et à un Diffuseur Hôte de la FIFA ou aux  
« Prestataires de services de la FIFA.

« VIII. – Exonération en matière de taxe aérienne pour  
« la solidarité et la promotion touristique

« Sont exonérés de la taxe aérienne pour la solidarité et  
« la promotion touristique, les billets d'avion acquis par ou  
« pour le compte des Entités suivantes :

« – la FIFA, l'Entité de livraison, toutes les Entités de  
« co-livraison et autres filiales de la FIFA, visées à  
« l'article 247 *quinquies* ci-après ayant ou non leur siège  
« au Maroc ;

« – l'Association Hôte, les Associations Co-Hôtes  
« et Associations Hôtes de la CONMEBOL, les  
« Confédérations de la FIFA, les Associations membres  
« de la FIFA, visées à l'article 247 *quinquies* ci-après  
« ayant ou non leur siège au Maroc, en ce qui concerne  
« la Compétition et/ou événements liés à la Compétition ;

« – le Diffuseur Hôte de la FIFA et les Prestataires de  
« services de la FIFA, visés à l'article 247 *quinquies*  
« ci-après ayant ou non leur siège au Maroc, en ce qui  
« concerne la Compétition et/ou événements liés à la  
« Compétition relatifs aux services rendus ou aux biens  
« livrés à la FIFA, à l'Entité de livraison, à toute Entité  
« de co-livraison et/ou à toute autre filiale de la FIFA,  
« à toute Confédération de la FIFA, à l'Association Hôte,  
« à toute Association Co-Hôte, à toute Association Hôte  
« de la CONMEBOL, à toute autre Association membre  
« de la FIFA, aux Affiliés commerciaux de la FIFA  
« et à un Diffuseur Hôte de la FIFA ou aux Prestataires  
« de services de la FIFA.

« IX. – Prix de transfert

« Les exonérations accordées aux Entités visées au I-A  
« du présent article s'appliquent indépendamment du respect  
« du principe de pleine concurrence et des règles applicables  
« en matière de prix de transfert.

« X. – Dispositions spécifiques à la restitution, au  
« contrôle et aux obligations fiscales

« 1° – Les Entités et personnes bénéficiant du régime fiscal  
« spécifique prévu par le présent article peuvent demander la  
« restitution des impôts, droits et taxes acquittés ou prélevés  
« éventuellement au titre des activités et opérations exonérées,  
« au plus tard le 31 décembre de l'exercice suivant le dernier  
« exercice concerné par ledit régime.

« A cet effet, les Entités et personnes visées ci-dessus,  
« doivent déposer leur demande de restitution, par voie  
« électronique, auprès de l'administration fiscale accompagnée :

« – de la facture relative à l'opération concernée ou du  
« document en tenant lieu ;

« – et des pièces justifiant le paiement desdits impôts,  
« droits et taxes.

« Après instruction, il est statué sur la demande de  
« restitution et procédé, le cas échéant, à ladite restitution  
« par le ministre chargé des finances ou la personne déléguée  
« par lui à cet effet dans un délai maximum de six (6) mois à  
« compter de la date de dépôt de ladite demande.

« 2°– Le contrôle fiscal des Entités et personnes bénéficiant  
« du régime fiscal spécifique prévu au présent article ne peut  
« être engagé, au titre des exercices allant jusqu'à l'exercice  
« 2030 inclus, au-delà du 31 décembre 2031 et, au titre des  
« exercices ultérieurs, au-delà du 31 décembre de l'exercice  
« suivant le dernier exercice concerné par ledit régime.

« 3°– Les Entités visées au I-A du présent article sont  
« dispensées du dépôt de la déclaration du résultat fiscal prévue  
« à l'article 20-I ci-dessus au titre des exercices couverts par  
« l'exonération prévue au I-A-1° du présent article.

« 4°– Sont dispensés de l'obligation d'opérer, de déclarer  
« et de verser la retenue à la source :

« – les Entités visées au I-A ci-dessus, au titre des  
« produits, rémunérations et revenus prévus aux articles  
« 4, 45 *bis*-II et 160 *bis* ci-dessus ;

« – les Entités visées au I-B ci-dessus, au titre des  
« produits, rémunérations et revenus prévus aux articles  
« 4, 45 *bis*-II et 160 *bis* ci-dessus, liés à la Compétition  
« et/ou les Evénements liés à la Compétition ;

« – le Diffuseur Hôte de la FIFA et les Prestataires  
« de services de la FIFA visés au I-C ci-dessus, au titre  
« des produits et rémunérations prévus à l'article 4  
« ci-dessus, liés à la Compétition et/ou les événements  
« liés à la Compétition, versés, mis à la disposition  
« ou inscrits en compte de la FIFA, l'Entité de  
« livraison, toute Entité de co-livraison et/ou toute  
« autre filiale de la FIFA, toute Confédération de  
« la FIFA, l'Association Hôte, toute Association  
« Co-Hôte, toute Association Hôte de la CONMEBOL,  
« toute autre Association membre de la FIFA, des Affiliés  
« commerciaux de la FIFA et d'un Diffuseur Hôte de  
« la FIFA ou des Prestataires de services de la FIFA ;

« – les Contractants de la FIFA visés au I-D ci-dessus,  
« au titre des produits et rémunérations prévus aux  
« articles 15 et 15 *bis* ci-dessus versés, mis à la disposition  
« ou inscrits en compte par lesdits Contractants de la  
« FIFA en contrepartie de la concession de licences  
« ou de toute autre forme de transfert de droits liés  
« à la Compétition précitée et/ou aux Evénements liés  
« à ladite Compétition, en vue de leur utilisation au  
« Maroc par les Contractants de la FIFA.

« 5°– Sont exclues de la retenue à la source en matière  
« de taxe sur la valeur ajoutée, visée à l'article 117 (IV et V)  
« ci-dessus, les opérations réalisées à l'intérieur par les Entités  
« visées aux A, B, C et D du III ci-dessus.

« 6°– Les Entités visées aux A, B, C et D du III ci-dessus,  
« n'ayant pas d'établissement au Maroc, sont dispensées de  
« l'obligation d'accréditer un représentant, prévue à l'article 115  
« ci-dessus, au titre de leur chiffre d'affaires exonéré de la  
« taxe sur la valeur ajoutée en vertu du présent article.

« XI. – Dates d'effet :

« 1°– Les dispositions des paragraphes I, III, V, VI, VII,  
« VIII et X (4° et 5°) du présent article s'appliquent :

« – à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2027 au 31 décembre 2032,  
« en ce qui concerne la FIFA, l'Entité de livraison,  
« toutes les Entités de co-livraison, les autres filiales  
« de la FIFA, l'Association Hôte, les Associations  
« Co-Hôtes et les Associations Hôtes de la CONMEBOL ;

« – à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2029 au 30 juin 2031, en  
« ce qui concerne les Confédérations de la FIFA et les  
« Associations membres de la FIFA ;

« – à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2027 au 31 décembre 2031,  
« en ce qui concerne le Diffuseur Hôte de la FIFA, les  
« Prestataires de services de la FIFA et les Contractants  
« de la FIFA.

« 2°– Les dispositions du paragraphe II du présent article  
« sont applicables aux rémunérations et indemnités acquises à  
« compter du 1<sup>er</sup> janvier 2027 au 31 décembre 2031.

« 3°– Les dispositions du paragraphe IV du présent  
« article s'appliquent aux actes et écrits enregistrés :

« – à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2027 au 31 décembre 2032,  
« en ce qui concerne la FIFA, l'Entité de livraison,  
« toutes les Entités de co-livraison, les autres filiales  
« de la FIFA, l'Association Hôte, les Associations  
« Co-Hôtes et les Associations Hôtes de la CONMEBOL ;

« – à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2029 au 30 juin 2031, en  
« ce qui concerne les Confédérations de la FIFA et les  
« Associations membres de la FIFA ;

« – à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2027 au 31 décembre 2031,  
« en ce qui concerne le Diffuseur Hôte de la FIFA, les  
« Prestataires de services de la FIFA et les Contractants  
« de la FIFA.

« Article 247 quinquies. – Entités et opérations  
« concernées par le régime fiscal spécifique à l'organisation  
« de la Coupe du monde FIFA 2030

« Pour l'application des dispositions des articles  
« 6-I (A-37° et C (2° et 2° bis)), 92-I-57°, 123 -61°, 129-I-6°,  
« 247 quater, 250-I (11° et 12°), 260-17° et 282-14° du présent  
« code, on entend par :

« – « Affilié commercial de la FIFA » : toute personne  
« qui s'est vu ou se verra concéder des droits  
« et/ou opportunités médiatiques, de marketing, de  
« parrainage, de licence et/ou d'autres droits et/ou  
« opportunités commerciaux, de quelque nature que  
« ce soit, en relation avec la FIFA et/ou la Compétition  
« et/ou toute partie de celle-ci ;

« – « Association Co-Hôte » : toute association nationale,  
« Association membre de la FIFA, affiliée à l'UEFA  
« ou à la CAF en tant que Confédération de la FIFA,  
« qui, conjointement avec l'Association Hôte, a été  
« désignée par la FIFA pour co-accueillir la Compétition,  
« à l'exception de la Célébration du Centenaire,  
« y compris toute Entité détenue et contrôlée par  
« cette Association Co-Hôte et exclusivement dédiée  
« à assumer, directement ou indirectement, en lieu  
« et place de la FIFA, de l'Entité de livraison et/ou  
« de toute Entité de co-livraison, certaines  
« responsabilités liées à l'accueil et au déroulement  
« de la Compétition ;

« – « Association Hôte » : la FEDERATION ROYALE  
« MAROCAINE DE FOOTBALL, en sa qualité  
« d'association nationale, Association membre de  
« la FIFA, désignée par la FIFA pour accueillir  
« ou co-accueillir la Compétition, à l'exception de  
« la Célébration du Centenaire, au Maroc, y compris  
« toute Entité détenue et contrôlée par l'Association  
« Hôte et exclusivement dédiée à assumer, directement  
« ou indirectement, en lieu et place de la FIFA,  
« de l'Entité de livraison et/ou de toute Entité de  
« co-livraison, certaines responsabilités liées  
« à l'accueil et au déroulement de la Compétition, de  
« tout Événement test et/ou de certains Événements liés  
« à la Compétition ;

« – « Association membre de la FIFA » : toute association  
« nationale de football officiellement affiliée à la  
« FIFA, qu'elle participe ou non à la Compétition,  
« y compris l'Association Hôte, les Associations Co-Hôtes  
« et les Associations Hôtes de la CONMEBOL ;

« – « Associations Hôtes de la CONMEBOL » : la ou  
« les Associations membres de la FIFA affiliées à la  
« CONMEBOL en tant que Confédération de la FIFA,  
« qui a ou ont été désignées par la FIFA pour accueillir  
« une partie de la Célébration du Centenaire dans son  
« ou leurs pays ;

« – « Célébration du Centenaire » : la célébration  
« devant être accueillie dans les Pays Hôtes de la  
« CONMEBOL en relation avec la Coupe du Monde  
« de la FIFA 2030 et marquant le centième anniversaire  
« de la première édition de la Coupe du Monde de la  
« FIFA, qui devrait comprendre trois (3) Matches de la  
« Célébration du Centenaire et certains Événements  
« liés à la Compétition ;

« – « Compétition » : la Coupe du Monde de la FIFA  
« 2030, y compris l'ensemble des Matches, les Événements  
« liés à la Compétition, la Célébration du Centenaire et  
« tout événement test opérationnel lié à l'un quelconque  
« de ce qui précède, y compris les Événements tests ;

« – « Confédérations de la FIFA » : toute confédération  
« regroupant des Associations membres de la FIFA,  
« à savoir :

« a) la Confédération Asiatique de Football (AFC) ;

« b) la Confédération Africaine de Football (CAF) ;

« c) la Confédération de Football d'Amérique du Nord,  
« d'Amérique Centrale et des Caraïbes (CONCACAF) ;

« d) la Confédération Sud-Américaine de Football  
« (CONMEBOL) ;

« e) la Confédération Océanienne de Football (OFC) ; et

« f) l'Union des Associations Européennes de Football  
« (UEFA) ;

« – « Contractant de la FIFA » : toute personne ayant,  
« directement ou indirectement, noué une relation  
« contractuelle de quelque nature que ce soit avec  
« la FIFA, l'Entité de livraison et/ou toute Entité  
« de co-livraison et/ou toute personne physique  
« ou Entité directement ou indirectement autorisée  
« par la FIFA, l'Entité de livraison, toute Entité de  
« co-livraison et/ou toute Filiale de la FIFA, en  
« relation avec la Compétition et/ou toute partie  
« de celle-ci, tout Événement test et/ou tout Événement  
« lié à la Compétition, y compris tout Affilié commercial  
« de la FIFA, tout Prestataire de services de la FIFA,  
« le Diffuseur Hôte de la FIFA et/ou tout autre  
« mandataire, licencié ou agent de la FIFA, ainsi que  
« tout sous-traitant de l'une quelconque de ces Entités ;

« – « Diffuseur Hôte de la FIFA » : toute personne  
« directement ou indirectement désignée ou autorisée  
« par voie de licence par la FIFA pour fournir des  
« services en relation avec la production de tout contenu  
« et matériel faisant l'objet de droits médias relatifs  
« à l'ensemble des Matches, à certains Evénements  
« tests, à certains Evénements liés à la Compétition  
« et à tout autre aspect de la Compétition et/ou de  
« toute partie de celle-ci que la FIFA juge pertinent,  
« ce qui peut inclure un film officiel, des magazines  
« et d'autres documentaires sur la Compétition  
« et/ou toute partie de celle-ci ainsi que des  
« documentaires liés à la Compétition consacrés aux  
« Equipes ou aux Entités participant à la Compétition ;

« – « Entité de co-livraison » : toute succursale, Entité  
« ou bureau établi, directement ou indirectement,  
« par la FIFA, toute Association Co-Hôte et/ou toute  
« Association Hôte de la CONMEBOL dans tout Pays  
« Co-Hôte et/ou tout Pays Hôte de la CONMEBOL,  
« pour agir en tant qu'Entité centrale ou l'une des  
« Entités centrales, chargée de la mise en oeuvre  
« opérationnelle de la Compétition ou de toute partie  
« de celle-ci, ainsi que toute filiale, succursale  
« ou bureau de celle-ci ;

« – « Entité de livraison » : toute succursale, Entité  
« ou bureau établi, directement ou indirectement,  
« par la FIFA et/ou l'Association Hôte au Maroc pour  
« agir en tant qu'Entité centrale ou l'une des Entités  
« centrales, chargée de la mise en oeuvre opérationnelle  
« de la Compétition, ainsi que toute filiale, succursale  
« ou bureau de celle-ci ;

« – « Equipe » : toute équipe nationale masculine de  
« football qualifiée pour participer à la Compétition  
« (ou autrement sélectionnée par la FIFA pour participer  
« à la Compétition) ;

« – « Evénement test » : toute Compétition de football  
« additionnelle de la FIFA et/ou tout autre match  
« ou événement organisé en tout ou partie au Maroc  
« et utilisé en tout ou partie, comme événement test  
« opérationnel pour la Compétition ;

« – « Evénements liés à la Compétition » : tous  
« événements ou activités, qu'il s'agisse ou non  
« d'un Match, directement ou indirectement liés à la  
« Compétition et/ou à toute partie de celle-ci ainsi que  
« l'ensemble des activités et opérations directement ou  
« indirectement liées à leur préparation, à leur accueil,  
« à leur organisation, à leur déroulement, à leur  
« promotion et à leur exploitation commerciale,  
« y compris l'un quelconque des événements et activités  
« suivants directement ou indirectement liés à la  
« Compétition et/ou à toute partie de celle-ci :

« a) toute réunion du Congrès de la FIFA ;

« b) tous les événements de célébration de la FIFA ;

« c) tout tirage au sort préliminaire ou final par lequel  
« les Equipes participant à la Compétition sont réparties en  
« groupes ;

« d) tout FIFA Fan Festival ;

« e) les séminaires d'arbitres ;

« f) toute cérémonie liée à la Compétition et/ou à toute  
« partie de celle-ci, y compris toute cérémonie d'ouverture,  
« toute cérémonie de clôture, les cérémonies de remise des prix  
« et la « cérémonie de célébration » qui devrait être organisée  
« en Uruguay en relation avec la Célébration du Centenaire ;

« g) tous événements, activités, ateliers et séminaires liés  
« à la Compétition et/ou à toute partie de celle-ci ;

« h) tous les événements culturels (tels que concerts,  
« expositions, présentations, spectacles ou autres expressions  
« culturelles) ;

« i) tous les événements liés aux activités de la FIFA en  
« matière de développement durable ;

« j) toutes les conférences de presse et autres événements  
« médiatiques ;

« k) toutes les séances d'entraînement ;

« l) tout lancement d'une mascotte officielle, d'un  
« emblème officiel, d'un slogan officiel et/ou d'affiches  
« officielles, ainsi que tout autre événement de lancement ; et

« m) toute autre activité que la FIFA juge pertinente pour  
« l'accueil, l'organisation et le déroulement de la Compétition  
« et/ou de toute partie de celle-ci ;

« – « FIFA » : la Fédération Internationale de Football Association, association de droit privé suisse régie par les articles 60 et suivants du Code civil suisse, ayant son siège à Zurich, y compris toute succursale, Entité ou bureau établi par la FIFA au Maroc, ses organes de gouvernance et autres organes tels que le Conseil de la FIFA, le Congrès de la FIFA et la Commission d'organisation des Compétitions de la FIFA, ainsi que toutes Filiales de la FIFA, succursales de la FIFA, établissements stables de la FIFA, qu'ils soient ou non formellement qualifiés de succursales, ou tous autres liens de rattachement susceptibles de générer une obligation fiscale pour la FIFA ;

« – « FIFA Fan Festival » : un espace de divertissement pour les supporters, sécurisé et officiellement labellisé, établi dans toute ville Hôte de la Compétition ou en tout autre lieu déterminé par la FIFA, destiné à être utilisé pour la Compétition et offrant notamment aux visiteurs la possibilité de regarder les Matches sur un ou plusieurs écrans géants ;

« – « Filiale de la FIFA » : toute Entité à l'égard de laquelle la FIFA, directement ou indirectement :

« a) détient au moins cinquante virgule un pour cent (50,1 %) du capital ou des droits de vote ;

« b) dispose du droit de nommer ou de révoquer la majorité des membres de son conseil d'administration ; et/ou

« c) exerce effectivement le contrôle de sa gestion ;

« y compris toute filiale de ces Entités dans laquelle la FIFA et/ou ladite Entité détient au moins cinquante virgule un pour cent (50,1 %) du capital ou des droits de vote, et, dans chaque cas, que l'Entité concernée soit ou non résidente au Maroc ;

« – « Fonds d'Héritage » : un Fonds d'Héritage lié à la Compétition susceptible d'être établi par la FIFA dans le cadre de l'accueil et du déroulement de la Compétition, ayant pour objectif général de contribuer à assurer un bénéfice social à long terme, avec un impact footballistique, au Maroc et/ou dans les Pays Co-Hôtes, dans des domaines tels que le développement des infrastructures, le développement du football des jeunes et du football féminin, la protection et la restauration de l'environnement, la sauvegarde et la protection de l'enfance, la prévention des maladies et la santé publique, ainsi que les programmes sociaux en faveur des communautés défavorisées ;

« – « Joueur » : tout athlète de football, y compris les remplaçants, sélectionné par les Associations membres de la FIFA pour participer à la Compétition ;

« – « Match » : tout match de football dans son intégralité, y compris les matchs rejoués, les prolongations et les séances de tirs au but, disputé dans le cadre de la Coupe du Monde de la FIFA 2030, y compris, les Matches de la Célébration du Centenaire ;

« – « Matches de la Célébration du Centenaire » : les Matches de la Célébration du Centenaire que la ou les Associations Hôtes de la CONMEBOL ont été désignées pour accueillir dans le ou les Pays Hôtes de la CONMEBOL, étant précisé que les références, dans le présent article et dans les articles visés ci-dessus, à un « Match de la Célébration du Centenaire » désignent l'un quelconque d'entre eux ;

« – « Officiel de match » : tout arbitre de Match, arbitre assistant, quatrième arbitre, arbitre assistant vidéo ou assistant de celui-ci et/ou tout autre officiel de match désigné, y compris, le cas échéant, le cinquième arbitre ainsi que l'arbitre assistant supplémentaire ;

« – « Pays Co-Hôte » : le pays de toute Association Co-Hôte ;

« – « Pays Hôtes de la CONMEBOL » : les pays des Associations Hôtes de la CONMEBOL, étant précisé que les références, dans le présent article et dans les articles visés ci-dessus, à un « Pays Hôte de la CONMEBOL » désignent l'un quelconque d'entre eux ;

« – « Personne détachée » :

« a) tout salarié, y compris tout officiel d'Equipe, de la FIFA, de toute Entité de co-livraison, de toute Filiale de la FIFA, de toute Confédération de la FIFA, de toute Association membre de la FIFA y compris les Associations Co-Hôtes et les Associations Hôtes de la CONMEBOL, mais à l'exclusion de l'Association Hôte, du Diffuseur Hôte de la FIFA ou de tout Prestataire de services de la FIFA, à condition que l'Entité concernée n'ait pas son siège au Maroc ; et

« b) toute autre personne physique désignée par la FIFA, y compris tout Officiel de match, toute Entité de co-livraison, toute Association Co-Hôte, toute Association Hôte de la CONMEBOL et/ou toute Filiale de la FIFA n'ayant pas son siège au Maroc, pour exercer des fonctions en relation avec la Compétition et/ou les Evénements liés à la Compétition au Maroc ou à l'étranger ;

« – « Prestataire de services de la FIFA » : l'une quelconque  
« des personnes suivantes, titulaire d'une licence,  
« désignée ou autrement engagée contractuellement  
« par la FIFA, l'Entité de livraison, toute Entité de  
« co-livraison ou toute Filiale de la FIFA et/ou par  
« l'un quelconque de leurs licenciés ou mandataires,  
« en relation avec l'organisation et le déroulement de  
« la Compétition et/ou de toute partie de celle-ci, de  
« tout Événement test et/ou de tout Événement lié à la  
« Compétition :

« a) tout coordinateur d'hébergement, à savoir un  
« ou plusieurs coordinateurs généraux ayant l'obligation  
« d'acheter, de créer, d'étendre, de gérer, de vendre et/ou de  
« revendre un inventaire de chambres, d'espaces de bureaux,  
« de salles de réception, de salles de conférence et de réunion  
« ainsi que d'autres salles, espaces et installations dans un hôtel  
« ou tout autre hébergement, ou d'en assurer l'intermédiation ;

« b) tout coordinateur de transport, à savoir un ou  
« plusieurs coordinateurs généraux ayant l'obligation d'acheter,  
« de créer, d'étendre, de gérer, de vendre et/ou de revendre  
« un inventaire de services de transport, ou d'en assurer  
« l'intermédiation, ou de fournir des véhicules de transport  
« et/ou des services de transport ;

« c) tout coordinateur du programme des voyageurs,  
« à savoir un ou plusieurs coordinateurs généraux ayant  
« l'obligation de gérer le programme des voyageurs conçu,  
« géré, concédé sous licence ou autorisé par la FIFA, l'Entité  
« de livraison, toute Entité de co-livraison et/ou toute Filiale  
« de la FIFA et/ou de sélectionner, désigner ou autoriser par  
« voie de licence des Entités pour vendre un forfait comprenant  
« certains services ou produits de voyage ou d'hébergement  
« combinés au droit d'assister à la Compétition et/ou à  
« toute partie de celle-ci, à tout Événement test et/ou à tout  
« Événement lié à la Compétition ;

« d) tout coordinateur de billetterie, à savoir un ou  
« plusieurs coordinateurs généraux ayant l'obligation de  
« produire, de gérer et/ou de vendre des billets de Match ou  
« d'administrer les allocations de billets de Match telles que  
« déterminées ou autorisées par la FIFA, l'Entité de livraison,  
« toute Entité de co-livraison et/ou toute Filiale de la FIFA,  
« ou de faire respecter tout droit de la FIFA relatif aux billets  
« de Match ;

« e) tout coordinateur d'hospitalité, à savoir un ou  
« plusieurs coordinateurs généraux ayant l'obligation  
« de concevoir un programme d'hospitalité pour la  
« Compétition et/ou toute partie de celle-ci, tout  
« Événement test et/ou tout Événement lié à la Compétition  
« et/ou de produire, de gérer et/ou de vendre un forfait  
« comprenant certains services ou produits d'hospitalité fournis  
« à l'intérieur ou à l'extérieur d'un site de la Compétition ou  
« d'un site de tout Événement test ou de tout Événement lié à la  
« Compétition, combinés au droit d'assister à la Compétition  
« et/ou à toute partie de celle-ci, à tout Événement test et/ou  
« à tout Événement lié à la Compétition ;

« f) tout coordinateur des solutions informatiques,  
« à savoir un ou plusieurs coordinateurs généraux ayant  
« l'obligation de concevoir, de gérer, de mettre en œuvre,  
« d'exploiter, de maintenir et/ou de livrer les composantes  
« matérielles ou logicielles des technologies de l'information  
« pour la FIFA, l'Entité de livraison, toute Entité de  
« co-livraison et/ou toute Filiale de la FIFA, en relation avec  
« la Compétition et/ou toute partie de celle-ci, tout Événement  
« test et/ou tout Événement lié à la Compétition ; ou

« g) tout autre coordinateur ayant l'obligation de  
« concevoir, de gérer, de mettre en œuvre, d'exploiter,  
« d'acheter, de vendre, de maintenir et/ou de livrer tous biens  
« ou services nécessaires à la Compétition et/ou à toute partie  
« de celle-ci, à tout Événement test et/ou à tout Événement  
« lié à la Compétition, lorsque l'accord contractuel concerné  
« prévoit une structure de rémunération en vertu de laquelle  
« la FIFA, l'Entité de livraison, toute Entité de co-livraison  
« et/ou toute Filiale de la FIFA est contractuellement tenue  
« de supporter au minimum les coûts réels ou budgétés  
« nécessaires à la fourniture desdits biens ou services ;

« – « Volontaire » : toute personne physique exerçant,  
« pour le compte et au nom de la FIFA, de l'Entité  
« de livraison, de toute Entité de co-livraison, de toute  
« Filiale de la FIFA, de l'Association Hôte, de toute  
« Association Co-Hôte et/ou de toute Association Hôte  
« de la CONMEBOL, à titre gratuit, à l'exception de la  
« compensation de ses frais, certaines fonctions d'appui  
« en relation avec la Compétition, tout Événement test  
« et/ou un Événement lié à la Compétition.»

### III. – Abrogations

Les dispositions du paragraphe VI de l'article 207 *bis* et des articles 230 et 230 *ter* du code général des impôts sont abrogées à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2027.

### IV. – Dates d'effet

1 – Les dispositions de l'article 6-I (A et C) du code général des impôts, telles que modifiées et complétées par le paragraphe I ci-dessus, sont applicables à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2027.

2 – Les dispositions de l'article 9-II du code général des impôts, telles que complétées par le paragraphe I ci-dessus, sont applicables aux subventions d'investissement perçues à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2027.

3 – Les dispositions de l'article 19-I-C du code général des impôts, telles que modifiées et complétées par le paragraphe I ci-dessus, sont applicables au titre des exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2027.

Les acomptes provisionnels dus au titre des exercices ouverts à compter de cette date sont calculés selon le taux visé audit article 19-I-C.

4 – Les dispositions de l'article 57-1<sup>o</sup> du code général des impôts, telles que modifiées et complétées par le paragraphe I ci-dessus, sont applicables aux revenus acquis à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2031.

Les dispositions de l'article 57-1<sup>o</sup> précité en vigueur au 31 décembre 2026, demeurent applicables aux revenus acquis jusqu'au 31 décembre 2030.

5 – Les dispositions de l'article 59-I du code général des impôts, telles que modifiées et complétées par le paragraphe I ci-dessus, sont applicables aux revenus acquis à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2027.

6 – Les dispositions de l'article 73-I du code général des impôts, relatives au barème de calcul de l'impôt sur le revenu, telles que modifiées et complétées par le paragraphe I ci-dessus, sont applicables à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2031 et ce, sous réserve des barèmes correspondant aux années allant de 2027 à 2030 prévus par les dispositions de l'article 247-XXXXVII du code précité.

7 – Les dispositions des articles 82-I, 170-I, 173-IV et 241 *bis*-II-E du code général des impôts, telles que modifiées et complétées par le paragraphe I ci-dessus, relatives à l'avance au titre de l'impôt sur les sociétés et de l'impôt sur le revenu, sont applicables aux opérations d'importation réalisées à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2027.

8 – Les dispositions des articles 84-I, 161 *ter*-III-B, 173-I et 241 *bis* II-D du code général des impôts, telles que modifiées et complétées par le paragraphe I ci-dessus, sont applicables aux opérations de cession de valeurs mobilières effectuées à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2027.

9 – Les dispositions des articles 90-5<sup>o</sup> et 96-13<sup>o</sup> du code général des impôts, telles que modifiées et complétées par le paragraphe I ci-dessus, et les dispositions de l'article 125 *sexies* dudit code tel qu'ajouté par le paragraphe II ci-dessus, sont applicables aux opérations de vente de biens immeubles bâtis réalisées à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2027.

10 – Les dispositions des articles 126-I et 129 du code général des impôts, telles que complétées par le paragraphe I ci-dessus, sont applicables aux actes et conventions enregistrés à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2027.

11 – Les dispositions des articles 220-VI, 225-I et 225 *bis*-I du code général des impôts, telles que modifiées et complétées par le paragraphe I ci-dessus, sont applicables aux recours introduits devant les commissions à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2027.

12 – Les dispositions des articles 222-A et 228 du code général des impôts, telles que modifiées et complétées par le paragraphe I ci-dessus, sont applicables aux procédures engagées à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2027.

13 – Les dispositions des articles 250-I, 260 et 282 du code général des impôts, telles que complétées par le paragraphe I ci-dessus, sont applicables à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2027.

14 – Les dispositions de l'article 252-I-C du code général des impôts, telles que modifiées par le paragraphe I ci-dessus, sont applicables à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2027.

## II. – RESSOURCES AFFECTEES

### *Affectation de ressources aux régions*

#### Article 8

En application des dispositions de l'article 188 de la loi organique n° 111-14 relative aux régions, promulguée par le dahir n° 1-15-83 du 20 ramadan 1436 (7 juillet 2015), il est affecté aux régions, au titre de l'année budgétaire 2027, 5% du produit de l'impôt sur les sociétés.

#### Article 9

En application des dispositions de l'article 188 de la loi organique précitée n° 111-14, il est affecté aux régions, au titre de l'année budgétaire 2027, 5% du produit de l'impôt sur le revenu.

### *Confirmation des affectations résultant des budgets des services de l'Etat gérés de manière autonome et des comptes spéciaux du Trésor*

#### Article 10

Sous réserve des dispositions de la présente loi de finances, les affectations résultant des budgets des services de l'Etat gérés de manière autonome et des comptes spéciaux du Trésor, ouverts à la date du 31 décembre 2026, sont confirmées pour l'année budgétaire 2027.

### SERVICES DE L'ETAT GÉRÉS DE MANIÈRE AUTONOME

### *Modification des services de l'Etat gérés de manière autonome*

#### Article 11

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2027, les intitulés des services de l'Etat gérés de manière autonome ci-après sont modifiés comme suit :

- « Service des unités de formation artistiques et artisanales » rattaché à la délégation générale à l'administration pénitentiaire et à la réinsertion en « Division de la qualification artistique, artisanale et de l'emploi » ;
- « Institut technique agricole de Tiflet » rattaché au ministère de l'agriculture, de la pêche maritime et de la souveraineté alimentaire en « Institut des techniciens spécialisés en agriculture de Tiflet-Khémisset » ;
- « Institut technique agricole de Sahel Boutahar » rattaché au ministère de l'agriculture, de la pêche maritime et de la souveraineté alimentaire en « Institut des techniciens spécialisés en agriculture de Sahel Boutahar-Taounate » ;
- « Institut technique agricole de la Chaouia » rattaché au ministère de l'agriculture, de la pêche maritime et de la souveraineté alimentaire en « Institut des techniciens spécialisés en agriculture de la Chaouia-Settat ».

### *Suppression des services de l'Etat gérés de manière autonome*

#### Article 12

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2027, sont supprimés les services de l'Etat gérés de manière autonome suivants :

- « Centre hospitalier régional de Rabat » rattaché au ministère de la santé et de la protection sociale ;

- « Centre hospitalier préfectoral Salé » rattaché au ministère de la santé et de la protection sociale ;
- « Centre hospitalier préfectoral Skhirat Témara » rattaché au ministère de la santé et de la protection sociale ;
- « Centre hospitalier provincial Kénitra » rattaché au ministère de la santé et de la protection sociale ;
- « Centre hospitalier provincial Khémisset » rattaché au ministère de la santé et de la protection sociale ;
- « Centre hospitalier provincial Sidi Kacem » rattaché au ministère de la santé et de la protection sociale ;
- « Centre hospitalier provincial Sidi Slimane » rattaché au ministère de la santé et de la protection sociale ;
- « Centre hospitalier régional d'Agadir » rattaché au ministère de la santé et de la protection sociale ;
- « Centre hospitalier préfectoral Inezgane-Aït Melloul » rattaché au ministère de la santé et de la protection sociale ;
- « Centre hospitalier provincial Taroudant » rattaché au ministère de la santé et de la protection sociale ;
- « Centre hospitalier provincial Tiznit » rattaché au ministère de la santé et de la protection sociale ;
- « Centre hospitalier provincial Chtouka-Aït Baha » rattaché au ministère de la santé et de la protection sociale ;
- « Centre hospitalier provincial Tata » rattaché au ministère de la santé et de la protection sociale ;
- « Centre hospitalier régional de Fès » rattaché au ministère de la santé et de la protection sociale ;
- « Centre hospitalier préfectoral Meknès » rattaché au ministère de la santé et de la protection sociale ;
- « Centre hospitalier provincial Boulemane » rattaché au ministère de la santé et de la protection sociale ;
- « Centre hospitalier provincial El Hajeb » rattaché au ministère de la santé et de la protection sociale ;
- « Centre hospitalier provincial Séfrou » rattaché au ministère de la santé et de la protection sociale ;
- « Centre hospitalier provincial Ifrane » rattaché au ministère de la santé et de la protection sociale ;

- « Centre hospitalier provincial Taounate » rattaché au ministère de la santé et de la protection sociale ;
- « Centre hospitalier provincial Taza » rattaché au ministère de la santé et de la protection sociale ;
- « Centre hospitalier régional de Casablanca » rattaché au ministère de la santé et de la protection sociale ;
- « Centre hospitalier préfectoral des arrondissements Aïn Sebaâ Hay Mohammadi » rattaché au ministère de la santé et de la protection sociale ;
- « Centre hospitalier préfectoral des arrondissements El Fida Mers Soltane » rattaché au ministère de la santé et de la protection sociale ;
- « Centre hospitalier préfectoral d'arrondissement Aïn Chock » rattaché au ministère de la santé et de la protection sociale ;
- « Centre hospitalier préfectoral d'arrondissement Hay Hassani » rattaché au ministère de la santé et de la protection sociale ;
- « Centre hospitalier préfectoral des arrondissements Sidi Bernoussi » rattaché au ministère de la santé et de la protection sociale ;
- « Centre hospitalier préfectoral des arrondissements de Ben M'sick » rattaché au ministère de la santé et de la protection sociale ;
- « Centre hospitalier préfectoral des arrondissements Moulay Rachid » rattaché au ministère de la santé et de la protection sociale ;
- « Centre hospitalier préfectoral Mohammédia » rattaché au ministère de la santé et de la protection sociale ;
- « Centre hospitalier provincial El Jadida » rattaché au ministère de la santé et de la protection sociale ;
- « Centre hospitalier provincial Settât » rattaché au ministère de la santé et de la protection sociale ;
- « Centre hospitalier provincial Benslimane » rattaché au ministère de la santé et de la protection sociale ;
- « Centre hospitalier provincial Nouaceur » rattaché au ministère de la santé et de la protection sociale ;
- « Centre hospitalier provincial Berrechid » rattaché au ministère de la santé et de la protection sociale ;
- « Centre hospitalier provincial Sidi Bennour » rattaché au ministère de la santé et de la protection sociale ;
- « Centre hospitalier provincial Médiouna » rattaché au ministère de la santé et de la protection sociale ;
- « Centre hospitalier régional de Laâyoune » rattaché au ministère de la santé et de la protection sociale ;
- « Centre hospitalier provincial Boujdour » rattaché au ministère de la santé et de la protection sociale ;
- « Centre hospitalier provincial Essmara » rattaché au ministère de la santé et de la protection sociale.

Le solde inscrit au budget de chaque service de l'Etat géré de manière autonome cité ci-dessus, disponible au 31 décembre 2026, est versé au budget général et pris en recette au chapitre 1.1.0.0.13.000, service 8100, nature de recette 70 « recettes diverses ».

#### COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR

##### *Création d'un compte de dépenses sur dotations intitulé « Fonds de la mise en œuvre du caractère officiel de l'amazighe »*

#### Article 13

I. – En vue de permettre la comptabilisation des opérations relatives à la mise en œuvre du caractère officiel de l'amazighe et les modalités de son intégration dans les domaines prioritaires de la vie publique, il est créé à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2027, un compte de dépenses sur dotations intitulé « Fonds de la mise en œuvre du caractère officiel de l'amazighe » dont la Cheffe du Gouvernement est ordonnateur.

II. – Ce compte retracera :

##### *Au crédit :*

- les dotations du budget général.

##### *Au débit :*

- les dépenses afférentes à la réalisation des projets et opérations portant sur l'intégration de l'amazighe dans les domaines prioritaires de la vie publique, prévus par la loi organique n° 26-16 fixant le processus de mise en œuvre du caractère officiel de l'amazighe, ainsi que les modalités de son intégration dans l'enseignement et dans les domaines prioritaires de la vie publique.

##### *Modification du compte d'affectation spéciale intitulé « Fonds de soutien aux services de la concurrence, du contrôle, de la protection du consommateur, de la régulation du marché et des stocks de sécurité »*

#### Article 14

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2027, les dispositions du paragraphe II de l'article 46 de la loi de finances pour l'année 1985 n° 4-84, promulguée par le dahir n° 1-84-192 du 5 rebia II 1405 (28 décembre 1984), telles qu'elles ont été modifiées et complétées, sont complétées comme suit :

« Article 46. – II. – Ce compte retracera :

##### *« Au crédit :*

- « – un pourcentage, fixé ..... (21 juin 1982) ;
- « – le solde ..... 2004 ;
- « – les versements du budget général.

##### *« Au débit :*

- « – les dépenses .....  
(la suite sans modification).

*Modification du compte d'affectation spéciale intitulé  
« Fonds de développement territorial intégré »*

Article 15

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2027, les dispositions du paragraphe I de l'article 44 de la loi de finances pour l'année 1994 n° 32-93, promulguée par le dahir n° 1-94-123 du 14 ramadan 1414 (25 février 1994), telles qu'elles ont été modifiées et complétées, sont modifiées et complétées comme suit :

« Article 44. – I. – En vue ..... intégré dont  
« la Cheffe du Gouvernement est ordonnateur.

« La Cheffe du Gouvernement peut instituer les autorités  
« gouvernementales chargées respectivement de l'Intérieur et des  
« Finances, ainsi que les walis et gouverneurs sous-ordonnateurs  
« dudit compte et les habiliter à désigner leurs suppléants selon  
« les formes prévues par la réglementation en vigueur en matière  
« de comptabilité publique.

« Elle peut également désigner les chefs des services  
« centraux et déconcentrés relevant des départements  
« ministériels, sous-ordonnateurs.»

*Modification du compte d'affectation spéciale intitulé  
« Fonds national forestier »*

Article 16

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2027, les dispositions de l'article 34 de la loi de finances pour l'année 1986 n° 33-85, promulguée par le dahir n° 1-85-353 du 18 rebia II 1406 (31 décembre 1985), telles qu'elles ont été modifiées et complétées, sont modifiées comme suit :

« Article 34. – A compter ..... dont  
« l'autorité gouvernementale chargée des eaux et forêts est  
« ordonnateur, retracera :

« Au crédit :

« – le produit de la taxe sur .....

(la suite sans modification.)

*Modification du compte d'affectation spéciale intitulé  
« Fonds de la chasse et de la pêche continentale »*

Article 17

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2027, les dispositions du paragraphe I de l'article 39 de la loi de finances pour l'année 1990 n°21-89, promulguée par le dahir n° 1-89-235 du 1<sup>er</sup> jourmada II 1410 (30 décembre 1989), telles qu'elles ont été modifiées et complétées, sont modifiées comme suit :

« Article 39. – I. – En vue ..... : « Fonds  
« de la chasse et de la pêche continentale » dont l'autorité  
« gouvernementale chargée des eaux et forêts est ordonnateur.

« II. – ce fonds .....

(la suite sans modification.)

*Modification du compte d'affectation spéciale intitulé  
« Fonds de modernisation de l'administration publique, d'appui  
à la transition numérique et à l'utilisation de l'amazighe »*

Article 18

I. – A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2027, les dispositions de l'article 36 de la loi de finances n° 26-04 pour l'année budgétaire 2005, promulguée par le dahir n° 1-04-255 du 16 kaada 1425 (29 décembre 2004), telles qu'elles ont été abrogées et remplacées par l'article 18 de la loi de finances n° 50-22 pour l'année budgétaire 2023, sont modifiées comme suit :

« Article 36. – I. – En vue ..... publics  
« et de transition numérique visant à appuyer :

« 1 – les projets ..... de leurs ressources ;

« 2 – les initiatives ..... compétences.

« Le compte d'affectation spéciale intitulé « Fonds  
« de modernisation de l'administration publique, d'appui  
« à la transition numérique et à l'utilisation de l'amazighe »  
« sera désormais intitulé « Fonds de modernisation de  
« l'administration publique et d'appui à la transition  
« numérique ».

« L'ordonnateur ..... l'administration.

« II. – Ce compte retracera :

« Au crédit :

« 1 – les versements ..... général ;

« 2 – les montants versés ..... publics et la  
« transformation numérique ;

« 3 – les versements .....

« .....  
« .....

« Au débit :

« 1 – les dépenses ..... publics  
« et la transformation numérique ;

« 2 – les dépenses liées..... publics et la  
« transformation numérique ;

« 3 – les montants versés ..... publics et de  
« transformation numérique, proposées ..... conventionnel ;

« 4 – les montants ..... et de transformation  
« numérique, dans un cadre conventionnel ;

« 5 – les montants versés ..... de transformation  
« numérique, dans un cadre conventionnel ;

« 6 – les montants versés ..... de transformation  
« numérique selon les conditions définies dans un cadre  
« conventionnel ;

« 7 – les versements ..... général ;

« 8 – la restitution ..... au compte.

« III. – les formes ..... réglementaires. »

« II. – Les dépenses engagées et les conventions  
« signées avant le 1<sup>er</sup> janvier 2027 au titre des opérations  
« relatives à l'utilisation de l'amazighe, imputées sur le compte  
« d'affectation spéciale intitulé « Fonds de modernisation de  
« l'administration publique, d'appui à la transition numérique  
« et à l'utilisation de l'amazighe » continuent à être exécutées  
« dans les mêmes conditions et comptabilisées dans le cadre  
« du compte de dépense sur dotation intitulé « Fonds de la  
« mise en œuvre du caractère officiel de l'amazighe».

## TITRE II

### Dispositions relatives aux charges

#### I. – BUDGET GENERAL

##### *Habilitation*

#### Article 19

Conformément aux dispositions de l'article 60 de la loi organique n° 130-13 relative à la loi de finances, le Gouvernement est autorisé, en cas de nécessité impérieuse et imprévue d'intérêt national, à ouvrir en cours d'année, par décrets, des crédits supplémentaires.

Les commissions parlementaires chargées des finances en sont préalablement informées.

Les décrets visés ci-dessus doivent être soumis à la ratification du Parlement dans la plus prochaine loi de finances.

##### *Ratification*

#### Article 20

Conformément aux dispositions de l'article 70 de la Constitution, est ratifié le décret ci-après, pris en vertu des dispositions de l'article 18 de la loi de finances n° 50-25 pour l'année budgétaire 2026 :

- Décret n° 2-26-395 du 3 hja 1447 (20 mai 2026) portant ouverture de crédits supplémentaires au profit du budget général.

### *Création de postes budgétaires*

#### Article 21

Il est créé 34.454 postes budgétaires, au titre du budget général pour l'année budgétaire 2027.

1 – 33.954 postes budgétaires, au profit des ministères et institutions suivants :

| MINISTÈRES ET INSTITUTIONS                                                                                     | NOMBRE DE POSTES BUDGÉTAIRES |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------|
| Ministère de l'Intérieur                                                                                       | 14 200                       |
| Administration de la Défense Nationale                                                                         | 5 500                        |
| Ministère de la Santé et de la Protection sociale                                                              | 5 400                        |
| Ministère de l'Economie, des Finances et de la performance publique                                            | 2 460                        |
| Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de l'innovation                         | 1 920                        |
| Délégation Générale à l'Administration Pénitentiaire et à la Réinsertion                                       | 1 500                        |
| Ministère des Habous et des Affaires Islamiques                                                                | 400                          |
| Ministère de l'Education Nationale, du Préscolaire, de la formation professionnelle et de la qualification     | 364                          |
| Conseil Supérieur du Pouvoir Judiciaire                                                                        | 340                          |
| Ministère de la Justice                                                                                        | 300                          |
| Ministère de l'Agriculture, de la Pêche Maritime et de la souveraineté alimentaire                             | 220                          |
| Cour Royale                                                                                                    | 200                          |
| Ministère de l'Equipement, de l'Eau et des Forêts                                                              | 200                          |
| Ministère de la Jeunesse, de la Culture et des Sports                                                          | 160                          |
| Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération Africaine et des Marocains Résidant à l'Etranger          | 155                          |
| Ministère de l'Aménagement du Territoire National, de l'Urbanisme, de l'Habitat et de la Politique de la Ville | 80                           |
| Juridictions Financières                                                                                       | 60                           |
| Ministère du Tourisme, de l'Artisanat et de l'Economie Solidaire                                               | 60                           |
| Haut-Commissariat au Plan                                                                                      | 60                           |
| Chefferie du Gouvernement                                                                                      | 55                           |
| Ministère de l'Energie, des Mines et du Développement Durable                                                  | 50                           |
| Ministère de l'Industrie, du Commerce, de l'Investissement et de l'Inclusion Economique                        | 50                           |
| Ministère du Transport et de la Logistique                                                                     | 25                           |
| Chambre des Représentants                                                                                      | 20                           |

|                                                                                                                    |        |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|
| Chambre des Conseillers                                                                                            | 20     |
| Ministère de l'Emploi et du Dialogue Social                                                                        | 20     |
| Ministère Délégué auprès de la Cheffe du Gouvernement, chargé des Relations avec le Parlement et la Société Civile | 20     |
| Ministère de l'Intelligence Artificielle, de la Transformation Numérique et de la Réforme de l'Administration      | 20     |
| Haut-Commissariat aux Anciens Résistants et Anciens Membres de l'Armée de Libération                               | 20     |
| Ministère de la Famille, du Développement social et de l'Égalité                                                   | 20     |
| Instance nationale de la probité, de la prévention et de la lutte contre la corruption                             | 20     |
| Conseil National des Droits de l'Homme                                                                             | 15     |
| Secrétariat Général du Gouvernement                                                                                | 10     |
| Conseil Economique, Social et Environnemental                                                                      | 10     |
| Total                                                                                                              | 33.954 |

2 – La Cheffe du Gouvernement est habilitée à répartir 500 postes budgétaires entre les différents départements ministériels et institutions, dont 200 sont réservés au profit des personnes en situation de handicap.

3 – Outre les postes budgétaires créés en vertu du tableau mentionné au paragraphe 1 du présent article, il est créé, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2027, auprès du ministère de l'éducation nationale, du préscolaire, de la formation professionnelle et de la qualification, 600 postes budgétaires destinés à la régularisation de la situation des fonctionnaires régis par le décret n° 2-24-140 du 13 chaabane 1445 (23 février 2024) portant statut particulier des fonctionnaires du ministère chargé de l'éducation nationale, titulaires du diplôme de doctorat ou d'un diplôme reconnu équivalent, ayant passé avec succès le concours d'accès au corps des enseignants-chercheurs de l'éducation et de la formation et ce, conformément aux textes législatifs et réglementaires en vigueur.

Sont supprimés, à compter de la même date, les postes occupés par les intéressés et correspondant à leurs situations avant ladite régularisation.

## *Annulation des crédits de paiement n'ayant pas fait l'objet d'engagement*

### Article 22

I. – Sont annulés les crédits de paiement ouverts par la loi de finances pour l'année budgétaire 2026, au titre des dépenses d'investissement du budget général qui, à la date du 31 décembre 2026, n'ont pas fait l'objet d'engagements de dépenses visés par les services de la Trésorerie générale du Royaume.

II. – Les dispositions du paragraphe I ci-dessus ne sont pas applicables aux crédits de paiement ouverts au titre de l'année 2026 au profit des programmes et projets bénéficiant de fonds de concours.

III. – Le plafond de 30%, prévu au deuxième alinéa de l'article 63 de la loi organique n° 130-13 relative à la loi de finances, n'est pas applicable aux crédits de paiement ouverts au titre des dépenses d'investissement du budget général et les reliquats d'engagement, visés et non ordonnancés, au profit des programmes et projets bénéficiant des fonds de concours.

IV. – Sont annulés de droit, les crédits d'investissement reportés relatifs aux :

- marchés achevés ainsi que les engagements correspondants auxdits crédits ;
- projets achevés bénéficiant de fonds de concours.

Les modalités d'application du présent article sont fixées par voie réglementaire.

### *Dispositions spécifiques au Haut-Commissariat au Plan*

### Article 23

A compter de la date d'entrée en vigueur de la loi n° 047-26 relative au Haut-Commissariat au Plan au plus tard jusqu'au 31 décembre 2027, les dispositions législatives et réglementaires en vigueur à cette date demeurent applicables aux opérations suivantes :

- le Haut-Commissaire au Plan continue d'exécuter l'ensemble des opérations relatives aux ressources et aux dépenses inscrites au budget du Haut-Commissariat au Plan, aux budgets des services de l'État gérés de manière autonome qui lui sont rattachés, ainsi qu'au compte de dépenses sur dotations intitulé « Fonds de relations publiques » ;
- les rémunérations des fonctionnaires et agents du Haut-Commissariat au Plan continuent d'être prises en charge par le budget général de l'État, conformément à leurs situations statutaires et fonctionnelles respectives.

## II.- SERVICES DE L'ETAT GERES DE MANIERE AUTONOME

### *Habilitation*

#### Article 24

Conformément aux dispositions de l'article 70 de la Constitution, le Gouvernement est autorisé à créer, par décret, des services de l'Etat gérés de manière autonome pendant l'année budgétaire 2027.

Les décrets visés ci-dessus doivent être soumis à la ratification du Parlement dans la plus prochaine loi de finances.

## III.- COMPTES SPECIAUX DU TRESOR

### *Habilitation*

#### Article 25

Conformément aux dispositions de l'article 26 de la loi organique n° 130-13 relative à la loi de finances, le Gouvernement est autorisé, en cas d'urgence et de nécessité impérieuse et imprévue, à créer, par décrets, des comptes spéciaux du Trésor pendant l'année budgétaire 2027.

Les commissions parlementaires chargées des finances en sont préalablement informées.

Les décrets visés ci-dessus doivent être soumis à la ratification du Parlement dans la plus prochaine loi de finances.

*Engagement par anticipation sur le compte d'affectation spéciale intitulé « Fonds de soutien à l'initiative nationale pour le développement humain »*

#### Article 26

Le montant des dépenses que la Cheffe du Gouvernement est autorisée à engager, pendant l'année budgétaire 2027, au titre du compte d'affectation spéciale intitulé « Fonds de soutien à l'initiative nationale pour le développement humain », par anticipation sur les crédits qui lui seront ouverts pour l'année budgétaire 2028, est fixé à un milliard de dirhams (1.000.000.000 DH).

*Engagement par anticipation sur le compte d'affectation spéciale intitulé « Fonds de développement territorial intégré »*

#### Article 27

Le montant des dépenses que la Cheffe du Gouvernement est autorisée à engager, pendant l'année budgétaire 2027, au titre du compte d'affectation spéciale intitulé « Fonds de développement territorial intégré », par anticipation sur les crédits qui lui seront ouverts pour l'année budgétaire 2028, est fixé à quinze milliards de dirhams (15.000.000.000 DH).

*Engagement par anticipation sur le compte d'affectation spéciale intitulé « Fonds de soutien à la sûreté nationale »*

#### Article 28

Le montant des dépenses que l'autorité gouvernementale chargée de l'intérieur est autorisée à engager, pendant l'année budgétaire 2027, au titre du compte d'affectation spéciale intitulé « Fonds de soutien à la sûreté nationale », par anticipation sur les crédits qui lui seront ouverts pour l'année budgétaire 2028, est fixé à cent millions de dirhams (100.000.000 DH).

*Engagement par anticipation sur le compte d'affectation spéciale intitulé « Fonds spécial pour la mise en place des titres identitaires électroniques et des titres de voyage »*

#### Article 29

Le montant des dépenses que l'autorité gouvernementale chargée de l'intérieur est autorisée à engager, pendant l'année budgétaire 2027, au titre du compte d'affectation spéciale intitulé « Fonds spécial pour la mise en place des titres identitaires électroniques et des titres de voyage », par anticipation sur les crédits qui lui seront ouverts pour l'année budgétaire 2028, est fixé à six cent millions de dirhams (600.000.000 DH).

*Engagement par anticipation sur le compte d'affectation spéciale intitulé « Fonds spécial de la pharmacie centrale »*

#### Article 30

Le montant des dépenses que l'autorité gouvernementale chargée de la santé est autorisée à engager, pendant l'année budgétaire 2027, au titre du compte d'affectation spéciale intitulé « Fonds spécial de la pharmacie centrale », par anticipation sur les crédits qui lui seront ouverts pour l'année budgétaire 2028, est fixé à huit cent millions de dirhams (800.000.000 DH).

*Engagement par anticipation sur le compte d'affectation spéciale intitulé « Fonds spécial routier »*

#### Article 31

Le montant des dépenses que l'autorité gouvernementale chargée de l'équipement est autorisée à engager, pendant l'année budgétaire 2027, au titre du compte d'affectation spéciale intitulé « Fonds spécial routier », par anticipation sur les crédits qui lui seront ouverts pour l'année budgétaire 2028, est fixé à trois milliards de dirhams (3.000.000.000 DH).

*Engagement par anticipation sur le compte d'affectation spéciale intitulé « Fonds national du développement du sport »*

Article 32

Le montant des dépenses que l'autorité gouvernementale chargée des sports est autorisée à engager, pendant l'année budgétaire 2027, au titre du compte d'affectation spéciale intitulé « Fonds national du développement du sport », par anticipation sur les crédits qui lui seront ouverts pour l'année budgétaire 2028, est fixé à un milliard de dirhams (1.000.000.000 DH).

*Engagement par anticipation sur le compte d'affectation spéciale intitulé « Fonds national pour l'action culturelle »*

Article 33

Le montant des dépenses que l'autorité gouvernementale chargée de la culture est autorisée à engager, pendant l'année budgétaire 2027, au titre du compte d'affectation spéciale intitulé « Fonds national pour l'action culturelle », par anticipation sur les crédits qui lui seront ouverts pour l'année budgétaire 2028, est fixé à cinquante millions de dirhams (50.000.000 DH).

*Engagement par anticipation sur le compte d'affectation spéciale intitulé « Fonds de modernisation de l'administration publique et d'appui à la transition numérique »*

Article 34

Le montant des dépenses que l'autorité gouvernementale chargée de la transition numérique et de la réforme de l'administration est autorisée à engager, pendant l'année budgétaire 2027, au titre du compte d'affectation spéciale intitulé « Fonds de modernisation de l'administration publique et d'appui à la transition numérique », par anticipation sur les crédits qui lui seront ouverts pour l'année budgétaire 2028, est fixé à un milliard cinq cent millions de dirhams (1.500.000.000 DH).

*Engagement par anticipation sur le compte d'affectation spéciale intitulé « Fonds spécial pour le soutien de l'administration et des établissements pénitentiaires »*

Article 35

Le montant des dépenses que le délégué général à l'administration pénitentiaire et à la réinsertion est autorisé à engager, pendant l'année budgétaire 2027, au titre du compte d'affectation spéciale intitulé « Fonds spécial pour le soutien de l'administration et des établissements pénitentiaires », par anticipation sur les crédits qui lui seront ouverts pour l'année budgétaire 2028, est fixé à deux milliards de dirhams (2.000.000.000 DH).

*Engagement par anticipation sur le compte de dépenses sur dotations intitulé « Acquisition et réparation des matériels des Forces Armées Royales et soutien au développement de l'industrie de défense »*

Article 36

Le montant des dépenses que le ministre délégué auprès de la Cheffe du Gouvernement, chargé de l'administration de la défense nationale est autorisé à engager, pendant l'année budgétaire 2027, au titre du compte de dépenses sur dotations intitulé « Acquisition et réparation des matériels des Forces Armées Royales et soutien au développement de l'industrie de défense », par anticipation sur les crédits qui lui seront ouverts pour l'année budgétaire 2028, est fixé à cent quatre-vingt-dix milliards cinq cents millions de dirhams (190.500.000.000 DH).

*Opérations des comptes spéciaux du Trésor*

Article 37

Par dérogation aux dispositions de l'article 28, 6<sup>ème</sup> alinéa de la loi organique n° 130-13 relative à la loi de finances, l'exécution des opérations des comptes spéciaux du Trésor ouverts à la date du 31 décembre 2026, ainsi que l'imputation sur certains de ces comptes de dépenses résultant du paiement des traitements, salaires ou indemnités, continueront d'être effectuées, pendant l'année budgétaire 2027, conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur à cette date.

**TITRE III**  
**Dispositions relatives à l'équilibre**  
**des ressources et des charges de l'Etat**

**Article 38**

Pour l'année budgétaire 2027, les ressources affectées au budget général, aux services de l'Etat gérés de manière autonome et aux comptes spéciaux du Trésor, telles qu'elles sont évaluées dans le tableau « A » annexé à la présente loi de finances, ainsi que les plafonds de charges et l'équilibre général qui en résulte sont fixés aux montants suivants (en dirhams) :

|                                                                                                                                                |                        |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------|
| <b>RECETTES ORDINAIRES DU BUDGET GENERAL (1) :</b>                                                                                             | <b>482 424 295 000</b> |
| - Recettes fiscales :                                                                                                                          | <b>437 399 009 000</b> |
| - Impôts directs et taxes assimilées .....                                                                                                     | 203 477 923 000        |
| - Impôts indirects .....                                                                                                                       | 185 545 720 000        |
| - Droits de douane .....                                                                                                                       | 19 970 889 000         |
| - Droits d'enregistrement et de timbre .....                                                                                                   | 28 404 477 000         |
| - Recettes non fiscales :                                                                                                                      | <b>45 025 286 000</b>  |
| - Produits des cessions de participations de l'Etat                                                                                            | 6 000 000 000          |
| - Produits de monopoles, d'exploitations et des participations financières de l'Etat .....                                                     | 28 026 800 000         |
| - Revenus du domaine de l'Etat .....                                                                                                           | 599 500 000            |
| - Recettes diverses .....                                                                                                                      | 9 398 986 000          |
| - Dons et legs .....                                                                                                                           | 1 000 000 000          |
| <b>DEPENSES ORDINAIRES DU BUDGET GENERAL (2) :</b>                                                                                             | <b>433 084 633 000</b> |
| - Dépenses de fonctionnement :                                                                                                                 | <b>387 140 472 000</b> |
| - Dépenses de Personnel.....                                                                                                                   | 195 674 528 000        |
| - Dépenses de Matériel et Dépenses Diverses.....                                                                                               | 110 177 142 000        |
| - Charges Communes .....                                                                                                                       | 63 957 000 000         |
| - Dépenses relatives aux remboursements, dégrèvements et restitutions, fiscaux.....                                                            | 13 931 802 000         |
| - Dépenses Imprévues et Dotations Provisionnelles                                                                                              | 3 400 000 000          |
| - Dépenses en intérêts et commissions se rapportant à la dette publique .....                                                                  | 45 944 161 000         |
| <b>SOLDE ORDINAIRE (3)=(1)-(2) .....</b>                                                                                                       | <b>49 339 662 000</b>  |
| <b>DEPENSES D'INVESTISSEMENT DU BUDGET GÉNÉRAL (4) .....</b>                                                                                   | <b>138 030 583 000</b> |
| <b>SOLDE DU BUDGET GENERAL (HORS PRODUITS DES EMPRUNTS ET HORS AMORTISSEMENT DE LA DETTE PUBLIQUE A MOYEN ET LONG TERMES) (5)=(3)-(4).....</b> | <b>-88 690 921 000</b> |
| <b>SERVICES DE L'ETAT GERES DE MANIERE AUTONOME :</b>                                                                                          |                        |
| - Recettes des budgets des services de l'Etat gérés de manière autonome.....                                                                   | <b>1 683 781 000</b>   |
| - Dépenses des budgets des services de l'Etat gérés de manière autonome :                                                                      | <b>1 683 781 000</b>   |
| - Dépenses d'exploitation .....                                                                                                                | 1 408 048 000          |
| - Dépenses d'investissement .....                                                                                                              | 275 733 000            |
| <b>SOLDE DES SERVICES DE L'ETAT GÉRÉS DE MANIERE AUTONOME (6).....</b>                                                                         | <b>-</b>               |
| <b>COMPTES SPECIAUX DU TRESOR :</b>                                                                                                            |                        |
| - Recettes des comptes spéciaux du Trésor.....                                                                                                 | <b>182 487 447 000</b> |
| - Dépenses des comptes spéciaux du Trésor.....                                                                                                 | <b>183 408 004 000</b> |
| <b>SOLDE DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR (7)</b>                                                                                                | <b>-920 557 000</b>    |

|                                                                                                                                                       |                         |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------|
| <b>SOLDE DU BUDGET DE L'ETAT (HORS PRODUITS DES EMPRUNTS ET HORS AMORTISSEMENT DE LA DETTE PUBLIQUE A MOYEN ET LONG TERMES) (8)=(5)+(6)+(7) .....</b> | <b>-89 611 478 000</b>  |
| <b>AMORTISSEMENT DE LA DETTE PUBLIQUE A MOYEN ET LONG TERMES (9) :</b>                                                                                | <b>69 379 891 000</b>   |
| - Interne .....                                                                                                                                       | 51 082 400 000          |
| - Externe .....                                                                                                                                       | 18 297 491 000          |
| <b>BESOINS BRUTS DE FINANCEMENT DU BUDGET DE L'ETAT (10)=(8)-(9).....</b>                                                                             | <b>-158 991 369 000</b> |
| <b>RECETTES D'EMPRUNTS A MOYEN ET LONG TERMES (11) :</b>                                                                                              | <b>120 000 000 000</b>  |
| - Interne .....                                                                                                                                       | 60 000 000 000          |
| - Externe .....                                                                                                                                       | 60 000 000 000          |
| <b>BESOINS RESIDUELS DE FINANCEMENT DU BUDGET DE L'ETAT (10)+(11).....</b>                                                                            | <b>-38 991 369 000</b>  |

*Autorisation de financement par l'emprunt  
et tout autre instrument financier*

**Article 39**

Le Gouvernement est autorisé à procéder aux émissions d'emprunts et de tout autre instrument financier, à l'étranger, pendant l'année budgétaire 2027, dans la limite du montant de la prévision des recettes inscrites au chapitre 1.1.0.0.0.13.000, service 8500, nature de recette 22 du budget général : « recettes d'emprunt, contre-valeur des emprunts extérieurs ».

**Article 40**

Pour couvrir, pendant l'année budgétaire 2027, l'ensemble des charges du Trésor, le Gouvernement est autorisé à procéder au financement par l'émission d'emprunts intérieurs et le recours à tout autre instrument financier.

*Gestion active de la dette intérieure*

**Article 41**

Le Gouvernement est autorisé à émettre des emprunts intérieurs et à recourir à tout autre instrument financier pour effectuer des opérations de gestion active de la dette intérieure à travers des rachats, des échanges et des mises en pension des bons du Trésor et de tout autre instrument financier.

*Gestion active des dépenses d'investissement*

**Article 42**

Le Gouvernement est autorisé, au cours de l'année budgétaire 2027, à appliquer des réserves de précaution aux crédits de paiement ouverts au titre des dépenses d'investissement du budget général.

Le taux de mise en réserve desdits crédits est fixé à 15%.

## DEUXIEME PARTIE

### MOYENS DES SERVICES

#### **DEPENSES DU BUDGET GENERAL, DES BUDGETS DES SERVICES DE L'ETAT GERES DE MANIERE AUTONOME ET DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR**

##### I. – BUDGET GENERAL

###### Article 43

Le montant des crédits ouverts pour l'année budgétaire 2027, au titre des dépenses de fonctionnement du budget général, est fixé à trois cent quatre-vingt-sept milliards cent quarante millions quatre cent soixante-douze mille dirhams (387. 140.472.000 DH).

Ces crédits sont répartis par chapitre conformément au tableau « B » annexé à la présente loi de finances.

###### Article 44

Le montant des crédits de paiement et des crédits d'engagement ouverts au titre des dépenses d'investissement du budget général est fixé à la somme de deux cent vingt-six milliards sept cent quatre-vingt-seize millions sept cent quarante-et-un mille dirhams (226.796.741.000 DH), dont cent trente-huit milliards trente millions cinq cent quatre-vingt-trois mille dirhams (138.030.583.000 DH) en crédits de paiement.

Ces crédits de paiement et ces crédits d'engagement sont répartis, par chapitre, conformément au tableau « C » annexé à la présente loi de finances.

###### Article 45

Le montant des crédits ouverts pour l'année budgétaire 2027, au titre des dépenses de la dette publique du budget général, est fixé à la somme de cent quinze milliards trois cent vingt-quatre millions cinquante-deux mille dirhams (115.324.052.000 DH).

Ces crédits sont répartis, par chapitre, conformément au tableau « D » annexé à la présente loi de finances.

## II. – SERVICES DE L'ETAT

### GERES DE MANIERE AUTONOME

#### Article 46

Le montant des crédits ouverts pour l'année budgétaire 2027, au titre des dépenses d'exploitation des services de l'Etat gérés de manière autonome, est fixé à la somme d'un milliard quatre cent huit millions quarante-huit mille dirhams. (1.408.048.000 DH).

Ces crédits sont répartis par département ministériel ou institution et par service, conformément au tableau « E » annexé à la présente loi de finances.

#### Article 47

Le montant des crédits de paiement et des crédits d'engagement ouverts au titre des dépenses d'investissement des services de l'Etat gérés de manière autonome est fixé à la somme de trois cent soixante-douze millions sept cent trente-trois mille dirhams (372.733.000 DH), dont deux cent soixante-quinze millions sept cent trente-trois mille dirhams (275.733.000 DH) en crédits de paiement.

Ces crédits de paiement et ces crédits d'engagement sont répartis par département ministériel ou institution et par service, conformément au tableau « F » annexé à la présente loi de finances.

## III. – COMPTES SPECIAUX DU TRESOR

#### Article 48

Le montant des crédits ouverts pour l'année budgétaire 2027, au titre des dépenses des comptes spéciaux du Trésor, est fixé à la somme de cent quatre-vingt-trois milliards quatre cent huit millions quatre mille dirhams (183.408.004.000 DH).

Ces crédits sont répartis par catégorie et par compte, conformément au tableau « G » annexé à la présente loi de finances.

**Tableau (A)**  
**(Article 38)**  
**EVALUATION GLOBALE DES RECETTES DU BUDGET GENERAL, DES SERVICES DE L'ETAT**  
**GERES DE MANIERE AUTONOME ET DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR POUR**  
**L'ANNEE BUDGETAIRE 2027**  
**(En dirhams)**  
**I. BUDGET GÉNÉRAL**

| Chapitre       | Service | Nature de Recette | DESIGNATION DES RECETTES                                                                                     | Evaluations pour l'année budgétaire 2027 |
|----------------|---------|-------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------|
| 1.1.0.0.02.000 | 0000    |                   | <b>COUR ROYALE</b>                                                                                           |                                          |
|                |         |                   | <b>ADMINISTRATION GENERALE</b>                                                                               |                                          |
|                |         | 10                | Droits de chancellerie sur les armoiries et les blasons                                                      | Mémoire                                  |
|                |         | 20                | Recettes au titre des ordres du Royaume                                                                      | 50 000                                   |
|                |         | 30                | Recettes diverses                                                                                            | Mémoire                                  |
|                |         |                   | <b>TOTAL DES RECETTES ADMINISTRATION GENERALE</b>                                                            | <b>50 000</b>                            |
| 1.1.0.0.05.000 | 0000    |                   | <b>JURIDICTIONS FINANCIERES</b>                                                                              |                                          |
|                |         |                   | <b>ADMINISTRATION GENERALE</b>                                                                               |                                          |
|                |         | 10                | Débets juridictionnels                                                                                       | Mémoire                                  |
|                |         | 20                | Condamnations au remboursement prononcées par les juridictions financières                                   | Mémoire                                  |
|                |         | 30                | Amendes, astreintes et autres sanctions prononcées par les juridictions financières                          | 600 000                                  |
|                |         | 40                | Intérêts de retard au titre des sanctions prononcées par les juridictions financières                        | Mémoire                                  |
| 1.1.0.0.06.000 | 9400    | 50                | Reprographie pour consultation des dossiers                                                                  | Mémoire                                  |
|                |         |                   | <b>TOTAL DES RECETTES ADMINISTRATION GENERALE</b>                                                            | <b>600 000</b>                           |
|                |         |                   | <b>TOTAL DU CHAPITRE JURIDICTIONS FINANCIERES</b>                                                            | <b>600 000</b>                           |
|                |         |                   | <b>MINISTERE DE LA JUSTICE</b>                                                                               |                                          |
|                |         |                   | <b>SERVICES COMMUNS DU DOMAINE JUDICIAIRE</b>                                                                |                                          |
|                |         | 10                | Amendes et condamnations pécuniaires prononcées par les juridictions                                         | 75 000 000                               |
| 1.1.0.0.07.000 | 9100    | 20                | Amendes transactionnelles et diverses autres que celles prononcées par les juridictions                      | 260 000 000                              |
|                |         | 30                | Recettes diverses                                                                                            | 500 000                                  |
|                |         |                   | <b>TOTAL DES RECETTES SERVICES COMMUNS DU DOMAINE JUDICIAIRE</b>                                             | <b>335 500 000</b>                       |
|                |         |                   | <b>TOTAL DU CHAPITRE MINISTERE DE LA JUSTICE</b>                                                             | <b>335 500 000</b>                       |
|                |         |                   | <b>MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES, DE LA COOPERATION AFRICAINE ET DES MAROCAINS RESIDANT A L'ETRANGER</b> |                                          |
|                |         |                   | <b>MISSIONS DIPLOMATIQUES ET CONSULAIRES</b>                                                                 |                                          |
|                |         | 10                | Droits de chancellerie                                                                                       | 540 000 000                              |

| Chapitre         | Service | Nature de Recette | DESIGNATION DES RECETTES                                                                                                                                                                             | Evaluations pour l'année budgétaire 2027 |
|------------------|---------|-------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------|
| 1.1.0.0.0.08.000 | 0000    | 20                | Taxes perçues par les agents diplomatiques et consulaires au titre des actes relatifs à la navigation, au commerce et aux divers certificats d'origine, de débarquement, de provenance et de douanes | 10 967 000                               |
|                  |         | 30                | Recettes diverses                                                                                                                                                                                    | 8 000 000                                |
|                  |         |                   | <b>TOTAL DES RECETTES MISSIONS DIPLOMATIQUES ET CONSULAIRES</b>                                                                                                                                      | <b>558 967 000</b>                       |
|                  |         |                   | <b>TOTAL DU CHAPITRE MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES, DE LA COOPERATION AFRICAINE ET DES MAROCAINS RESIDANT A L'ETRANGER</b>                                                                       | <b>558 967 000</b>                       |
|                  |         |                   | <b>MINISTERE DE L'INTERIEUR</b>                                                                                                                                                                      |                                          |
|                  |         |                   | <b>ADMINISTRATION GENERALE</b>                                                                                                                                                                       |                                          |
|                  |         | 10                | Produits des confiscations, transactions et condamnations pour contravention à la réglementation des prix                                                                                            | 20 000                                   |
|                  |         | 20                | Recettes diverses                                                                                                                                                                                    | 15 000 000                               |
|                  |         |                   | <b>TOTAL DES RECETTES ADMINISTRATION GENERALE</b>                                                                                                                                                    | <b>15 020 000</b>                        |
|                  |         |                   | <b>DIRECTION GENERALE DE LA SURETE NATIONALE</b>                                                                                                                                                     |                                          |
|                  |         | 10                | Redevances pour délivrance de copies des procès-verbaux des accidents de la circulation                                                                                                              | 2 000 000                                |
|                  |         | 20                | Vacations pour services payés de police                                                                                                                                                              | Mémoire                                  |
|                  |         | 30                | Recettes diverses                                                                                                                                                                                    | 1 500 000                                |
|                  |         |                   | <b>TOTAL DES RECETTES DIRECTION GENERALE DE LA SURETE NATIONALE</b>                                                                                                                                  | <b>3 500 000</b>                         |
| 1.1.0.0.0.10.000 | 7100    |                   | <b>TOTAL DU CHAPITRE MINISTERE DE L'INTERIEUR</b>                                                                                                                                                    | <b>18 520 000</b>                        |
|                  |         |                   | <b>MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET DE L'INNOVATION</b>                                                                                                        |                                          |
|                  |         |                   | <b>ADMINISTRATION GENERALE</b>                                                                                                                                                                       |                                          |
|                  |         | 10                | Droits d'inscription                                                                                                                                                                                 | Mémoire                                  |
|                  |         | 20                | Recettes diverses                                                                                                                                                                                    | 500 000                                  |
|                  |         |                   | <b>TOTAL DES RECETTES ADMINISTRATION GENERALE</b>                                                                                                                                                    | <b>500 000</b>                           |
|                  |         |                   | <b>TOTAL DU CHAPITRE MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET DE L'INNOVATION</b>                                                                                      | <b>500 000</b>                           |

| Chapitre         | Service | Nature de Recette | DESIGNATION DES RECETTES                                                                                                                             | Evaluations pour l'année budgétaire 2027 |
|------------------|---------|-------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------|
| 1.1.0.0.0.11.000 | 0000    |                   | <b>MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE, DU PRESCOLAIRE, DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET DE LA QUALIFICATION</b>                                    |                                          |
|                  |         |                   | <b>ADMINISTRATION GENERALE</b>                                                                                                                       |                                          |
|                  |         | 10                | Recettes diverses                                                                                                                                    | 2 000 000                                |
| 1.1.0.0.0.12.000 | 0000    |                   | <b>TOTAL DES RECETTES ADMINISTRATION GENERALE</b>                                                                                                    | <b>2 000 000</b>                         |
|                  |         |                   | <b>TOTAL DU CHAPITRE MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE, DU PRESCOLAIRE, DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET DE LA QUALIFICATION</b>                  | <b>2 000 000</b>                         |
|                  |         |                   | <b>MINISTERE DE LA SANTE ET DE LA PROTECTION SOCIALE</b>                                                                                             |                                          |
|                  |         |                   | <b>ADMINISTRATION GENERALE</b>                                                                                                                       |                                          |
|                  |         | 10                | Droits de police sanitaire et de visite sanitaire                                                                                                    | 9 000                                    |
|                  |         | 20                | Remboursement de fournitures pharmaceutiques et de matériel, de frais de traitement et d'hospitalisation dans les formations sanitaires              | 2 000                                    |
|                  |         | 30                | Droits d'analyse des laboratoires                                                                                                                    | Mémoire                                  |
| 1.1.0.0.0.13.000 | 8100    | 40                | Recettes diverses                                                                                                                                    | 39 000 000                               |
|                  |         |                   | <b>TOTAL DES RECETTES ADMINISTRATION GENERALE</b>                                                                                                    | <b>39 011 000</b>                        |
|                  |         |                   | <b>TOTAL DU CHAPITRE MINISTERE DE LA SANTE ET DE LA PROTECTION SOCIALE</b>                                                                           | <b>39 011 000</b>                        |
|                  |         |                   | <b>MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET DE LA PERFORMANCE PUBLIQUE</b>                                                                           |                                          |
|                  |         |                   | <b>ADMINISTRATION GENERALE</b>                                                                                                                       |                                          |
|                  |         | 10                | Pénalités et amendes autres que fiscales                                                                                                             | 50 000                                   |
|                  |         | 20                | Reversement par la Société Nationale des Transports et de la Logistique (SNTL) des crédits non utilisés au titre des achats de véhicules automobiles | Mémoire                                  |
|                  |         | 30                | Créances sur le Trésor prescrites                                                                                                                    | 100 000 000                              |
|                  |         | 40                | Prélèvement sur les produits des jeux de hasard                                                                                                      | Mémoire                                  |
|                  |         | 50                | Prélèvement sur les enjeux de courses de chevaux et de lévriers                                                                                      | Mémoire                                  |
|                  |         | 60                | Contribution des collectivités territoriales aux dépenses supportées par le budget général                                                           | Mémoire                                  |

| Chapitre | Service | Nature de Recette | DESIGNATION DES RECETTES                                                      | Evaluations pour l'année budgétaire 2027 |
|----------|---------|-------------------|-------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------|
|          |         | 70                | Recettes diverses                                                             | 150 000 000                              |
|          |         |                   | <b>TOTAL DES RECETTES ADMINISTRATION GENERALE</b>                             | <b>250 050 000</b>                       |
|          |         |                   | <b>DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES ET GENERALES</b>                    |                                          |
|          | 8200    | 10                | Recettes diverses                                                             | 100 000                                  |
|          | 8300    |                   | <b>TOTAL DES RECETTES DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES ET GENERALES</b> | <b>100 000</b>                           |
|          |         |                   | <b>ADMINISTRATION DES DOUANES ET IMPOTS INDIRECTS</b>                         |                                          |
|          |         | 10                | <b>Droits de douane</b>                                                       |                                          |
|          |         | 11                | Droits d'importation                                                          | 19 970 859 000                           |
|          |         | 12                | Prélèvement fiscal à l'importation                                            | Mémoire                                  |
|          |         | 13                | Redevance sur l'exploitation des phosphates                                   | Mémoire                                  |
|          |         | 14                | Taxe uniforme                                                                 | 30 000                                   |
|          |         | 15                | Droits de timbre recouverts par l'administration des douanes                  | 220 145 000                              |
|          |         | 16                | Droits de chancellerie                                                        | 30 005 000                               |
|          |         | 17                | Taxes sur les transports privés                                               | 15 000 000                               |
|          |         | 20                | <b>Taxes intérieures de consommation</b>                                      |                                          |
|          |         | 21                | Taxes sur les vins et alcools                                                 | 1 829 264 000                            |
|          |         | 22                | Taxe sur les bières                                                           | 2 150 560 000                            |
|          |         | 23                | Taxes sur les boissons gazeuses et les limonades                              | 964 698 000                              |
|          |         | 24                | Taxe sur les produits contenant du sucre                                      | 101 528 000                              |
|          |         | 25                | Droits d'essai et de garantie sur les matières d'argent, d'or et de platine   | 132 292 000                              |
|          |         | 26                | Taxes sur les chapes en caoutchouc, bandages, chambres à air et pneumatiques  | Mémoire                                  |
|          |         | 27                | Taxe sur les produits énergétiques                                            | 23 546 331 000                           |
|          |         | 28                | Taxe sur les tabacs manufacturés                                              | 19 320 200 000                           |
|          |         | 30                | <b>Taxe sur la valeur ajoutée</b>                                             |                                          |
|          |         | 31                | Taxe sur la valeur ajoutée à l'importation                                    | 76 760 633 000                           |
|          |         | 32                | Taxe sur la valeur ajoutée à l'intérieur                                      | 15 221 000                               |
|          |         | 40                | Produits des confiscations                                                    | 105 000 000                              |

| Chapitre | Service | Nature de Recette | DESIGNATION DES RECETTES                                                                                                                              | Evaluations pour l'année budgétaire 2027 |
|----------|---------|-------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------|
|          | 8400    | 50                | Taxe d'inspection                                                                                                                                     |                                          |
|          |         | 51                | Taxe d'inspection sanitaire des plantes, parties de plantes et des produits végétaux à l'importation et à l'exportation                               | Mémoire                                  |
|          |         | 52                | Taxe d'inspection sanitaire à l'importation et à l'exportation d'animaux et de produits animaux                                                       | Mémoire                                  |
|          |         | 60                | Majorations sur les obligations cautionnées et intérêts de retard                                                                                     | 50 000 000                               |
|          |         | 70                | Produits des services rendus au titre de l'utilisation par les usagers des systèmes informatiques de l'Administration des Douanes et Impôts indirects | 200 000 000                              |
|          |         | 80                | Redevance gazoduc                                                                                                                                     | Mémoire                                  |
|          |         | 90                | Recettes diverses                                                                                                                                     | 129 972 000                              |
|          |         |                   | <b>TOTAL DES RECETTES ADMINISTRATION DES DOUANES ET IMPOTS INDIRECTS</b>                                                                              | <b>145 541 738 000</b>                   |
|          |         |                   | <b>DIRECTION GENERALE DES IMPOTS</b>                                                                                                                  |                                          |
|          |         | 10                | <b>Impôts directs</b>                                                                                                                                 |                                          |
|          |         | 11                | Impôt sur les sociétés                                                                                                                                | 126 008 429 000                          |
|          |         | 12                | Impôt sur le revenu                                                                                                                                   | 71 490 267 000                           |
|          |         | 20                | <b>Taxes assimilées</b>                                                                                                                               |                                          |
|          |         | 21                | Taxe de licence sur les débits de boissons                                                                                                            | 61 300 000                               |
|          |         | 22                | Taxe professionnelle                                                                                                                                  | 100 831 000                              |
|          |         | 23                | Taxe d'habitation                                                                                                                                     | 13 294 000                               |
|          |         | 24                | Taxe aérienne pour la solidarité et la promotion touristique                                                                                          | 1 738 847 000                            |
|          |         | 30                | Impôts sur les tabacs                                                                                                                                 | Mémoire                                  |
|          |         | 40                | <b>Taxe sur la valeur ajoutée</b>                                                                                                                     |                                          |
|          |         | 41                | Taxe sur la valeur ajoutée à l'intérieur                                                                                                              | 60 724 993 000                           |
|          |         | 50                | <b>Droits d'enregistrement</b>                                                                                                                        |                                          |
|          |         | 51                | Droits sur les mutations                                                                                                                              | 17 740 516 000                           |
|          |         | 52                | Droits sur les autres conventions                                                                                                                     | 600 808 000                              |
|          |         | 53                | Droits sur les actes judiciaires et extra-judiciaires                                                                                                 | Mémoire                                  |
|          |         | 54                | Taxes judiciaires                                                                                                                                     | Mémoire                                  |
|          |         | 55                | Taxe sur les actes et conventions                                                                                                                     | 62 000                                   |
|          |         | 56                | Assistance judiciaire                                                                                                                                 | Mémoire                                  |

| Chapitre | Service | Nature de Recette | DESIGNATION DES RECETTES                                                                                                                             | Evaluations pour l'année budgétaire 2027 |
|----------|---------|-------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------|
|          | 8500    | 57                | Taxe sur les contrats d'assurances                                                                                                                   | 1 772 083 000                            |
|          |         | 58                | Droits divers et recettes accessoires                                                                                                                | Mémoire                                  |
|          |         | 60                | <b>Droits de timbre</b>                                                                                                                              |                                          |
|          |         | 61                | Timbre unique et papier de dimension                                                                                                                 | Mémoire                                  |
|          |         | 62                | Timbre sur ordonnancement                                                                                                                            | 1 084 450 000                            |
|          |         | 63                | Carte d'identité                                                                                                                                     | Mémoire                                  |
|          |         | 64                | Passeports                                                                                                                                           | 654 541 000                              |
|          |         | 65                | Immatriculation des étrangers                                                                                                                        | Mémoire                                  |
|          |         | 66                | Permis de chasse et de port d'armes                                                                                                                  | 35 189 000                               |
|          |         | 67                | Timbre sur documents automobiles                                                                                                                     | 2 544 741 000                            |
|          |         | 68                | Droit de timbre spécial sur les titres d'importation                                                                                                 | 40 839 000                               |
|          |         | 70                | <b>Taxe spéciale annuelle sur les véhicules</b>                                                                                                      |                                          |
|          |         | 71                | Taxe principale et duplicata                                                                                                                         | 3 711 103 000                            |
|          |         | 80                | <b>Majorations de retard et pénalités</b>                                                                                                            |                                          |
|          |         | 81                | Majoration pour défaut, retard ou insuffisance de déclaration                                                                                        | 1 114 748 000                            |
|          |         | 82                | Pénalités pour paiement tardif                                                                                                                       | 1 015 965 000                            |
|          |         | 83                | Majoration de retard                                                                                                                                 | 1 934 242 000                            |
|          |         | 84                | Produits des transactions sur les contraventions en matière fiscale                                                                                  | Mémoire                                  |
|          |         | 90                | <b>Recettes diverses et exceptionnelles</b>                                                                                                          |                                          |
|          |         | 91                | Recettes fiscales exceptionnelles                                                                                                                    | Mémoire                                  |
|          |         | 92                | Produit de la contribution de régularisation volontaire de l'ensemble de la situation fiscale relative à l'évaluation des dépenses des contribuables | Mémoire                                  |
|          |         | 93                | Contribution sociale de solidarité sur les bénéfices                                                                                                 | Mémoire                                  |
|          |         | 94                | Produit de la contribution spontanée de régularisation au titre des avoirs et liquidités détenus à l'étranger                                        | Mémoire                                  |
|          |         | 95                | Recettes diverses                                                                                                                                    | Mémoire                                  |
|          |         |                   | <b>TOTAL DES RECETTES DIRECTION GENERALE DES IMPOTS</b>                                                                                              | <b>292 387 248 000</b>                   |
|          |         |                   | <b>DIRECTION DU TRESOR ET DES FINANCES EXTERIEURES</b>                                                                                               |                                          |
|          |         | 10                | <b>Recettes ordinaires</b>                                                                                                                           |                                          |
|          |         | 11                | Produits à provenir de Bank Al Maghrib                                                                                                               | 5 100 000 000                            |

| Chapitre | Service | Nature de Recette | DESIGNATION DES RECETTES                                                                                                              | Evaluations pour l'année budgétaire 2027 |
|----------|---------|-------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------|
|          |         | 12                | Produits à provenir de la Caisse de dépôt et de gestion                                                                               | 400 000 000                              |
|          |         | 13                | Produits à provenir de l'Office des changes                                                                                           | 250 000 000                              |
|          |         | 14                | Produits à provenir du crédit agricole du Maroc (CAM)                                                                                 | Mémoire                                  |
|          |         | 15                | Produits à provenir du Fonds d'Equipement Communal (FEC)                                                                              | Mémoire                                  |
|          |         | 16                | Produits à provenir de la Société Nationale de Garantie et du Financement de l'Entreprise S.A                                         | Mémoire                                  |
|          |         | 17                | Intérêts sur prêts et avances                                                                                                         | 791 000                                  |
|          |         | 18                | Intérêts sur les opérations de gestion de la Trésorerie Publique                                                                      | 100 000 000                              |
|          |         | <b>20</b>         | <b>Recettes d'emprunt</b>                                                                                                             |                                          |
|          |         | 21                | Emprunts intérieurs à moyen et long termes                                                                                            | 60 000 000 000                           |
|          |         | 22                | Contre-valeur des emprunts extérieurs                                                                                                 | 60 000 000 000                           |
|          |         | 23                | Produit des bons d'équipement sur réserve d'investissement                                                                            | Mémoire                                  |
|          |         | 24                | Recettes provenant de l'emprunt obligatoire                                                                                           | Mémoire                                  |
|          |         | <b>30</b>         | <b>Dons et legs</b>                                                                                                                   |                                          |
|          |         | 31                | Dons                                                                                                                                  | 1 000 000 000                            |
|          |         | 32                | Prélèvement sur le fonds de contre-valeur des biens fournis par les gouvernements des pays amis et des organismes internationaux      | Mémoire                                  |
|          |         | 40                | Recettes en atténuation des dépenses de la dette amortissable et de la dette flottante                                                | 2 000 000 000                            |
|          |         | 50                | Commissions sur prêts rôtrocédés                                                                                                      | Mémoire                                  |
|          |         | 60                | Commission de garantie sur emprunts intérieurs et extérieurs                                                                          | Mémoire                                  |
|          |         | 70                | Dividendes au titre des participations de l'Etat dans les sociétés et organismes internationaux                                       | Mémoire                                  |
|          |         | 80                | Remboursement de l'avance de l'Etat au profit des fonctionnaires et agents de l'Etat pour l'accès à la propriété de logements sociaux | Mémoire                                  |
|          |         | <b>90</b>         | <b>Recettes diverses</b>                                                                                                              |                                          |
|          |         | 91                | Produits à provenir de la Société Centrale de Réassurance (SCR)                                                                       | 90 000 000                               |
|          |         | 92                | Remboursements au titre des échéances de prêts octroyés à certains promoteurs                                                         | Mémoire                                  |
|          |         | 93                | Recettes au titre des certificats de Sukuk                                                                                            | Mémoire                                  |

| Chapitre | Service | Nature de Recette | DESIGNATION DES RECETTES                                                                                                  | Evaluations pour l'année budgétaire 2027 |
|----------|---------|-------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------|
|          | 8600    | 94                | Autres recettes                                                                                                           | Mémoire                                  |
|          |         | 10                | <b>TOTAL DES RECETTES DIRECTION DU TRESOR ET DES FINANCES EXTERIEURES</b>                                                 | <b>128 940 791 000</b>                   |
|          |         |                   | <b>DIRECTION DES ENTREPRISES PUBLIQUES ET DE LA PRIVATISATION</b>                                                         |                                          |
|          |         |                   | <b>Produits des monopoles, parts de bénéfices et contributions des établissements publics et autres organismes</b>        |                                          |
|          |         | 11                | Produits à provenir de l'Agence Nationale de la Conservation Foncière, du Cadastre et de la Cartographie (ANCFCC)         | 7 200 000 000                            |
|          |         | 12                | Produits à provenir de l'Agence Nationale de Réglementation des Télécommunications (ANRT)                                 | 280 000 000                              |
|          |         | 13                | Produits à provenir de l'Office National des Aéroports (ONDA)                                                             | 235 000 000                              |
|          |         | 14                | Produits à provenir de l'Agence Nationale des Ports (ANP)                                                                 | 150 000 000                              |
|          |         | 15                | Produits à provenir de l'Autorité Marocaine du Marché des Capitaux (AMMC)                                                 | 60 000 000                               |
|          |         | 16                | Produits à provenir de l'Office Marocain de la Propriété Industrielle et Commerciale (OMPIC)                              | 20 000 000                               |
|          |         | 17                | Produits à provenir de l'Etablissement Autonome de Contrôle et de Coordination des Exportations (EACCE)                   | 50 000 000                               |
|          |         | 18                | Produits à provenir de l'Office National des Hydrocarbures et des Mines (ONHYM)                                           | Mémoire                                  |
|          |         | 19                | Produits à provenir de l'Office National Interprofessionnel des Céréales et Légumineuses (ONICL)                          | 50 000 000                               |
|          |         | 20                | <b>Produits des monopoles, parts de bénéfices et contributions d'autres établissements publics et d'autres organismes</b> |                                          |
|          |         | 21                | Produits à provenir de la Centrale d'achat et de développement de la région minière de tafilalet et de Figuig (CADETAF)   | 5 000 000                                |
|          |         | 22                | Produits à provenir du Laboratoire Officiel d'analyses et de recherches chimiques de Casablanca (LOARC)                   | 2 000 000                                |
|          |         | 23                | Produits à provenir de l'Office National des Pêches (ONP)                                                                 | 15 000 000                               |
|          |         | 24                | Produits à provenir de l'Autorité de Contrôle des Assurances et de la Prévoyance Sociale (ACAPS)                          | 100 000 000                              |
|          |         | 25                | Produits à provenir de l'Agence Marocaine de Développement des Investissements et des Exportations (AMDIE)                | Mémoire                                  |
|          |         | 29                | Produits à provenir des autres établissements publics et autres organismes                                                | 120 000 000                              |
|          |         | 30                | <b>Dividendes à provenir des sociétés à participation publique</b>                                                        |                                          |
|          |         | 31                | Dividendes à provenir de la société Office chérifien des phosphates "OCP S.A"                                             | 6 400 000 000                            |
|          |         | 32                | Dividendes à provenir de la Société Holding d'Aménagement Al Omrane (HAO)                                                 | 220 000 000                              |
|          |         | 33                | Dividendes à provenir de la Société Nationale du Transport et de la Logistique (SNTL)                                     | 80 000 000                               |
|          |         | 34                | Dividendes à provenir de Barid Al Maghrib (BAM)                                                                           | 350 000 000                              |

| Chapitre | Service | Nature de Recette | DESIGNATION DES RECETTES                                                                                          | Evaluations pour l'année budgétaire 2027 |
|----------|---------|-------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------|
|          | 8800    | 35                | Dividendes à provenir de la Compagnie Nationale de Transport Aérien Royal Air Maroc (RAM)                         | Mémoire                                  |
|          |         | 36                | Dividendes à provenir de l'Agence Spéciale Tanger-Méditerranée- TMSA                                              | 39 600 000                               |
|          |         | 37                | Dividendes à provenir de Tanger Med Port Authority (TMPA)                                                         | 150 000 000                              |
|          |         | 38                | Dividendes à provenir de la Société Nationale des Autoroutes du Maroc (ADM)                                       | 400 000 000                              |
|          |         | 40                | <b>Dividendes à provenir d'autres sociétés</b>                                                                    |                                          |
|          |         | 41                | Dividendes à provenir de la société de productions biologiques et pharmaceutiques vétérinaires (BIOPHARMA)        | Mémoire                                  |
|          |         | 42                | Dividendes à provenir de la Société Royale d'Encouragement du Cheval (SOREC)                                      | 25 000 000                               |
|          |         | 43                | Dividendes à provenir de la Société Nationale de Commercialisation de Semences (SONACOS)                          | Mémoire                                  |
|          |         | 44                | Dividendes à provenir de la Société Marocaine d'Ingénierie Touristique (SMIT)                                     | Mémoire                                  |
|          |         | 45                | Dividendes à provenir des participations financières de l'Etat à diverses sociétés                                | 995 200 000                              |
|          |         | 50                | <b>Redevances pour l'occupation du domaine public et autres produits</b>                                          |                                          |
|          |         | 51                | Redevances pour l'occupation du domaine public provenant des exploitants de réseaux publics de télécommunications | Mémoire                                  |
|          |         | 52                | Redevances pour l'occupation du domaine public provenant de l'Office National des Aéroports (ONDA)                | 130 000 000                              |
|          |         | 53                | Redevances pour l'occupation du domaine public provenant de l'Agence Nationale des Ports (ANP)                    | 110 000 000                              |
|          |         | 54                | Redevances pour l'occupation du domaine public provenant de la Société Nationale des Autoroutes du Maroc (ADM)    | Mémoire                                  |
|          |         | 55                | Redevances pour l'occupation du domaine public provenant d'autres organismes                                      | Mémoire                                  |
|          |         | 56                | Produits à provenir d'opérateurs de télécommunications                                                            | Mémoire                                  |
|          |         | 57                | Produits divers                                                                                                   | 5 000 000 000                            |
|          |         | 60                | Produits de cession des participations de l'Etat                                                                  | 6 000 000 000                            |
|          |         | 70                | Produits de licences à provenir d'opérateurs de télécommunications                                                | Mémoire                                  |
|          |         |                   | <b>TOTAL DES RECETTES DIRECTION DES ENTREPRISES PUBLIQUES ET DE LA PRIVATISATION</b>                              | <b>28 186 800 000</b>                    |
|          |         |                   | <b>DIRECTION DES DOMAINES DE L'ETAT</b>                                                                           |                                          |
|          |         | 10                | Vente d'immeubles domaniaux ruraux                                                                                | 5 000 000                                |
|          |         | 20                | Revenus des immeubles domaniaux (loyers, charges locatives, etc...)                                               | 545 000 000                              |
|          |         | 30                | Successions vacantes et en déshérence                                                                             | Mémoire                                  |
|          |         | 40                | Pourcentage à l'occasion des ventes et locations publiques                                                        | 500 000                                  |

| Chapitre         | Service | Nature de Recette | DESIGNATION DES RECETTES                                                                     | Evaluations pour l'année budgétaire 2027 |
|------------------|---------|-------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------|
| 1.1.0.0.0.14.000 | 8900    | 50                | Produits de vente de meubles, épaves et matériel réformé                                     | 47 000 000                               |
|                  |         | 60                | Recettes diverses                                                                            | 2 500 000                                |
|                  |         |                   | <b>TOTAL DES RECETTES DIRECTION DES DOMAINES DE L'ETAT</b>                                   | <b>600 000 000</b>                       |
|                  |         |                   | <b>Trésorerie Générale du Royaume</b>                                                        |                                          |
|                  | 6100    | 10                | Recettes diverses                                                                            | Mémoire                                  |
|                  |         |                   | <b>TOTAL DES RECETTES Trésorerie Générale du Royaume</b>                                     | <b>Mémoire</b>                           |
|                  |         |                   | <b>TOTAL DU CHAPITRE MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET DE LA PERFORMANCE PUBLIQUE</b> | <b>595 906 727 000</b>                   |
|                  |         |                   | <b>MINISTERE DU TOURISME, DE L'ARTISANAT ET DE L'ECONOMIE SOLIDAIRE</b>                      |                                          |
|                  |         |                   | <b>ADMINISTRATION GENERALE</b>                                                               |                                          |
|                  |         | 10                | Taxe d'estampillage                                                                          | Mémoire                                  |
|                  |         | 20                | Taxe d'inspection                                                                            | Mémoire                                  |
|                  |         | 30                | Recettes diverses                                                                            | Mémoire                                  |
| 1.1.0.0.0.17.000 | 8100    |                   | <b>TOTAL DES RECETTES ADMINISTRATION GENERALE</b>                                            | <b>Mémoire</b>                           |
|                  |         |                   | <b>TOTAL DU CHAPITRE MINISTERE DU TOURISME, DE L'ARTISANAT ET DE L'ECONOMIE SOLIDAIRE</b>    | <b>Mémoire</b>                           |
|                  |         |                   | <b>MINISTERE DE L'EQUIPEMENT, DE L'EAU ET DES FORETS</b>                                     |                                          |
|                  |         |                   | <b>DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES ET JURIDIQUES</b>                                  |                                          |
|                  | 8200    | 10                | Redevances pour l'extraction de matériaux                                                    | Mémoire                                  |
|                  |         | 20                | Redevance pour l'emploi des eaux terrestres du domaine public                                | Mémoire                                  |
|                  |         | 30                | Redevance pour l'occupation du domaine public                                                | 84 100 000                               |
|                  |         | 40                | Recettes diverses                                                                            | 20 160 000                               |
|                  |         |                   | <b>TOTAL DES RECETTES DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES ET JURIDIQUES</b>               | <b>104 260 000</b>                       |
|                  |         |                   | <b>DIRECTION DES PORTS ET DU DOMAINE PUBLIC MARITIME</b>                                     |                                          |
|                  |         | <b>10</b>         | <b>Droits de port</b>                                                                        |                                          |
|                  |         | 11                | Droits de port sur les navires                                                               | Mémoire                                  |
|                  |         | 12                | Pilotage et remorquage                                                                       | Mémoire                                  |
|                  |         | 13                | Droits de port sur les passagers et touristes en croisière                                   | Mémoire                                  |
|                  |         | 14                | Droits de port sur les marchandises                                                          | Mémoire                                  |

| Chapitre         | Service | Nature de Recette | DESIGNATION DES RECETTES                                                                                                    | Evaluations pour l'année budgétaire 2027 |
|------------------|---------|-------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------|
| 1.1.0.0.0.18.000 | 0000    | 20                | Taxes de débarquement                                                                                                       |                                          |
|                  |         | 21                | Taxes de débarquement sur les combustibles liquides en vrac                                                                 | Mémoire                                  |
|                  |         | 22                | Taxes de péage sur le poisson débarqué                                                                                      | Mémoire                                  |
|                  |         | 30                | Part de l'Etat dans les bénéfices des sociétés gérantes                                                                     | Mémoire                                  |
|                  |         | 40                | Vente de matériel de port réformé                                                                                           | Mémoire                                  |
|                  |         | 50                | Droit d'usage du réseau des voies ferrées portuaires                                                                        | Mémoire                                  |
|                  |         | 60                | Recettes provenant du fonctionnement de l'outillage                                                                         | Mémoire                                  |
|                  |         | 70                | Recettes diverses                                                                                                           | 440 000                                  |
|                  |         |                   | <b>TOTAL DES RECETTES DIRECTION DES PORTS ET DU DOMAINE PUBLIC MARITIME</b>                                                 | <b>440 000</b>                           |
|                  |         |                   | <b>TOTAL DU CHAPITRE MINISTERE DE L'EQUIPEMENT, DE L'EAU ET DES FORETS</b>                                                  | <b>104 700 000</b>                       |
|                  | 7200    |                   | <b>MINISTERE DU TRANSPORT ET DE LA LOGISTIQUE</b>                                                                           |                                          |
|                  |         |                   | <b>ADMINISTRATION GENERALE</b>                                                                                              |                                          |
|                  |         | 10                | Taxes sur les transports privés                                                                                             | 12 000 000                               |
|                  |         | 20                | Recettes diverses                                                                                                           | 20 000 000                               |
|                  |         |                   | <b>TOTAL DES RECETTES ADMINISTRATION GENERALE</b>                                                                           | <b>32 000 000</b>                        |
|                  |         |                   | <b>DIRECTION GENERALE DE L'AVIATION CIVILE</b>                                                                              |                                          |
|                  |         | 10                | Taxes perçues sur les aéroports                                                                                             | Mémoire                                  |
|                  |         | 20                | Recettes diverses                                                                                                           | Mémoire                                  |
|                  |         |                   | <b>TOTAL DES RECETTES DIRECTION GENERALE DE L'AVIATION CIVILE</b>                                                           | <b>Mémoire</b>                           |
|                  |         |                   | <b>TOTAL DU CHAPITRE MINISTERE DU TRANSPORT ET DE LA LOGISTIQUE</b>                                                         | <b>32 000 000</b>                        |
| 1.1.0.0.0.20.000 | 0000    |                   | <b>MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE LA PECHE MARITIME ET DE LA SOUVERAINETE ALIMENTAIRE</b>                                   |                                          |
|                  |         |                   | <b>ADMINISTRATION GENERALE</b>                                                                                              |                                          |
|                  |         | 10                | Produits des fermes expérimentales et des jardins d'essais                                                                  | 50 000                                   |
|                  |         | 20                | Versements effectués par les propriétaires ou les exploitants agricoles dans le cadre du code des investissements agricoles | Mémoire                                  |
|                  |         | 30                | Droits d'analyse des laboratoires                                                                                           | 50 000                                   |
|                  |         | 40                | Droit d'inscription au catalogue officiel des espèces et variétés de plantes cultivables au Maroc                           | Mémoire                                  |

| Chapitre         | Service | Nature de Recette | DESIGNATION DES RECETTES                                                                                    | Evaluations pour l'année budgétaire 2027 |
|------------------|---------|-------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------|
| 1.1.0.0.0.27.000 | 9100    | 50                | Recettes des haras                                                                                          | Mémoire                                  |
|                  |         | 60                | Recettes diverses                                                                                           | 20 000 000                               |
|                  |         |                   | <b>TOTAL DES RECETTES ADMINISTRATION GENERALE</b>                                                           | <b>20 100 000</b>                        |
|                  |         |                   | <b>ADMINISTRATION GENERALE</b>                                                                              |                                          |
|                  |         | 10                | Redevances pour la concession d'emplacement de madragues sur le domaine public maritime                     | 10 480 000                               |
|                  |         | 20                | Droits de licences dus par les navires de pêche                                                             | 40 267 000                               |
|                  |         | 30                | Redevances de pêches maritimes                                                                              | 55 973 000                               |
|                  |         | 40                | Contribution au titre de la pêche maritime                                                                  | Mémoire                                  |
|                  |         | 50                | Transactions avant jugement sur délits de pêche                                                             | 6 000 000                                |
|                  |         | 60                | Redevances annuelles dues au titre des conventions de concessions de fermes aquacoles                       | 1 816 000                                |
|                  |         | 70                | Recettes diverses                                                                                           | 112 000                                  |
|                  | 0000    |                   | <b>TOTAL DES RECETTES ADMINISTRATION GENERALE</b>                                                           | <b>114 648 000</b>                       |
|                  |         |                   | <b>TOTAL DU CHAPITRE MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE LA PECHE MARITIME ET DE LA SOUVERAINETE ALIMENTAIRE</b> | <b>134 748 000</b>                       |
|                  |         |                   | <b>MINISTERE DE L'ENERGIE, DES MINES ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE</b>                                        |                                          |
|                  |         |                   | <b>ADMINISTRATION GENERALE</b>                                                                              |                                          |
|                  |         | 10                | Taxe sur les permis de recherches minières, permis d'exploitation, taxe de mutation                         | Mémoire                                  |
|                  |         | 20                | Droits d'analyse des laboratoires                                                                           | 8 000 000                                |
|                  |         | 30                | Recettes relatives à la prospection des hydrocarbures et leur exploitation                                  | 200 000                                  |
|                  |         | 40                | Recettes diverses                                                                                           | 12 000 000                               |
|                  |         |                   | <b>TOTAL DES RECETTES ADMINISTRATION GENERALE</b>                                                           | <b>20 200 000</b>                        |
|                  |         |                   | <b>TOTAL DU CHAPITRE MINISTERE DE L'ENERGIE, DES MINES ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE</b>                      | <b>20 200 000</b>                        |
|                  |         |                   | <b>MINISTERE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE, DE L'INVESTISSEMENT ET DE L'INCLUSION ECONOMIQUE</b>              |                                          |
|                  |         |                   | <b>ADMINISTRATION GENERALE</b>                                                                              |                                          |
|                  |         | 10                | Taxe de vérification des poids et mesures                                                                   | 4 500 000                                |
|                  |         | 20                | Recettes afférentes aux brevets d'invention, dépôts de dessins et modèles, marques de fabriques etc...      | Mémoire                                  |
|                  |         | 30                | Recettes afférentes aux prestations rendues par les services du registre central du commerce                | Mémoire                                  |
| 1.1.0.0.0.28.000 | 0000    |                   |                                                                                                             |                                          |
|                  |         |                   |                                                                                                             |                                          |
|                  |         |                   |                                                                                                             |                                          |

| Chapitre                                                                 | Service                 | Nature de Recette                        | DESIGNATION DES RECETTES                                                                                                         | Evaluations pour l'année budgétaire 2027 |
|--------------------------------------------------------------------------|-------------------------|------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------|
| 1.1.0.0.0.29.000                                                         | 8100                    | 40                                       | Recettes diverses                                                                                                                | 8 000 000                                |
|                                                                          |                         | 10                                       | TOTAL DES RECETTES ADMINISTRATION GENERALE                                                                                       | 12 500 000                               |
|                                                                          |                         |                                          | TOTAL DU CHAPITRE MINISTERE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE, DE L'INVESTISSEMENT ET DE L'INCLUSION ECONOMIQUE                        | 12 500 000                               |
|                                                                          |                         |                                          | MINISTERE DE LA JEUNESSE, DE LA CULTURE ET DES SPORTS                                                                            |                                          |
|                                                                          |                         |                                          | DIRECTION DE LA JEUNESSE, DE L'ENFANCE ET DES AFFAIRES FEMININES                                                                 |                                          |
| 1.1.0.0.0.34.000                                                         | 0000                    | 10                                       | Participation des stagiaires internes et des jeunes aux frais d'alimentation et d'hebergement dans les centres et dans les camps | Mémoire                                  |
|                                                                          |                         | 20                                       | Recettes diverses                                                                                                                | 500 000                                  |
|                                                                          |                         | 10                                       | TOTAL DES RECETTES DIRECTION DE LA JEUNESSE, DE L'ENFANCE ET DES AFFAIRES FEMININES                                              | 500 000                                  |
|                                                                          |                         |                                          | TOTAL DU CHAPITRE MINISTERE DE LA JEUNESSE, DE LA CULTURE ET DES SPORTS                                                          | 500 000                                  |
|                                                                          |                         |                                          | ADMINISTRATION DE LA DEFENSE NATIONALE                                                                                           |                                          |
| 1.1.0.0.0.46.000                                                         | 0000                    |                                          | ADMINISTRATION GENERALE                                                                                                          |                                          |
|                                                                          |                         | 10                                       | Recettes diverses                                                                                                                | 4 000 000                                |
|                                                                          |                         | 10                                       | TOTAL DES RECETTES ADMINISTRATION GENERALE                                                                                       | 4 000 000                                |
|                                                                          |                         |                                          | TOTAL DU CHAPITRE ADMINISTRATION DE LA DEFENSE NATIONALE                                                                         | 4 000 000                                |
|                                                                          |                         |                                          | MINISTERE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE NATIONAL, DE L'URBANISME, DE L'HABITAT ET DE LA POLITIQUE DE LA VILLE                   |                                          |
| 1.1.0.0.0.51.000                                                         | 0000                    |                                          | ADMINISTRATION GENERALE                                                                                                          |                                          |
|                                                                          |                         | 10                                       | Recettes afférentes aux prestations rendues par les écoles nationales d'architecture                                             | Mémoire                                  |
|                                                                          |                         | 20                                       | Recettes diverses                                                                                                                | 1 300 000                                |
|                                                                          |                         | 10                                       | TOTAL DES RECETTES ADMINISTRATION GENERALE                                                                                       | 1 300 000                                |
|                                                                          |                         |                                          | TOTAL DU CHAPITRE MINISTERE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE NATIONAL, DE L'URBANISME, DE L'HABITAT ET DE LA POLITIQUE DE LA VILLE | 1 300 000                                |
| DELEGATION GENERALE A L'ADMINISTRATION PENITENTIAIRE ET A LA REINSERTION |                         |                                          |                                                                                                                                  |                                          |
|                                                                          | ADMINISTRATION GENERALE |                                          |                                                                                                                                  |                                          |
|                                                                          | 10                      | Produits divers du service pénitentiaire | 50 000                                                                                                                           |                                          |

| Chapitre         | Service | Nature de Recette | DESIGNATION DES RECETTES                                                                          | Evaluations pour l'année budgétaire 2027 |
|------------------|---------|-------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------|
| 1.1.0.0.0.00.000 | 0000    | 20                | Recettes diverses                                                                                 | 2 000 000                                |
|                  |         |                   | <b>TOTAL DES RECETTES ADMINISTRATION GENERALE</b>                                                 | <b>2 050 000</b>                         |
|                  |         |                   | <b>TOTAL DU CHAPITRE DELEGATION GENERALE A L'ADMINISTRATION PENITENTIAIRE ET A LA REINSERTION</b> | <b>2 050 000</b>                         |
|                  |         |                   | <b>ADMINISTRATIONS DIVERSES</b>                                                                   |                                          |
|                  |         |                   | <b>ADMINISTRATION GENERALE</b>                                                                    |                                          |
|                  |         | 10                | Cartes et documents divers édités par les ministères                                              | 400 000                                  |
|                  |         | 20                | Reversements sur traitements et salaires                                                          | 1 200 000 000                            |
|                  |         | 30                | Reversements de fonds sur les dépenses budgétaires                                                | 180 000 000                              |
|                  |         | <b>40</b>         | <b>Fonds de concours</b>                                                                          |                                          |
|                  |         | 41                | Fonds de concours (coopération internationale)                                                    | Mémoire                                  |
|                  |         | 42                | Fonds de concours à rattacher à divers services                                                   | Mémoire                                  |
|                  |         | 50                | Produits des legs et donations attribués à l'Etat et à diverses administrations publiques         | Mémoire                                  |
|                  |         | 60                | Recettes exceptionnelles d'ordre                                                                  | Mémoire                                  |
|                  |         | 70                | Report des crédits disponibles au budget de l'année précédente                                    | Mémoire                                  |
|                  |         | 80                | Recettes diverses en atténuation de dépenses                                                      | 30 000 000                               |
|                  |         | <b>90</b>         | <b>Recettes diverses</b>                                                                          |                                          |
|                  |         | 91                | Recettes au titre des versements à partir des comptes d'affectation spéciale                      | 3 000 000 000                            |
|                  |         | 92                | Recettes au titre des versements à partir des services de l'Etat gérés de manière autonome        | 500 000 000                              |
|                  |         | 93                | Autres recettes                                                                                   | 340 022 000                              |
|                  |         |                   | <b>TOTAL DES RECETTES ADMINISTRATION GENERALE</b>                                                 | <b>5 250 422 000</b>                     |
|                  |         |                   | <b>TOTAL DU CHAPITRE ADMINISTRATIONS DIVERSES</b>                                                 | <b>5 250 422 000</b>                     |
|                  |         |                   | <b>TOTAL GENERAL DU BUDGET GENERAL</b>                                                            | <b>602 424 295 000</b>                   |

II. Services de l'Etat Gérés de Manière Autonome  
(En dirhams)

| Code Chapitre    | Désignation                                                                                                       | Ressources pour l'année budgétaire 2027 |
|------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------|
|                  | <b>PREMIERE PARTIE : - RECETTES D'EXPLOITATION</b>                                                                |                                         |
|                  | <b>CHEFFERIE DU GOUVERNEMENT</b>                                                                                  |                                         |
| 4.1.1.0.0.04.001 | ROYAL GOLF DAR ES SALAM                                                                                           | 25 000 000                              |
|                  | <b>TOTAL</b>                                                                                                      | <b>25 000 000</b>                       |
|                  | <b>MINISTERE DE LA JUSTICE</b>                                                                                    |                                         |
| 4.1.1.0.0.06.002 | CENTRE DE PUBLICATION DE L'INFORMATION JURIDIQUE                                                                  | 900 000                                 |
| 4.1.1.0.0.06.003 | INSTITUT NATIONAL DES GREFFES ET DES PROFESSIONS JURIDIQUES ET JUDICIAIRES                                        | 15 000 000                              |
|                  | <b>TOTAL</b>                                                                                                      | <b>15 900 000</b>                       |
|                  | <b>MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES, DE LA COOPERATION AFRICAINE ET DES MAROCAINS RESIDANT A L'ETRANGER</b>      |                                         |
| 4.1.1.0.0.07.002 | DIRECTION DES AFFAIRES CONSULAIRES ET SOCIALES                                                                    | 20 000 000                              |
|                  | <b>TOTAL</b>                                                                                                      | <b>20 000 000</b>                       |
|                  | <b>MINISTERE DE L'INTERIEUR</b>                                                                                   |                                         |
| 4.1.1.0.0.08.018 | DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DES COMPETENCES ET DE LA TRANSFORMATION DIGITALE                                       | 80 000 000                              |
|                  | <b>TOTAL</b>                                                                                                      | <b>80 000 000</b>                       |
|                  | <b>MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE, DU PRESCOLAIRE, DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET DE LA QUALIFICATION</b> |                                         |
| 4.1.1.0.0.11.003 | DIVISION DES STRATEGIES DE FORMATION                                                                              | 5 000 000                               |
|                  | <b>TOTAL</b>                                                                                                      | <b>5 000 000</b>                        |
|                  | <b>MINISTERE DE LA SANTE ET DE LA PROTECTION SOCIALE</b>                                                          |                                         |
| 4.1.1.0.0.12.001 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL OUARZAZATE                                                                          | 7 500 000                               |
| 4.1.1.0.0.12.005 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL EL KELAA DES SRAGHNA                                                                | 10 250 000                              |
| 4.1.1.0.0.12.006 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL ESSAOUIRA                                                                           | 6 500 000                               |
| 4.1.1.0.0.12.008 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL SAFI                                                                                | 13 000 000                              |
| 4.1.1.0.0.12.009 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL KHOURIBGA                                                                           | 14 000 000                              |
| 4.1.1.0.0.12.020 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL D'ERRACHIDIA                                                                          | 16 000 000                              |
| 4.1.1.0.0.12.022 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL KHENIFRA                                                                            | 9 000 000                               |
| 4.1.1.0.0.12.025 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL FIGUIG                                                                              | 4 500 000                               |
| 4.1.1.0.0.12.026 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL NADOR                                                                               | 17 000 000                              |
| 4.1.1.0.0.12.027 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL BERKANE                                                                             | 5 500 000                               |

| Code Chapitre    | Désignation                                                                | Ressources pour l'année budgétaire 2027 |
|------------------|----------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------|
| 4.1.1.0.0.12.028 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL D'OUED-ED-DAHAB                                | 4 500 000                               |
| 4.1.1.0.0.12.030 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL TAN-TAN                                      | 4 500 000                               |
| 4.1.1.0.0.12.031 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE BENI MELLAL                                 | 21 000 000                              |
| 4.1.1.0.0.12.033 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE MARRAKECH                                   | 11 500 000                              |
| 4.1.1.0.0.12.046 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL D'OUJDA                                        | 21 000 000                              |
| 4.1.1.0.0.12.049 | INSTITUT NATIONAL D'HYGIENE                                                | 12 000 000                              |
| 4.1.1.0.0.12.050 | CENTRE NATIONAL DE RADIOPROTECTION                                         | 2 500 000                               |
| 4.1.1.0.0.12.052 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL CHICHAOUA                                    | 4 000 000                               |
| 4.1.1.0.0.12.056 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL TAOURIRT                                     | 5 000 000                               |
| 4.1.1.0.0.12.061 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL AL HAOUZ                                     | 4 000 000                               |
| 4.1.1.0.0.12.062 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL ZAGORA                                       | 3 500 000                               |
| 4.1.1.0.0.12.064 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL ASSA ZAQ                                     | 3 500 000                               |
| 4.1.1.0.0.12.065 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE GUELMIM                                     | 5 500 000                               |
| 4.1.1.0.0.12.069 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL AZILAL                                       | 5 500 000                               |
| 4.1.1.0.0.12.072 | ECOLE NATIONALE DE SANTE PUBLIQUE                                          | 4 000 000                               |
| 4.1.1.0.0.12.073 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL JRADA                                        | 6 000 000                               |
| 4.1.1.0.0.12.076 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL TINGHIR                                      | 4 500 000                               |
| 4.1.1.0.0.12.077 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL SIDI IFNI                                    | 4 500 000                               |
| 4.1.1.0.0.12.081 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL RHAMNA                                       | 4 500 000                               |
| 4.1.1.0.0.12.083 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL YOUSSEUFIA                                   | 3 500 000                               |
| 4.1.1.0.0.12.084 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL FKIH BEN SALAH                               | 6 500 000                               |
| 4.1.1.0.0.12.085 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL MIDELT                                       | 5 000 000                               |
| 4.1.1.0.0.12.086 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL GUERCIF                                      | 3 500 000                               |
|                  | <b>TOTAL</b>                                                               | <b>253 250 000</b>                      |
|                  | <b>MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET DE LA PERFORMANCE PUBLIQUE</b> |                                         |
| 4.1.1.0.0.13.003 | SEGMA CHARGE DE LA PRIVATISATION                                           | -                                       |
| 4.1.1.0.0.13.005 | TRESORERIE GENERALE DU ROYAUME                                             | 50 000 000                              |
| 4.1.1.0.0.13.006 | DIVISION ADMINISTRATIVE                                                    | 9 000 000                               |

| Code Chapitre    | Désignation                                                                              | Ressources pour l'année budgétaire 2027 |
|------------------|------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------|
| 4.1.1.0.0.13.007 | ADMINISTRATION DES DOUANES ET IMPOTS INDIRECTS                                           | 55 000 000                              |
|                  | <b>TOTAL</b>                                                                             | <b>114 000 000</b>                      |
|                  | <b>MINISTERE DU TOURISME, DE L'ARTISANAT ET DE L'ECONOMIE SOLIDAIRE</b>                  |                                         |
| 4.1.1.0.0.14.001 | INSTITUT SUPERIEUR INTERNATIONAL DU TOURISME DE TANGER                                   | 10 737 000                              |
| 4.1.1.0.0.14.008 | INSTITUT SPECIALISE DE TECHNOLOGIE APPLIQUEE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - OUARZAZATE       | 1 602 000                               |
| 4.1.1.0.0.14.011 | INSTITUT SPECIALISE DE TECHNOLOGIE APPLIQUEE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - TANGER           | 1 365 000                               |
| 4.1.1.0.0.14.015 | INSTITUT SPECIALISE DE TECHNOLOGIE APPLIQUEE HOTELIERE ET TOURISTIQUE DE TOUARGA - RABAT | 865 000                                 |
| 4.1.1.0.0.14.018 | INSTITUT SPÉCIALISÉ DES ARTS TRADITIONNELS FES                                           | 300 000                                 |
| 4.1.1.0.0.14.019 | INSTITUT SPÉCIALISÉ DES ARTS TRADITIONNELS MARRAKECH                                     | 300 000                                 |
| 4.1.1.0.0.14.020 | INSTITUT SPÉCIALISÉ DES ARTS TRADITIONNELS MEKNES                                        | 300 000                                 |
| 4.1.1.0.0.14.021 | INSTITUT SPÉCIALISÉ DES ARTS TRADITIONNELS RABAT                                         | 200 000                                 |
| 4.1.1.0.0.14.022 | INSTITUT SPÉCIALISÉ DES ARTS TRADITIONNELS OUARZAZATE                                    | 200 000                                 |
| 4.1.1.0.0.14.023 | INSTITUT SPÉCIALISÉ DES ARTS TRADITIONNELS INEZGANE                                      | 300 000                                 |
|                  | <b>TOTAL</b>                                                                             | <b>16 169 000</b>                       |
|                  | <b>SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT</b>                                               |                                         |
| 4.1.1.0.0.16.001 | DIRECTION DE L'IMPRIMERIE OFFICIELLE                                                     | 24 000 000                              |
|                  | <b>TOTAL</b>                                                                             | <b>24 000 000</b>                       |
|                  | <b>MINISTERE DE L'EQUIPEMENT, DE L'EAU ET DES FORETS</b>                                 |                                         |
| 4.1.1.0.0.17.002 | CENTRE NATIONAL D'ETUDES ET DE RECHERCHES ROUTIERES                                      | 5 000 000                               |
| 4.1.1.0.0.17.003 | SERVICE DU RESEAU DES SERVICES DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL                              | 3 500 000                               |
| 4.1.1.0.0.17.004 | SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL DE FES                                              | 9 000 000                               |
| 4.1.1.0.0.17.005 | SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL DE RABAT                                            | 5 500 000                               |
| 4.1.1.0.0.17.006 | SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL DE MARRAKECH                                        | 7 000 000                               |
| 4.1.1.0.0.17.008 | SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL D'OUJDA                                             | 4 500 000                               |
| 4.1.1.0.0.17.009 | SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL DE CASABLANCA                                       | 3 500 000                               |
| 4.1.1.0.0.17.010 | SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL D'AGADIR                                            | 7 000 000                               |
| 4.1.1.0.0.17.011 | INSTITUT DE FORMATION AUX ENGINS ET A L'ENTRETIEN ROUTIER                                | 2 500 000                               |
| 4.1.1.0.0.17.014 | CENTRE D'ACCUEIL ET DE CONFERENCES                                                       | 1 000 000                               |

| Code Chapitre    | Désignation                                                                                        | Ressources pour l'année budgétaire 2027 |
|------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------|
| 4.1.1.0.0.17.019 | SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL DE LAAYOUNE                                                   | 2 700 000                               |
| 4.1.1.0.0.17.020 | SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL DE TANGER                                                     | 3 000 000                               |
| 4.1.1.0.0.17.021 | SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL DE BENI MELLAL                                                | 2 800 000                               |
| 4.1.1.0.0.17.022 | DIRECTION GENERALE DE LA METEOROLOGIE                                                              | 40 000 000                              |
| 4.1.1.0.0.17.023 | SERVICE DE GESTION DES CHANTIERS                                                                   | 5 000 000                               |
| 4.1.1.0.0.17.024 | SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATÉRIEL D'ERRACHIDIA                                                  | 2 500 000                               |
| 4.1.1.0.0.17.025 | ECOLE NATIONALE FORESTIERE D'INGENIEURS                                                            | 6 324 000                               |
|                  | <b>TOTAL</b>                                                                                       | <b>110 824 000</b>                      |
|                  | <b>MINISTERE DU TRANSPORT ET DE LA LOGISTIQUE</b>                                                  |                                         |
| 4.1.1.0.0.18.001 | INSTITUT SUPERIEUR D'ETUDES MARITIMES                                                              | 6 000 000                               |
| 4.1.1.0.0.18.002 | DIRECTION DE LA MARINE MARCHANDE                                                                   | 2 500 000                               |
| 4.1.1.0.0.18.003 | DIRECTION GENERALE DE L'AVIATION CIVILE                                                            | 10 000 000                              |
|                  | <b>TOTAL</b>                                                                                       | <b>18 500 000</b>                       |
|                  | <b>MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE LA PECHE MARITIME ET DE LA SOUVERAINETE ALIMENTAIRE</b>          |                                         |
| 4.1.1.0.0.20.001 | INSTITUT DES TECHNICIENS SPECIALISES EN MECANIQUE AGRICOLE ET EQUIPEMENT RURAL DE BOUKNADEL - SALE | 3 200 000                               |
| 4.1.1.0.0.20.002 | INSTITUT ROYAL DES TECHNICIENS SPECIALISES EN ELEVAGE DE FOUARAT- KENITRA                          | 3 200 000                               |
| 4.1.1.0.0.20.003 | INSTITUT DES TECHNICIENS SPECIALISES EN AGRICULTURE DE LA CHAOUIA - SETTAT                         | 1 750 000                               |
| 4.1.1.0.0.20.004 | INSTITUT DES TECHNICIENS SPECIALISES EN AGRICULTURE DE TIFLET - KHEMISSSET                         | 2 825 000                               |
| 4.1.1.0.0.20.005 | INSTITUT DES TECHNICIENS SPECIALISES EN AGRICULTURE DE SAHEL BOUTAHAR - TAOUNATE                   | 2 100 000                               |
| 4.1.1.0.0.20.006 | ECOLE D'AGRICULTURE DE TEMARA                                                                      | 3 185 000                               |
| 4.1.1.0.0.20.007 | DIVISION DE LA DURABILITE ET AMENAGEMENT DES RESSOURCES MARITIMES                                  | 7 654 000                               |
| 4.1.1.0.0.20.008 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE DES PECHEES MARITIMES - AL HOCEIMA                                         | 2 485 000                               |
| 4.1.1.0.0.20.009 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE DES PECHEES MARITIMES - SAFI                                               | 2 862 000                               |
| 4.1.1.0.0.20.010 | INSTITUT SUPERIEUR DES PECHEES MARITIMES                                                           | 6 407 000                               |
| 4.1.1.0.0.20.011 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE DES PECHEES MARITIMES - TAN TAN                                            | 3 139 000                               |
| 4.1.1.0.0.20.012 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE DES PECHEES MARITIMES - LARACHE                                            | 3 033 000                               |
| 4.1.1.0.0.20.013 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE DES PECHEES MARITIMES - LAAYOUNE -                                         | 3 290 000                               |

| Code Chapitre    | Désignation                                                          | Ressources pour l'année budgétaire 2027 |
|------------------|----------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------|
| 4.1.1.0.0.20.015 | SERVICE DES LYCEES AGRICOLES                                         | 11 800 000                              |
|                  | <b>TOTAL</b>                                                         | <b>56 930 000</b>                       |
|                  | <b>MINISTERE DES HABOUS ET DES AFFAIRES ISLAMIQUES</b>               |                                         |
| 4.1.1.0.0.23.001 | DIVISION DU PELERINAGE                                               | 24 000 000                              |
| 4.1.1.0.0.23.002 | MUSÉE MOHAMMED VI POUR LA CIVILISATION DE L'EAU AU MAROC             | 500 000                                 |
|                  | <b>TOTAL</b>                                                         | <b>24 500 000</b>                       |
|                  | <b>MINISTERE DE L'ENERGIE, DES MINES ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE</b> |                                         |
| 4.1.1.0.0.27.001 | INSTITUT DES MINES DE TOUISSIT                                       | 2 650 000                               |
| 4.1.1.0.0.27.002 | INSTITUT DES MINES DE MARRAKECH                                      | 3 550 000                               |
| 4.1.1.0.0.27.004 | LABORATOIRE NATIONAL DES ETUDES ET DE SURVEILLANCE DE LA POLLUTION   | 800 000                                 |
|                  | <b>TOTAL</b>                                                         | <b>7 000 000</b>                        |
|                  | <b>MINISTERE DE LA JEUNESSE, DE LA CULTURE ET DES SPORTS</b>         |                                         |
| 4.1.1.0.0.29.001 | IMPRIMERIE DAR AL MANAHIL                                            | 1 000 000                               |
| 4.1.1.0.0.29.007 | COMPLEXE MOULAY RACHID DE LA JEUNESSE ET DE L'ENFANCE DE BOUZNIKA    | 8 000 000                               |
| 4.1.1.0.0.29.008 | INSTITUT SUPERIEUR DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION           | 5 380 000                               |
| 4.1.1.0.0.29.009 | INSTITUT SUPERIEUR DES METIERS DE L'AUDIO-VISUEL ET DU CINEMA        | 8 060 000                               |
| 4.1.1.0.0.29.010 | SERVICE DU CONTROLE DES ETABLISSEMENTS ET DES SALLES SPORTIVES       | 20 000 000                              |
| 4.1.1.0.0.29.011 | INSTITUT ROYAL DE FORMATION DES CADRES DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS  | 12 000 000                              |
|                  | <b>TOTAL</b>                                                         | <b>54 440 000</b>                       |
|                  | <b>MINISTERE DE L'EMPLOI ET DU DIALOGUE SOCIAL</b>                   |                                         |
| 4.1.1.0.0.31.004 | DIVISION DE LA FORMATION                                             | 400 000                                 |
|                  | <b>TOTAL</b>                                                         | <b>400 000</b>                          |
|                  | <b>ADMINISTRATION DE LA DEFENSE NATIONALE</b>                        |                                         |
| 4.1.1.0.0.34.001 | CENTRE ROYAL DE TELEDETECTION SPACIALE                               | 5 000 000                               |
| 4.1.1.0.0.34.002 | HOPITAL MILITAIRE D'INSTRUCTION MOHAMMED V A RABAT                   | 220 000 000                             |
| 4.1.1.0.0.34.003 | HOPITAL MILITAIRE AVICENNE A MARRAKECH                               | 80 000 000                              |
| 4.1.1.0.0.34.004 | HOPITAL MILITAIRE MOULAY ISMAIL A MEKNES                             | 80 000 000                              |
| 4.1.1.0.0.34.005 | HOPITAL MILITAIRE HASSAN II A LAAYOUNE                               | 20 000 000                              |
| 4.1.1.0.0.34.006 | HOPITAL MILITAIRE MOHAMMED VI A DAKHLA                               | 13 000 000                              |

| Code Chapitre    | Désignation                                                                                                           | Ressources pour l'année budgétaire 2027 |
|------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------|
| 4.1.1.0.0.34.007 | HOPITAL MILITAIRE MOULAY EL HASSAN A GUELMIM                                                                          | 33 000 000                              |
| 4.1.1.0.0.34.008 | HOPITAL MILITAIRE OUED EDDAHAB A AGADIR                                                                               | 63 000 000                              |
| 4.1.1.0.0.34.009 | CENTRE MEDICO-CHIRURGICAL DES FORCES ARMEES ROYALES A ES-SMARA                                                        | 6 000 000                               |
| 4.1.1.0.0.34.010 | UNITE DE FABRICATION DE MASQUES DE LA GENDARMERIE ROYALE                                                              | 2 474 000                               |
| 4.1.1.0.0.34.011 | ETABLISSEMENT CENTRAL DE GESTION ET DE STOCKAGE DES MATERIELS                                                         | -                                       |
| 4.1.1.0.0.34.012 | CENTRE MEDICO-CHIRURGICAL DES FORCES ARMEES ROYALES A ERRACHIDIA                                                      | 11 000 000                              |
|                  | <b>TOTAL</b>                                                                                                          | <b>533 474 000</b>                      |
|                  | <b>HAUT COMMISSARIAT AU PLAN</b>                                                                                      |                                         |
| 4.1.1.0.0.42.001 | INSTITUT NATIONAL DE STATISTIQUE ET D'ECONOMIE APPLIQUEE                                                              | 17 700 000                              |
| 4.1.1.0.0.42.002 | CENTRE NATIONAL DE DOCUMENTATION                                                                                      | 5 161 000                               |
| 4.1.1.0.0.42.003 | ECOLE DES SCIENCES DE L'INFORMATION                                                                                   | 2 800 000                               |
|                  | <b>TOTAL</b>                                                                                                          | <b>25 661 000</b>                       |
|                  | <b>MINISTERE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE NATIONAL, DE L'URBANISME, DE L'HABITAT ET DE LA POLITIQUE DE LA VILLE</b> |                                         |
| 4.1.1.0.0.46.001 | ECOLE NATIONALE D'ARCHITECTURE DE RABAT                                                                               | 8 700 000                               |
| 4.1.1.0.0.46.002 | INSTITUT NATIONAL D'AMENAGEMENT ET D'URBANISME                                                                        | 2 800 000                               |
| 4.1.1.0.0.46.005 | ECOLE NATIONALE D'ARCHITECTURE DE MARRAKECH                                                                           | 3 400 000                               |
| 4.1.1.0.0.46.006 | ECOLE NATIONALE D'ARCHITECTURE D'OUJDA                                                                                | 1 500 000                               |
| 4.1.1.0.0.46.007 | ECOLE NATIONALE D'ARCHITECTURE D'AGADIR                                                                               | 1 100 000                               |
|                  | <b>TOTAL</b>                                                                                                          | <b>17 500 000</b>                       |
|                  | <b>DELEGATION GENERALE A L'ADMINISTRATION PENITENTIAIRE ET A LA REINSERTION</b>                                       |                                         |
| 4.1.1.0.0.51.001 | DIVISION DE LA QUALIFICATION ARTISTIQUE, ARTISANALE ET DE L'EMPLOI                                                    | 5 500 000                               |
|                  | <b>TOTAL</b>                                                                                                          | <b>5 500 000</b>                        |
|                  | <b>TOTAL GENERAL DES RECETTES D'EXPLOITATION</b>                                                                      | <b>1 408 048 000</b>                    |

| Code Chapitre    | Désignation                                                                                                       | Ressources pour l'année budgétaire 2027 |
|------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------|
|                  | <b>DEUXIEME PARTIE : - RECETTES D'INVESTISSEMENT</b>                                                              |                                         |
|                  | <b>CHEFFERIE DU GOUVERNEMENT</b>                                                                                  |                                         |
| 4.1.2.0.0.04.001 | ROYAL GOLF DAR ES SALAM                                                                                           | -                                       |
|                  | <b>TOTAL</b>                                                                                                      | -                                       |
|                  | <b>MINISTERE DE LA JUSTICE</b>                                                                                    |                                         |
| 4.1.2.0.0.06.002 | CENTRE DE PUBLICATION DE L'INFORMATION JURIDIQUE                                                                  | -                                       |
| 4.1.2.0.0.06.003 | INSTITUT NATIONAL DES GREFFES ET DES PROFESSIONS JURIDIQUES ET JUDICIAIRES                                        | -                                       |
|                  | <b>TOTAL</b>                                                                                                      | -                                       |
|                  | <b>MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES, DE LA COOPERATION AFRICAINE ET DES MAROCAINS RESIDANT A L'ETRANGER</b>      |                                         |
| 4.1.2.0.0.07.002 | DIRECTION DES AFFAIRES CONSULAIRES ET SOCIALES                                                                    | -                                       |
|                  | <b>TOTAL</b>                                                                                                      | -                                       |
|                  | <b>MINISTERE DE L'INTERIEUR</b>                                                                                   |                                         |
| 4.1.2.0.0.08.018 | DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DES COMPETENCES ET DE LA TRANSFORMATION DIGITALE                                       | -                                       |
|                  | <b>TOTAL</b>                                                                                                      | -                                       |
|                  | <b>MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE, DU PRESCOLAIRE, DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET DE LA QUALIFICATION</b> |                                         |
| 4.1.2.0.0.11.003 | DIVISION DES STRATEGIES DE FORMATION                                                                              | -                                       |
|                  | <b>TOTAL</b>                                                                                                      | -                                       |
|                  | <b>MINISTERE DE LA SANTE ET DE LA PROTECTION SOCIALE</b>                                                          |                                         |
| 4.1.2.0.0.12.001 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL OUARZAZATE                                                                          | 800 000                                 |
| 4.1.2.0.0.12.005 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL EL KELAA DES SRAGHNA                                                                | 700 000                                 |
| 4.1.2.0.0.12.006 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL ESSAOUIRA                                                                           | 400 000                                 |
| 4.1.2.0.0.12.008 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL SAFI                                                                                | 900 000                                 |
| 4.1.2.0.0.12.009 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL KHOURIBGA                                                                           | 700 000                                 |
| 4.1.2.0.0.12.020 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL D'ERRACHIDIA                                                                          | 900 000                                 |
| 4.1.2.0.0.12.022 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL KHENIFRA                                                                            | -                                       |
| 4.1.2.0.0.12.025 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL FIGUIG                                                                              | 400 000                                 |
| 4.1.2.0.0.12.026 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL NADOR                                                                               | 700 000                                 |

| Code Chapitre    | Désignation                                                                | Ressources pour l'année budgétaire 2027 |
|------------------|----------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------|
| 4.1.2.0.0.12.027 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL BERKANE                                      | 400 000                                 |
| 4.1.2.0.0.12.028 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL D'OUED-ED-DAHAB                                | 400 000                                 |
| 4.1.2.0.0.12.030 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL TAN-TAN                                      | 400 000                                 |
| 4.1.2.0.0.12.031 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE BENI MELLAL                                 | 700 000                                 |
| 4.1.2.0.0.12.033 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE MARRAKECH                                   | 700 000                                 |
| 4.1.2.0.0.12.046 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL D'OUJDA                                        | 800 000                                 |
| 4.1.2.0.0.12.049 | INSTITUT NATIONAL D'HYGIENE                                                | 6 000 000                               |
| 4.1.2.0.0.12.050 | CENTRE NATIONAL DE RADIOPROTECTION                                         | 3 500 000                               |
| 4.1.2.0.0.12.052 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL CHICHAOUA                                    | 400 000                                 |
| 4.1.2.0.0.12.056 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL TAOURIRT                                     | 400 000                                 |
| 4.1.2.0.0.12.061 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL AL HAOUZ                                     | 400 000                                 |
| 4.1.2.0.0.12.062 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL ZAGORA                                       | 400 000                                 |
| 4.1.2.0.0.12.064 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL ASSA ZAQ                                     | 400 000                                 |
| 4.1.2.0.0.12.065 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE GUELMIM                                     | 500 000                                 |
| 4.1.2.0.0.12.069 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL AZILAL                                       | 400 000                                 |
| 4.1.2.0.0.12.072 | ECOLE NATIONALE DE SANTE PUBLIQUE                                          | 5 000 000                               |
| 4.1.2.0.0.12.073 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL JRADA                                        | 400 000                                 |
| 4.1.2.0.0.12.076 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL TINGHIR                                      | 400 000                                 |
| 4.1.2.0.0.12.077 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL SIDI IFNI                                    | 400 000                                 |
| 4.1.2.0.0.12.081 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL RHAMNA                                       | 400 000                                 |
| 4.1.2.0.0.12.083 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL YOUSSEUFIA                                   | 400 000                                 |
| 4.1.2.0.0.12.084 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL FKI H BEN SALAH                              | 400 000                                 |
| 4.1.2.0.0.12.085 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL MIDELT                                       | -                                       |
| 4.1.2.0.0.12.086 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL GUERCIF                                      | 400 000                                 |
|                  | <b>TOTAL</b>                                                               | <b>29 100 000</b>                       |
|                  | <b>MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET DE LA PERFORMANCE PUBLIQUE</b> |                                         |
| 4.1.2.0.0.13.003 | SEGMA CHARGE DE LA PRIVATISATION                                           | -                                       |
| 4.1.2.0.0.13.005 | TRESORERIE GENERALE DU ROYAUME                                             | -                                       |
| 4.1.2.0.0.13.006 | DIVISION ADMINISTRATIVE                                                    | -                                       |

| Code Chapitre    | Désignation                                                                              | Ressources pour l'année budgétaire 2027 |
|------------------|------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------|
| 4.1.2.0.0.13.007 | ADMINISTRATION DES DOUANES ET IMPOTS INDIRECTS                                           | -                                       |
|                  | <b>TOTAL</b>                                                                             | -                                       |
|                  | <b>MINISTERE DU TOURISME, DE L'ARTISANAT ET DE L'ECONOMIE SOLIDAIRE</b>                  |                                         |
| 4.1.2.0.0.14.001 | INSTITUT SUPERIEUR INTERNATIONAL DU TOURISME DE TANGER                                   | 1 000 000                               |
| 4.1.2.0.0.14.008 | INSTITUT SPECIALISE DE TECHNOLOGIE APPLIQUEE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - OUARZAZATE       | 788 000                                 |
| 4.1.2.0.0.14.011 | INSTITUT SPECIALISE DE TECHNOLOGIE APPLIQUEE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - TANGER           | 750 000                                 |
| 4.1.2.0.0.14.015 | INSTITUT SPECIALISE DE TECHNOLOGIE APPLIQUEE HOTELIERE ET TOURISTIQUE DE TOUARGA - RABAT | 875 000                                 |
| 4.1.2.0.0.14.018 | INSTITUT SPÉCIALISÉ DES ARTS TRADITIONNELS FES                                           | 60 000                                  |
| 4.1.2.0.0.14.019 | INSTITUT SPÉCIALISÉ DES ARTS TRADITIONNELS MARRAKECH                                     | 60 000                                  |
| 4.1.2.0.0.14.020 | INSTITUT SPÉCIALISÉ DES ARTS TRADITIONNELS MEKNES                                        | 60 000                                  |
| 4.1.2.0.0.14.021 | INSTITUT SPÉCIALISÉ DES ARTS TRADITIONNELS RABAT                                         | 60 000                                  |
| 4.1.2.0.0.14.022 | INSTITUT SPÉCIALISÉ DES ARTS TRADITIONNELS OUARZAZATE                                    | 60 000                                  |
| 4.1.2.0.0.14.023 | INSTITUT SPÉCIALISÉ DES ARTS TRADITIONNELS INEZGANE                                      | 60 000                                  |
|                  | <b>TOTAL</b>                                                                             | <b>3 773 000</b>                        |
|                  | <b>SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT</b>                                               |                                         |
| 4.1.2.0.0.16.001 | DIRECTION DE L'IMPRIMERIE OFFICIELLE                                                     | -                                       |
|                  | <b>TOTAL</b>                                                                             | -                                       |
|                  | <b>MINISTERE DE L'EQUIPEMENT, DE L'EAU ET DES FORETS</b>                                 |                                         |
| 4.1.2.0.0.17.002 | CENTRE NATIONAL D'ETUDES ET DE RECHERCHES ROUTIERES                                      | 4 000 000                               |
| 4.1.2.0.0.17.003 | SERVICE DU RESEAU DES SERVICES DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL                              | 1 000 000                               |
| 4.1.2.0.0.17.004 | SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL DE FES                                              | 1 000 000                               |
| 4.1.2.0.0.17.005 | SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL DE RABAT                                            | 1 000 000                               |
| 4.1.2.0.0.17.006 | SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL DE MARRAKECH                                        | 1 500 000                               |
| 4.1.2.0.0.17.008 | SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL D'OUJDA                                             | 1 000 000                               |
| 4.1.2.0.0.17.009 | SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL DE CASABLANCA                                       | 1 000 000                               |
| 4.1.2.0.0.17.010 | SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL D'AGADIR                                            | 3 500 000                               |
| 4.1.2.0.0.17.011 | INSTITUT DE FORMATION AUX ENGINS ET A L'ENTRETIEN ROUTIER                                | 1 000 000                               |
| 4.1.2.0.0.17.014 | CENTRE D'ACCUEIL ET DE CONFERENCES                                                       | 300 000                                 |

| Code Chapitre    | Désignation                                                                                        | Ressources pour l'année budgétaire 2027 |
|------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------|
| 4.1.2.0.0.17.019 | SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL DE LAAYOUNE                                                   | 500 000                                 |
| 4.1.2.0.0.17.020 | SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL DE TANGER                                                     | 500 000                                 |
| 4.1.2.0.0.17.021 | SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL DE BENI MELLAL                                                | 500 000                                 |
| 4.1.2.0.0.17.022 | DIRECTION GENERALE DE LA METEOROLOGIE                                                              | 48 000 000                              |
| 4.1.2.0.0.17.023 | SERVICE DE GESTION DES CHANTIERS                                                                   | 3 000 000                               |
| 4.1.2.0.0.17.024 | SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATÉRIEL D'ERRACHIDIA                                                  | 500 000                                 |
| 4.1.2.0.0.17.025 | ECOLE NATIONALE FORESTIERE D'INGENIEURS                                                            | 4 490 000                               |
|                  | <b>TOTAL</b>                                                                                       | <b>72 790 000</b>                       |
|                  | <b>MINISTERE DU TRANSPORT ET DE LA LOGISTIQUE</b>                                                  |                                         |
| 4.1.2.0.0.18.001 | INSTITUT SUPERIEUR D'ETUDES MARITIMES                                                              | 10 000 000                              |
| 4.1.2.0.0.18.002 | DIRECTION DE LA MARINE MARCHANDE                                                                   | 4 500 000                               |
| 4.1.2.0.0.18.003 | DIRECTION GENERALE DE L'AVIATION CIVILE                                                            | 35 000 000                              |
|                  | <b>TOTAL</b>                                                                                       | <b>49 500 000</b>                       |
|                  | <b>MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE LA PECHE MARITIME ET DE LA SOUVERAINETE ALIMENTAIRE</b>          |                                         |
| 4.1.2.0.0.20.001 | INSTITUT DES TECHNICIENS SPECIALISES EN MECANIQUE AGRICOLE ET EQUIPEMENT RURAL DE BOUKNADEL - SALE | -                                       |
| 4.1.2.0.0.20.002 | INSTITUT ROYAL DES TECHNICIENS SPECIALISES EN ELEVAGE DE FOUARAT- KENITRA                          | -                                       |
| 4.1.2.0.0.20.003 | INSTITUT DES TECHNICIENS SPECIALISES EN AGRICULTURE DE LA CHAOUIA - SETTAT                         | -                                       |
| 4.1.2.0.0.20.004 | INSTITUT DES TECHNICIENS SPECIALISES EN AGRICULTURE DE TIFLET - KHEMISSSET                         | -                                       |
| 4.1.2.0.0.20.005 | INSTITUT DES TECHNICIENS SPECIALISES EN AGRICULTURE DE SAHEL BOUTAHAR - TAOUNATE                   | -                                       |
| 4.1.2.0.0.20.006 | ECOLE D'AGRICULTURE DE TEMARA                                                                      | -                                       |
| 4.1.2.0.0.20.007 | DIVISION DE LA DURABILITE ET AMENAGEMENT DES RESSOURCES MARITIMES                                  | 43 600 000                              |
| 4.1.2.0.0.20.008 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE DES PECHEES MARITIMES - AL HOCEIMA                                         | 1 000 000                               |
| 4.1.2.0.0.20.009 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE DES PECHEES MARITIMES - SAFI                                               | 300 000                                 |
| 4.1.2.0.0.20.010 | INSTITUT SUPERIEUR DES PECHEES MARITIMES                                                           | 8 000 000                               |
| 4.1.2.0.0.20.011 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE DES PECHEES MARITIMES - TAN TAN                                            | 1 100 000                               |
| 4.1.2.0.0.20.012 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE DES PECHEES MARITIMES - LARACHE                                            | 360 000                                 |
| 4.1.2.0.0.20.013 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE DES PECHEES MARITIMES - LAAYOUNE -                                         | 1 750 000                               |

| Code Chapitre    | Désignation                                                          | Ressources pour l'année budgétaire 2027 |
|------------------|----------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------|
| 4.1.2.0.0.20.015 | SERVICE DES LYCEES AGRICOLES                                         | 10 400 000                              |
|                  | <b>TOTAL</b>                                                         | <b>66 510 000</b>                       |
|                  | <b>MINISTERE DES HABOUS ET DES AFFAIRES ISLAMIQUES</b>               |                                         |
| 4.1.2.0.0.23.001 | DIVISION DU PELERINAGE                                               | -                                       |
| 4.1.2.0.0.23.002 | MUSÉE MOHAMMED VI POUR LA CIVILISATION DE L'EAU AU MAROC             | -                                       |
|                  | <b>TOTAL</b>                                                         | <b>-</b>                                |
|                  | <b>MINISTERE DE L'ENERGIE, DES MINES ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE</b> |                                         |
| 4.1.2.0.0.27.001 | INSTITUT DES MINES DE TOUISSIT                                       | 2 100 000                               |
| 4.1.2.0.0.27.002 | INSTITUT DES MINES DE MARRAKECH                                      | 2 550 000                               |
| 4.1.2.0.0.27.004 | LABORATOIRE NATIONAL DES ETUDES ET DE SURVEILLANCE DE LA POLLUTION   | 1 500 000                               |
|                  | <b>TOTAL</b>                                                         | <b>6 150 000</b>                        |
|                  | <b>MINISTERE DE LA JEUNESSE, DE LA CULTURE ET DES SPORTS</b>         |                                         |
| 4.1.2.0.0.29.001 | IMPRIMERIE DAR AL MANAHIL                                            | -                                       |
| 4.1.2.0.0.29.007 | COMPLEXE MOULAY RACHID DE LA JEUNESSE ET DE L'ENFANCE DE BOUZNIKA    | 3 000 000                               |
| 4.1.2.0.0.29.008 | INSTITUT SUPERIEUR DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION           | 8 610 000                               |
| 4.1.2.0.0.29.009 | INSTITUT SUPERIEUR DES METIERS DE L'AUDIO-VISUEL ET DU CINEMA        | 6 500 000                               |
| 4.1.2.0.0.29.010 | SERVICE DU CONTROLE DES ETABLISSEMENTS ET DES SALLES SPORTIVES       | 5 000 000                               |
| 4.1.2.0.0.29.011 | INSTITUT ROYAL DE FORMATION DES CADRES DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS  | 3 000 000                               |
|                  | <b>TOTAL</b>                                                         | <b>26 110 000</b>                       |
|                  | <b>MINISTERE DE L'EMPLOI ET DU DIALOGUE SOCIAL</b>                   |                                         |
| 4.1.2.0.0.31.004 | DIVISION DE LA FORMATION                                             | 200 000                                 |
|                  | <b>TOTAL</b>                                                         | <b>200 000</b>                          |
|                  | <b>ADMINISTRATION DE LA DEFENSE NATIONALE</b>                        |                                         |
| 4.1.2.0.0.34.001 | CENTRE ROYAL DE TELEDETECTION SPACIALE                               | 3 000 000                               |
| 4.1.2.0.0.34.002 | HOPITAL MILITAIRE D'INSTRUCTION MOHAMMED V A RABAT                   | -                                       |
| 4.1.2.0.0.34.003 | HOPITAL MILITAIRE AVICENNE A MARRAKECH                               | -                                       |
| 4.1.2.0.0.34.004 | HOPITAL MILITAIRE MOULAY ISMAIL A MEKNES                             | -                                       |
| 4.1.2.0.0.34.005 | HOPITAL MILITAIRE HASSAN II A LAAYOUNE                               | -                                       |
| 4.1.2.0.0.34.006 | HOPITAL MILITAIRE MOHAMMED VI A DAKHLA                               | -                                       |

| Code Chapitre    | Désignation                                                                                                           | Ressources pour l'année budgétaire 2027 |
|------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------|
| 4.1.2.0.0.34.007 | HOPITAL MILITAIRE MOULAY EL HASSAN A GUELIMIM                                                                         | -                                       |
| 4.1.2.0.0.34.008 | HOPITAL MILITAIRE OUED EDDAHAB A AGADIR                                                                               | -                                       |
| 4.1.2.0.0.34.009 | CENTRE MEDICO-CHIRURGICAL DES FORCES ARMEES ROYALES A ES-SMARA                                                        | -                                       |
| 4.1.2.0.0.34.010 | UNITE DE FABRICATION DE MASQUES DE LA GENDARMERIE ROYALE                                                              | -                                       |
| 4.1.2.0.0.34.011 | ETABLISSEMENT CENTRAL DE GESTION ET DE STOCKAGE DES MATERIELS                                                         | -                                       |
| 4.1.2.0.0.34.012 | CENTRE MEDICO-CHIRURGICAL DES FORCES ARMEES ROYALES A ERRACHIDIA                                                      | -                                       |
|                  | <b>TOTAL</b>                                                                                                          | <b>3 000 000</b>                        |
|                  | <b>HAUT COMMISSARIAT AU PLAN</b>                                                                                      |                                         |
| 4.1.2.0.0.42.001 | INSTITUT NATIONAL DE STATISTIQUE ET D'ECONOMIE APPLIQUEE                                                              | 3 000 000                               |
| 4.1.2.0.0.42.002 | CENTRE NATIONAL DE DOCUMENTATION                                                                                      | 3 000 000                               |
| 4.1.2.0.0.42.003 | ECOLE DES SCIENCES DE L'INFORMATION                                                                                   | 2 700 000                               |
|                  | <b>TOTAL</b>                                                                                                          | <b>8 700 000</b>                        |
|                  | <b>MINISTERE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE NATIONAL, DE L'URBANISME, DE L'HABITAT ET DE LA POLITIQUE DE LA VILLE</b> |                                         |
| 4.1.2.0.0.46.001 | ECOLE NATIONALE D'ARCHITECTURE DE RABAT                                                                               | 2 600 000                               |
| 4.1.2.0.0.46.002 | INSTITUT NATIONAL D'AMENAGEMENT ET D'URBANISME                                                                        | 2 000 000                               |
| 4.1.2.0.0.46.005 | ECOLE NATIONALE D'ARCHITECTURE DE MARRAKECH                                                                           | 2 300 000                               |
| 4.1.2.0.0.46.006 | ECOLE NATIONALE D'ARCHITECTURE D'OUJDA                                                                                | 1 500 000                               |
| 4.1.2.0.0.46.007 | ECOLE NATIONALE D'ARCHITECTURE D'AGADIR                                                                               | 1 500 000                               |
|                  | <b>TOTAL</b>                                                                                                          | <b>9 900 000</b>                        |
|                  | <b>DELEGATION GENERALE A L'ADMINISTRATION PENITENTIAIRE ET A LA REINSERTION</b>                                       |                                         |
| 4.1.2.0.0.51.001 | DIVISION DE LA QUALIFICATION ARTISTIQUE, ARTISANALE ET DE L'EMPLOI                                                    | -                                       |
|                  | <b>TOTAL</b>                                                                                                          | <b>-</b>                                |
|                  | <b>TOTAL GENERAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT</b>                                                                    | <b>275 733 000</b>                      |
|                  | <b>TOTAL GENERAL DES RECETTES DES SERVICES DE L'ETAT GERES DE MANIERE AUTONOME</b>                                    | <b>1 683 781 000</b>                    |

III. Comptes spéciaux du Trésor  
(En dirhams)

| Code             | Désignation des comptes                                                                                                                              | Ressources pour l'année budgétaire 2027 |
|------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------|
|                  | <b>3.1- COMPTES D'AFFECTATION SPECIALE</b>                                                                                                           |                                         |
| 3.1.0.0.1.00.001 | Fonds spécial des prélèvements sur le pari mutuel                                                                                                    | 90 000 000                              |
| 3.1.0.0.1.00.002 | Fonds spécial pour la promotion du système d'éducation et de formation et l'amélioration de sa qualité                                               | Mémoire                                 |
| 3.1.0.0.1.00.003 | Fonds de soutien aux services de la concurrence, du contrôle, de la protection du consommateur, de la régulation du marché et des stocks de sécurité | 5 000 000                               |
| 3.1.0.0.1.00.005 | Fonds pour la promotion de l'emploi des jeunes                                                                                                       | 1 991 000 000                           |
| 3.1.0.0.1.00.006 | Fonds d'accompagnement des réformes du transport routier urbain et interurbain                                                                       | 3 114 000 000                           |
| 3.1.0.0.1.04.005 | Fonds de service universel de télécommunications                                                                                                     | 200 000 000                             |
| 3.1.0.0.1.04.006 | Fonds de soutien à l'initiative nationale pour le développement humain                                                                               | 2 600 000 000                           |
| 3.1.0.0.1.04.007 | Fonds de mise à niveau sociale                                                                                                                       | 10 000 000                              |
| 3.1.0.0.1.04.008 | Fonds de promotion des investissements                                                                                                               | 3 353 000 000                           |
| 3.1.0.0.1.04.009 | Fonds de développement territorial intégré                                                                                                           | 10 000 000 000                          |
| 3.1.0.0.1.06.001 | Fonds spécial pour le soutien des juridictions                                                                                                       | 400 000 000                             |
| 3.1.0.0.1.06.002 | Fonds d'entraide familiale                                                                                                                           | Mémoire                                 |
| 3.1.0.0.1.07.001 | Fonds spécial de soutien à l'action culturelle et sociale au profit des marocains résidant à l'étranger et des affaires de la migration              | 25 000 000                              |
| 3.1.0.0.1.08.004 | Part des collectivités territoriales dans le produit de la T.V.A                                                                                     | 64 706 281 000                          |
| 3.1.0.0.1.08.005 | Fonds spécial pour la promotion et le soutien de la Protection Civile                                                                                | 300 000 000                             |
| 3.1.0.0.1.08.006 | Fonds spécial relatif au produit des parts d'impôts affectées aux régions                                                                            | 10 800 000 000                          |
| 3.1.0.0.1.08.008 | Financement des dépenses d'équipement et de la lutte contre le chômage                                                                               | 2 000 000 000                           |
| 3.1.0.0.1.08.009 | Fonds de soutien à la sûreté nationale                                                                                                               | 30 000 000                              |
| 3.1.0.0.1.08.010 | Fonds spécial pour la mise en place des titres identitaires électroniques et des titres de voyage                                                    | 463 927 000                             |
| 3.1.0.0.1.08.011 | Fonds d'assainissement liquide et solide et d'épuration des eaux usées et leur réutilisation                                                         | 1 700 000 000                           |
| 3.1.0.0.1.08.012 | Fonds de lutte contre les effets des catastrophes naturelles                                                                                         | 386 000 000                             |
| 3.1.0.0.1.08.013 | Fonds de solidarité interrégionale                                                                                                                   | 1 200 000 000                           |
| 3.1.0.0.1.08.014 | Fonds de gestion des services financiers des collectivités territoriales                                                                             | 500 000 000                             |
| 3.1.0.0.1.10.001 | Fonds national de soutien à la recherche scientifique et au développement technologique                                                              | 70 000 000                              |
| 3.1.0.0.1.12.001 | Fonds spécial de la pharmacie centrale                                                                                                               | 2 000 000 000                           |
| 3.1.0.0.1.13.003 | Fonds de remploi domanial                                                                                                                            | 1 500 000 000                           |

| Code             | Désignation des comptes                                                                                                                                 | Ressources pour l'année budgétaire 2027 |
|------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------|
| 3.1.0.0.1.13.004 | Fonds spécial du produit des loteries                                                                                                                   | 80 000 000                              |
| 3.1.0.0.1.13.008 | Masse des services financiers                                                                                                                           | 350 000 000                             |
| 3.1.0.0.1.13.009 | Fonds de la réforme agraire                                                                                                                             | 500 000                                 |
| 3.1.0.0.1.13.017 | Fonds spécial de la zakat                                                                                                                               | Mémoire                                 |
| 3.1.0.0.1.13.018 | Fonds de solidarité des assurances                                                                                                                      | 800 000 000                             |
| 3.1.0.0.1.13.021 | Fonds de soutien des prix de certains produits alimentaires                                                                                             | 600 000 000                             |
| 3.1.0.0.1.13.022 | Fonds de gestion des risques afférents aux emprunts des tiers garantis par l'Etat                                                                       | 219 136 000                             |
| 3.1.0.0.1.13.024 | Fonds d'appui à la protection sociale et à la cohésion sociale                                                                                          | 40 160 000 000                          |
| 3.1.0.0.1.13.025 | Compte spécial des dons des pays du Conseil de coopération du Golfe                                                                                     | Mémoire                                 |
| 3.1.0.0.1.13.026 | Fonds de lutte contre la fraude douanière                                                                                                               | 800 000 000                             |
| 3.1.0.0.1.13.027 | Fonds provenant des dépôts au Trésor                                                                                                                    | 360 000 000                             |
| 3.1.0.0.1.13.028 | Fonds d'appui au financement de l'entrepreneuriat                                                                                                       | Mémoire                                 |
| 3.1.0.0.1.13.030 | Fonds spécial pour la gestion de la pandémie du Coronavirus "Le Covid-19"                                                                               | Mémoire                                 |
| 3.1.0.0.1.13.032 | Fonds spécial pour la gestion des effets du tremblement de terre ayant touché le Royaume du Maroc                                                       | 3 000 000 000                           |
| 3.1.0.0.1.17.001 | Fonds spécial routier                                                                                                                                   | 3 000 000 000                           |
| 3.1.0.0.1.17.003 | Fonds de délimitation, de préservation et de valorisation du domaine public maritime et portuaire                                                       | 16 000 000                              |
| 3.1.0.0.1.17.004 | Fonds national forestier                                                                                                                                | 750 000 000                             |
| 3.1.0.0.1.17.005 | Fonds de la chasse et de la pêche continentale                                                                                                          | 30 000 000                              |
| 3.1.0.0.1.20.005 | Fonds de développement agricole                                                                                                                         | 4 200 000 000                           |
| 3.1.0.0.1.20.006 | Fonds de développement de la pêche maritime                                                                                                             | 110 000 000                             |
| 3.1.0.0.1.27.002 | Fonds national pour la protection de l'environnement et du développement durable                                                                        | 150 000 000                             |
| 3.1.0.0.1.27.003 | Fonds de développement énergétique                                                                                                                      | Mémoire                                 |
| 3.1.0.0.1.29.001 | Fonds national pour l'action culturelle                                                                                                                 | 60 000 000                              |
| 3.1.0.0.1.29.004 | Fonds pour la promotion du paysage audiovisuel et des annonces et de l'édition publique                                                                 | 370 000 000                             |
| 3.1.0.0.1.29.005 | Fonds national du développement du sport                                                                                                                | 800 000 000                             |
| 3.1.0.0.1.33.001 | Fonds de modernisation de l'administration publique et d'appui à la transition numérique                                                                | 1 020 000 000                           |
| 3.1.0.0.1.34.001 | Fonds de participation des Forces Armées Royales aux missions de paix, aux actions humanitaires et de soutien au titre de la coopération internationale | 200 000 000                             |
| 3.1.0.0.1.34.002 | Fonds de soutien à la Gendarmerie Royale                                                                                                                | 50 000 000                              |

| Code             | Désignation des comptes                                                                                                 | Ressources pour l'année budgétaire 2027 |
|------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------|
| 3.1.0.0.1.46.001 | Fonds solidarité pour le soutien au logement, d'habitat et intégration urbaine                                          | 5 720 000 000                           |
| 3.1.0.0.1.51.001 | Fonds spécial pour le soutien de l'administration et des établissements pénitentiaires                                  | 150 000 000                             |
|                  | <b>TOTAL DES RESSOURCES DES COMPTES D'AFFECTATION SPECIALE</b>                                                          | <b>170 439 844 000</b>                  |
|                  | <b>3.4- COMPTES D'ADHESION AUX ORGANISMES INTERNATIONAUX</b>                                                            |                                         |
| 3.1.0.0.4.13.021 | Compte d'adhésion aux institutions de Bretton woods                                                                     | Mémoire                                 |
| 3.1.0.0.4.13.022 | Compte d'adhésion aux organismes arabes et islamiques                                                                   | Mémoire                                 |
| 3.1.0.0.4.13.023 | Compte d'adhésion aux institutions multilatérales                                                                       | Mémoire                                 |
|                  | <b>TOTAL DES RESSOURCES DES COMPTES D'ADHESION AUX ORGANISMES INTERNATIONAUX</b>                                        | <b>Mémoire</b>                          |
|                  | <b>3.5- COMPTES D'OPERATIONS MONETAIRES</b>                                                                             |                                         |
| 3.1.0.0.5.13.001 | Différence de change sur ventes et achats de devises                                                                    | 100 000 000                             |
| 3.1.0.0.5.13.003 | Compte des opérations d'échanges de taux d'intérêt et de devises des emprunts extérieurs                                | Mémoire                                 |
| 3.1.0.0.5.13.004 | Bénéfices et pertes de conversion sur les dépenses publiques en devises étrangères                                      | 50 000 000                              |
|                  | <b>TOTAL DES RESSOURCES DES COMPTES D'OPERATIONS MONETAIRES</b>                                                         | <b>150 000 000</b>                      |
|                  | <b>3.7- COMPTES DE FINANCEMENT</b>                                                                                      |                                         |
| 3.1.0.0.7.13.017 | Prêts aux collectivités territoriales                                                                                   | Mémoire                                 |
| 3.1.0.0.7.13.059 | Prêts à la Société marocaine d'assurance à l'exportation                                                                | 3 537 000                               |
| 3.1.0.0.7.13.064 | Prêts aux établissements bancaires                                                                                      | Mémoire                                 |
| 3.1.0.0.7.13.066 | Prêts à la société de financement "JAIDA"                                                                               | 3 566 000                               |
|                  | <b>TOTAL DES RESSOURCES DES COMPTES DE FINANCEMENT</b>                                                                  | <b>7 103 000</b>                        |
|                  | <b>3.9- COMPTES DE DEPENSES SUR DOTATIONS</b>                                                                           |                                         |
| 3.1.0.0.9.04.002 | Dépenses particulières au développement des provinces sahariennes                                                       | Mémoire                                 |
| 3.1.0.0.9.04.003 | Fonds de la mise en œuvre du caractère officiel de l'amazighe                                                           | 400 000 000                             |
| 3.1.0.0.9.34.001 | Acquisition et réparation des matériels des Forces Armées Royales et soutien au développement de l'industrie de défense | 11 490 000 000                          |
| 3.1.0.0.9.34.002 | Fonds de la Direction générale des études et de la documentation                                                        | Mémoire                                 |
| 3.1.0.0.9.42.001 | Fonds de relations publiques                                                                                            | 500 000                                 |
|                  | <b>TOTAL DES RESSOURCES DES COMPTES DE DEPENSES SUR DOTATIONS</b>                                                       | <b>11 890 500 000</b>                   |
|                  | <b>TOTAL GENERAL DES RESSOURCES DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR</b>                                                      | <b>182 487 447 000</b>                  |

TABLEAU (B)  
(Article 43)  
Titre I  
REPARTITION, PAR DEPARTEMENT MINISTERIEL OU INSTITUTION ET PAR  
CHAPITRE, DES CREDITS OUVERTS AU TITRE DES DEPENSES DE  
FONCTIONNEMENT DU BUDGET GENERAL POUR L'ANNEE BUDGETAIRE 2027  
(En dirhams)

| Numéros des chapitres | Départements Ministériels ou Institutions                                                                    | Crédits pour l'année budgétaire 2027 |
|-----------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------|
|                       | <b>SA MAJESTE LE ROI</b>                                                                                     |                                      |
| 1.2.1.1.0.01.000      | - Listes Civiles .....                                                                                       | 26 292 000                           |
| 1.2.1.2.0.01.000      | - Dotations de Souveraineté .....                                                                            | 517 164 000                          |
|                       | <b>COUR ROYALE</b>                                                                                           |                                      |
| 1.2.1.1.0.02.000      | - Personnel .....                                                                                            | 652 351 000                          |
| 1.2.1.2.0.02.000      | - Matériel et Dépenses Diverses .....                                                                        | 1 543 690 000                        |
|                       | <b>CHAMBRE DES REPRESENTANTS</b>                                                                             |                                      |
| 1.2.1.1.0.03.000      | - Personnel .....                                                                                            | 476 938 000                          |
| 1.2.1.2.0.03.000      | - Matériel et Dépenses Diverses .....                                                                        | 170 131 000                          |
|                       | <b>CHAMBRE DES CONSEILLERS</b>                                                                               |                                      |
| 1.2.1.1.0.04.000      | - Personnel .....                                                                                            | 369 549 000                          |
| 1.2.1.2.0.04.000      | - Matériel et Dépenses Diverses .....                                                                        | 212 180 000                          |
|                       | <b>CHEFFERIE DU GOUVERNEMENT</b>                                                                             |                                      |
| 1.2.1.1.0.05.000      | - Personnel .....                                                                                            | 220 541 000                          |
| 1.2.1.2.0.05.000      | - Matériel et Dépenses Diverses .....                                                                        | 940 636 000                          |
|                       | <b>JURIDICTIONS FINANCIERES</b>                                                                              |                                      |
| 1.2.1.1.0.06.000      | - Personnel .....                                                                                            | 511 140 000                          |
| 1.2.1.2.0.06.000      | - Matériel et Dépenses Diverses .....                                                                        | 105 000 000                          |
|                       | <b>MINISTERE DE LA JUSTICE</b>                                                                               |                                      |
| 1.2.1.1.0.07.000      | - Personnel .....                                                                                            | 4 227 862 000                        |
| 1.2.1.2.0.07.000      | - Matériel et Dépenses Diverses .....                                                                        | 400 449 000                          |
|                       | <b>MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES, DE LA COOPERATION AFRICAINE ET DES MAROCAINS RESIDANT A L'ETRANGER</b> |                                      |
| 1.2.1.1.0.08.000      | - Personnel .....                                                                                            | 3 340 128 000                        |
| 1.2.1.2.0.08.000      | - Matériel et Dépenses Diverses .....                                                                        | 1 635 398 000                        |

| Numéros des chapitres | Départements Ministériels ou Institutions                                                                         | Crédits pour l'année budgétaire 2027 |
|-----------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------|
|                       | <b>MINISTERE DE L'INTERIEUR</b>                                                                                   |                                      |
| 1.2.1.1.0.08.000      | - Personnel .....                                                                                                 | 42 710 520 000                       |
| 1.2.1.2.0.08.000      | - Matériel et Dépenses Diverses .....                                                                             | 5 950 333 000                        |
|                       | <b>MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET DE L'INNOVATION</b>                     |                                      |
| 1.2.1.1.0.10.000      | - Personnel .....                                                                                                 | 11 196 953 000                       |
| 1.2.1.2.0.10.000      | - Matériel et Dépenses Diverses .....                                                                             | 5 030 342 000                        |
|                       | <b>MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE, DU PRESCOLAIRE, DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET DE LA QUALIFICATION</b> |                                      |
| 1.2.1.1.0.11.000      | - Personnel .....                                                                                                 | 54 330 259 000                       |
| 1.2.1.2.0.11.000      | - Matériel et Dépenses Diverses .....                                                                             | 42 366 493 000                       |
|                       | <b>MINISTERE DE LA SANTE ET DE LA PROTECTION SOCIALE</b>                                                          |                                      |
| 1.2.1.1.0.12.000      | - Personnel .....                                                                                                 | 7 505 334 000                        |
| 1.2.1.2.0.12.000      | - Matériel et Dépenses Diverses .....                                                                             | 23 358 356 000                       |
|                       | <b>MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET DE LA PERFORMANCE PUBLIQUE</b>                                        |                                      |
| 1.2.1.1.0.13.000      | - Personnel .....                                                                                                 | 5 745 339 000                        |
| 1.2.1.2.0.13.000      | - Matériel et Dépenses Diverses .....                                                                             | 782 961 000                          |
| 1.2.1.3.0.13.000      | - Charges communes .....                                                                                          | 63 957 000 000                       |
| 1.2.1.5.0.13.000      | - Remboursements, dégrèvements et restitutions, fiscaux .....                                                     | 13 931 802 000                       |
|                       | <b>MINISTERE DU TOURISME, DE L'ARTISANAT ET DE L'ECONOMIE SOLIDAIRE</b>                                           |                                      |
| 1.2.1.1.0.14.000      | - Personnel .....                                                                                                 | 331 817 000                          |
| 1.2.1.2.0.14.000      | - Matériel et Dépenses Diverses .....                                                                             | 297 980 000                          |
|                       | <b>SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT</b>                                                                        |                                      |
| 1.2.1.1.0.16.000      | - Personnel .....                                                                                                 | 131 349 000                          |
| 1.2.1.2.0.16.000      | - Matériel et Dépenses Diverses .....                                                                             | 31 510 000                           |
|                       | <b>MINISTERE DE L'EQUIPEMENT, DE L'EAU ET DES FORETS</b>                                                          |                                      |
| 1.2.1.1.0.17.000      | - Personnel .....                                                                                                 | 1 170 456 000                        |
| 1.2.1.2.0.17.000      | - Matériel et Dépenses Diverses .....                                                                             | 1 486 398 000                        |

| Numéros des chapitres | Départements Ministériels ou Institutions                                                                                 | Crédits pour l'année budgétaire 2027 |
|-----------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------|
|                       | <b>MINISTERE DU TRANSPORT ET DE LA LOGISTIQUE</b>                                                                         |                                      |
| 1.2.1.1.0.18.000      | - Personnel .....                                                                                                         | 221 193 000                          |
| 1.2.1.2.0.18.000      | - Matériel et Dépenses Diverses .....                                                                                     | 121 205 000                          |
|                       | <b>MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE LA PECHE MARITIME ET DE LA SOUVERAINETE ALIMENTAIRE</b>                                 |                                      |
| 1.2.1.1.0.20.000      | - Personnel .....                                                                                                         | 1 080 751 000                        |
| 1.2.1.2.0.20.000      | - Matériel et Dépenses Diverses .....                                                                                     | 2 919 391 000                        |
|                       | <b>MINISTERE DES HABOUS ET DES AFFAIRES ISLAMIQUES</b>                                                                    |                                      |
| 1.2.1.1.0.23.000      | - Personnel .....                                                                                                         | 1 662 446 000                        |
| 1.2.1.2.0.23.000      | - Matériel et Dépenses Diverses .....                                                                                     | 5 225 181 000                        |
|                       | <b>MINISTERE DE L'ENERGIE, DES MINES ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE</b>                                                      |                                      |
| 1.2.1.1.0.27.000      | - Personnel .....                                                                                                         | 261 413 000                          |
| 1.2.1.2.0.27.000      | - Matériel et Dépenses Diverses .....                                                                                     | 355 538 000                          |
|                       | <b>MINISTERE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE, DE L'INVESTISSEMENT ET DE L'INCLUSION ECONOMIQUE</b>                            |                                      |
| 1.2.1.1.0.28.000      | - Personnel .....                                                                                                         | 299 761 000                          |
| 1.2.1.2.0.28.000      | - Matériel et Dépenses Diverses .....                                                                                     | 742 932 000                          |
|                       | <b>MINISTERE DE LA JEUNESSE, DE LA CULTURE ET DES SPORTS</b>                                                              |                                      |
| 1.2.1.1.0.29.000      | - Personnel .....                                                                                                         | 1 095 262 000                        |
| 1.2.1.2.0.29.000      | - Matériel et Dépenses Diverses .....                                                                                     | 2 944 199 000                        |
|                       | <b>MINISTERE DE L'EMPLOI ET DU DIALOGUE SOCIAL</b>                                                                        |                                      |
| 1.2.1.1.0.31.000      | - Personnel .....                                                                                                         | 315 986 000                          |
| 1.2.1.2.0.31.000      | - Matériel et Dépenses Diverses .....                                                                                     | 447 318 000                          |
|                       | <b>MINISTERE DELEGUE AUPRES DE LA CHEFFE DU GOUVERNEMENT, CHARGE DES RELATIONS AVEC LE PARLEMENT ET LA SOCIETE CIVILE</b> |                                      |
| 1.2.1.1.0.32.000      | - Personnel .....                                                                                                         | 50 447 000                           |
| 1.2.1.2.0.32.000      | - Matériel et Dépenses Diverses .....                                                                                     | 40 391 000                           |
|                       | <b>MINISTERE DE L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE, DE LA TRANSFORMATION NUMERIQUE ET DE LA REFORME DE L'ADMINISTRATION</b>      |                                      |
| 1.2.1.1.0.33.000      | - Personnel .....                                                                                                         | 119 262 000                          |
| 1.2.1.2.0.33.000      | - Matériel et Dépenses Diverses .....                                                                                     | 140 238 000                          |

| Numéros des chapitres | Départements Ministériels ou Institutions                                                                             | Crédits pour l'année budgétaire 2027 |
|-----------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------|
|                       | <b>ADMINISTRATION DE LA DEFENSE NATIONALE</b>                                                                         |                                      |
| 1.2.1.1.0.34.000      | - Personnel .....                                                                                                     | 49 340 055 000                       |
| 1.2.1.2.0.34.000      | - Matériel et Dépenses Diverses .....                                                                                 | 8 378 078 000                        |
|                       | <b>HAUT COMMISSARIAT AUX ANCIENS RESISTANTS ET ANCIENS MEMBRES DE L'ARMEE DE LIBERATION</b>                           |                                      |
| 1.2.1.1.0.35.000      | - Personnel .....                                                                                                     | 91 845 000                           |
| 1.2.1.2.0.35.000      | - Matériel et Dépenses Diverses .....                                                                                 | 94 913 000                           |
|                       | <b>DEPENSES IMPREVUES ET DOTATIONS PROVISIONNELLES</b>                                                                |                                      |
| 1.2.1.4.0.36.000      | - Dépenses imprévues et dotations provisionnelles                                                                     | 3 400 000 000                        |
|                       | <b>HAUT COMMISSARIAT AU PLAN</b>                                                                                      |                                      |
| 1.2.1.1.0.42.000      | - Personnel .....                                                                                                     | 380 280 000                          |
| 1.2.1.2.0.42.000      | - Matériel et Dépenses Diverses .....                                                                                 | 221 068 000                          |
|                       | <b>MINISTERE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE NATIONAL, DE L'URBANISME, DE L'HABITAT ET DE LA POLITIQUE DE LA VILLE</b> |                                      |
| 1.2.1.1.0.46.000      | - Personnel .....                                                                                                     | 426 056 000                          |
| 1.2.1.2.0.46.000      | - Matériel et Dépenses Diverses .....                                                                                 | 976 936 000                          |
|                       | <b>MINISTERE DE LA FAMILLE, DU DEVELOPPEMENT SOCIAL ET DE L'EGALITE</b>                                               |                                      |
| 1.2.1.1.0.48.000      | - Personnel .....                                                                                                     | 113 164 000                          |
| 1.2.1.2.0.48.000      | - Matériel et Dépenses Diverses .....                                                                                 | 769 831 000                          |
|                       | <b>DELEGATION GENERALE A L'ADMINISTRATION PENITENTIAIRE ET A LA REINSERTION</b>                                       |                                      |
| 1.2.1.1.0.51.000      | - Personnel .....                                                                                                     | 3 396 601 000                        |
| 1.2.1.2.0.51.000      | - Matériel et Dépenses Diverses .....                                                                                 | 1 128 653 000                        |
|                       | <b>CONSEIL ECONOMIQUE, SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL</b>                                                                  |                                      |
| 1.2.1.1.0.52.000      | - Personnel .....                                                                                                     | 88 005 000                           |
| 1.2.1.2.0.52.000      | - Matériel et Dépenses Diverses .....                                                                                 | 52 090 000                           |
|                       | <b>CONSEIL SUPERIEUR DU POUVOIR JUDICIAIRE</b>                                                                        |                                      |
| 1.2.1.1.0.53.000      | - Personnel .....                                                                                                     | 3 600 650 000                        |
| 1.2.1.2.0.53.000      | - Matériel et Dépenses Diverses .....                                                                                 | 645 850 000                          |

| Numéros des chapitres | Départements Ministériels ou Institutions                                                     | Crédits pour l'année budgétaire 2027 |
|-----------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------|
|                       | <b>CONSEIL NATIONAL DES DROITS DE L'HOMME</b>                                                 |                                      |
| 1.2.1.1.0.54.000      | - Personnel .....                                                                             | 114 130 000                          |
| 1.2.1.2.0.54.000      | - Matériel et Dépenses Diverses .....                                                         | 97 959 000                           |
|                       | <b>INSTANCE NATIONALE DE LA PROBITÉ, DE LA PRÉVENTION ET DE LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION</b> |                                      |
| 1.2.1.1.0.55.000      | - Personnel .....                                                                             | 70 393 000                           |
| 1.2.1.2.0.55.000      | - Matériel et Dépenses Diverses .....                                                         | 46 350 000                           |
|                       | <b>TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DU BUDGET GENERAL :</b>                               | <b>387 140 472 000</b>               |

**TABLEAU (C)**  
**(Article 44)**  
**Titre II**  
**REPARTITION, PAR DEPARTEMENT MINISTERIEL OU INSTITUTION ET PAR**  
**CHAPITRE, DES CREDITS OUVERTS AU TITRE DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT**  
**DU BUDGET GENERAL POUR L'ANNEE BUDGETAIRE 2027**  
**(En dirhams)**

| <b>Numéros des chapitres</b> | <b>Départements Ministériels ou Institutions</b>                                                           | <b>Crédits de paiement pour l'année budgétaire 2027</b> | <b>Crédits d'engagement pour 2028 et suivants</b> | <b>TOTAL</b>   |
|------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|----------------|
| 1.2.2.2.0.02.000             | COUR ROYALE                                                                                                | 131 608 000                                             | -                                                 | 131 608 000    |
| 1.2.2.2.0.03.000             | CHAMBRE DES REPRESENTANTS                                                                                  | 20 000 000                                              | 20 000 000                                        | 40 000 000     |
| 1.2.2.2.0.43.000             | CHAMBRE DES CONSEILLERS                                                                                    | 30 000 000                                              | -                                                 | 30 000 000     |
| 1.2.2.2.0.04.000             | CHEFFERIE DU GOUVERNEMENT                                                                                  | 738 550 000                                             | -                                                 | 738 550 000    |
| 1.2.2.2.0.05.000             | JURIDICTIONS FINANCIERES                                                                                   | 80 000 000                                              | 10 000 000                                        | 90 000 000     |
| 1.2.2.2.0.06.000             | MINISTERE DE LA JUSTICE                                                                                    | 390 839 000                                             | 220 000 000                                       | 610 839 000    |
| 1.2.2.2.0.07.000             | MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES, DE LA COOPERATION AFRICAINE ET DES MAROCAINS RESIDANT A L'ETRANGER      | 320 000 000                                             | 50 000 000                                        | 370 000 000    |
| 1.2.2.2.0.08.000             | MINISTERE DE L'INTERIEUR                                                                                   | 6 048 210 000                                           | 3 994 190 000                                     | 10 042 400 000 |
| 1.2.2.2.0.10.000             | MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET DE L'INNOVATION                     | 1 791 790 000                                           | 1 254 747 000                                     | 3 046 537 000  |
| 1.2.2.2.0.11.000             | MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE, DU PRESCOLAIRE, DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET DE LA QUALIFICATION | 6 543 610 000                                           | 5 171 000 000                                     | 11 714 610 000 |
| 1.2.2.2.0.12.000             | MINISTERE DE LA SANTE ET DE LA PROTECTION SOCIALE                                                          | 14 491 805 000                                          | 16 080 061 000                                    | 30 571 866 000 |
| 1.2.2.2.0.13.000             | MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET DE LA PERFORMANCE PUBLIQUE                                        | 348 373 000                                             | 214 810 000                                       | 563 183 000    |
| 1.2.2.3.0.13.000             | MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET DE LA PERFORMANCE PUBLIQUE - Charges communes                     | 48 997 000 000                                          | -                                                 | 48 997 000 000 |
| 1.2.2.2.0.14.000             | MINISTERE DU TOURISME, DE L'ARTISANAT ET DE L'ECONOMIE SOLIDAIRE                                           | 1 100 023 000                                           | 57 000 000                                        | 1 157 023 000  |
| 1.2.2.2.0.16.000             | SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT                                                                        | 25 500 000                                              | -                                                 | 25 500 000     |
| 1.2.2.2.0.17.000             | MINISTERE DE L'EQUIPEMENT, DE L'EAU ET DES FORETS                                                          | 16 550 792 000                                          | 42 894 173 000                                    | 59 444 965 000 |
| 1.2.2.2.0.18.000             | MINISTERE DU TRANSPORT ET DE LA LOGISTIQUE                                                                 | 1 607 852 000                                           | 2 000 000                                         | 1 609 852 000  |
| 1.2.2.2.0.20.000             | MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE LA PECHE MARITIME ET DE LA SOUVERAINETE ALIMENTAIRE                         | 14 943 922 000                                          | 8 945 527 000                                     | 23 889 449 000 |
| 1.2.2.2.0.23.000             | MINISTERE DES HABOUS ET DES AFFAIRES ISLAMQUES                                                             | 1 036 304 000                                           | 900 000 000                                       | 1 936 304 000  |

| Numéros des chapitres | Départements Ministériels ou Institutions                                                                          | Crédits de paiement pour l'année budgétaire 2027 | Crédits d'engagement pour 2028 et suivants | TOTAL                  |
|-----------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------|--------------------------------------------|------------------------|
| 1.2.2.2.0.27.000      | MINISTERE DE L'ENERGIE, DES MINES ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE                                                      | 179 550 000                                      | 29 500 000                                 | 209 050 000            |
| 1.2.2.2.0.28.000      | MINISTERE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE, DE L'INVESTISSEMENT ET DE L'INCLUSION ECONOMIQUE                            | 4 822 472 000                                    | 40 900 000                                 | 4 863 372 000          |
| 1.2.2.2.0.29.000      | MINISTERE DE LA JEUNESSE, DE LA CULTURE ET DES SPORTS                                                              | 3 478 142 000                                    | 415 000 000                                | 3 893 142 000          |
| 1.2.2.2.0.31.000      | MINISTERE DE L'EMPLOI ET DU DIALOGUE SOCIAL                                                                        | 67 800 000                                       | 20 000 000                                 | 87 800 000             |
| 1.2.2.2.0.32.000      | MINISTERE DELEGUE AUPRES DE LA CHEFFE DU GOUVERNEMENT, CHARGE DES RELATIONS AVEC LE PARLEMENT ET LA SOCIETE CIVILE | 14 603 000                                       | -                                          | 14 603 000             |
| 1.2.2.2.0.33.000      | MINISTERE DE L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE, DE LA TRANSFORMATION NUMERIQUE ET DE LA REFORME DE L'ADMINISTRATION      | 1 079 225 000                                    | -                                          | 1 079 225 000          |
| 1.2.2.2.0.34.000      | ADMINISTRATION DE LA DEFENSE NATIONALE                                                                             | 7 200 000 000                                    | 8 000 000 000                              | 15 200 000 000         |
| 1.2.2.2.0.35.000      | HAUT COMMISSARIAT AUX ANCIENS RESISTANTS ET ANCIENS MEMBRES DE L'ARMEE DE LIBERATION                               | 15 473 000                                       | 3 000 000                                  | 18 473 000             |
| 1.2.2.2.0.42.000      | HAUT COMMISSARIAT AU PLAN                                                                                          | 23 612 000                                       | -                                          | 23 612 000             |
| 1.2.2.2.0.46.000      | MINISTERE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE NATIONAL, DE L'URBANISME, DE L'HABITAT ET DE LA POLITIQUE DE LA VILLE     | 4 842 354 000                                    | 12 250 000                                 | 4 854 604 000          |
| 1.2.2.2.0.48.000      | MINISTERE DE LA FAMILLE, DU DEVELOPPEMENT SOCIAL ET DE L'EGALITE                                                   | 368 474 000                                      | -                                          | 368 474 000            |
| 1.2.2.2.0.51.000      | DELEGATION GENERALE A L'ADMINISTRATION PENITENTIAIRE ET A LA REINSERTION                                           | 200 000 000                                      | 400 000 000                                | 600 000 000            |
| 1.2.2.2.0.52.000      | CONSEIL ECONOMIQUE, SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL                                                                      | 11 500 000                                       | -                                          | 11 500 000             |
| 1.2.2.2.0.53.000      | CONSEIL SUPERIEUR DU POUVOIR JUDICIAIRE                                                                            | 487 600 000                                      | 30 000 000                                 | 517 600 000            |
| 1.2.2.2.0.54.000      | CONSEIL NATIONAL DES DROITS DE L'HOMME                                                                             | 14 000 000                                       | -                                          | 14 000 000             |
| 1.2.2.2.0.55.000      | INSTANCE NATIONALE DE LA PROBITÉ, DE LA PRÉVENTION ET DE LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION                             | 29 600 000                                       | 2 000 000                                  | 31 600 000             |
|                       | <b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DU BUDGET GENERAL :</b>                                                     | <b>138 030 583 000</b>                           | <b>88 766 158 000</b>                      | <b>226 796 741 000</b> |

TABLEAU (D)

(Article 45)

Titre III

REPARTITION, PAR CHAPITRE, DES CREDITS OUVERTS AU TITRE DES DEPENSES  
RELATIVES AU SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE POUR L'ANNEE BUDGETAIRE 2027

(En dirhams)

| Numéros des chapitres | Départements Ministériels ou Institutions                                                                                        | Crédits pour l'année budgétaire 2027 |
|-----------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------|
| 1.2.3.1.0.13.000      | MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET DE LA PERFORMANCE PUBLIQUE - Intérêts et Commissions de la Dette Publique               | 45 944 161 000                       |
| 1.2.3.2.0.13.000      | MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET DE LA PERFORMANCE PUBLIQUE - Amortissements de la Dette Publique à moyen et long termes | 69 379 891 000                       |
|                       | <b>TOTAL DES DEPENSES RELATIVES AU SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE :</b>                                                            | <b>115 324 052 000</b>               |

TABLEAU (E)  
(Article 46)  
REPARTITION, PAR MINISTERE OU INSTITUTION, DES DEPENSES D'EXPLOITATION  
DES SERVICES DE L'ETAT GERES DE MANIERE AUTONOME POUR L'ANNEE  
BUDGETAIRE 2027  
(En dirhams)

| Code             | Désignation                                                                                                                                                                | Crédits pour l'année<br>budgétaire 2027 |
|------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------|
|                  | <b>CHEFFERIE DU GOUVERNEMENT</b>                                                                                                                                           |                                         |
| 4.2.1.1.0.04.001 | ROYAL GOLF DAR ES SALAM                                                                                                                                                    | 25 000 000                              |
|                  | <b>TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DES SEGMA RATTACHES AU CHEFFERIE DU GOUVERNEMENT</b>                                                                                  | <b>25 000 000</b>                       |
|                  | <b>MINISTERE DE LA JUSTICE</b>                                                                                                                                             |                                         |
| 4.2.1.1.0.06.002 | CENTRE DE PUBLICATION DE L'INFORMATION JURIDIQUE                                                                                                                           | 900 000                                 |
| 4.2.1.1.0.06.003 | INSTITUT NATIONAL DES GREFFES ET DES PROFESSIONS JURIDIQUES ET JUDICIAIRES                                                                                                 | 15 000 000                              |
|                  | <b>TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE LA JUSTICE</b>                                                                                    | <b>15 900 000</b>                       |
|                  | <b>MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES, DE LA COOPERATION AFRICAINE ET DES MAROCAINS RESIDANT A L'ETRANGER</b>                                                               |                                         |
| 4.2.1.1.0.07.002 | DIRECTION DES AFFAIRES CONSULAIRES ET SOCIALES                                                                                                                             | 20 000 000                              |
|                  | <b>TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES, DE LA COOPERATION AFRICAINE ET DES MAROCAINS RESIDANT A L'ETRANGER</b>      | <b>20 000 000</b>                       |
|                  | <b>MINISTERE DE L'INTERIEUR</b>                                                                                                                                            |                                         |
| 4.2.1.1.0.08.018 | DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DES COMPETENCES ET DE LA TRANSFORMATION DIGITALE                                                                                                | 80 000 000                              |
|                  | <b>TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE L'INTERIEUR</b>                                                                                   | <b>80 000 000</b>                       |
|                  | <b>MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE, DU PRESCOLAIRE, DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET DE LA QUALIFICATION</b>                                                          |                                         |
| 4.2.1.1.0.11.003 | DIVISION DES STRATEGIES DE FORMATION                                                                                                                                       | 5 000 000                               |
|                  | <b>TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE, DU PRESCOLAIRE, DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET DE LA QUALIFICATION</b> | <b>5 000 000</b>                        |
|                  | <b>MINISTERE DE LA SANTE ET DE LA PROTECTION SOCIALE</b>                                                                                                                   |                                         |
| 4.2.1.1.0.12.001 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL OUARZAZATE                                                                                                                                   | 7 500 000                               |
| 4.2.1.1.0.12.005 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL EL KELAA DES SRAGHNA                                                                                                                         | 10 250 000                              |
| 4.2.1.1.0.12.006 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL ESSAOUIRA                                                                                                                                    | 6 500 000                               |
| 4.2.1.1.0.12.008 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL SAFI                                                                                                                                         | 13 000 000                              |
| 4.2.1.1.0.12.009 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL KHOURIBGA                                                                                                                                    | 14 000 000                              |
| 4.2.1.1.0.12.020 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL D'ERRACHIDIA                                                                                                                                   | 16 000 000                              |

| Code             | Désignation                                                                                                           | Crédits pour l'année<br>budgétaire 2027 |
|------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------|
| 4.2.1.1.0.12.022 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL KHENIFRA                                                                                | 9 000 000                               |
| 4.2.1.1.0.12.025 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL FIGUIG                                                                                  | 4 500 000                               |
| 4.2.1.1.0.12.026 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL NADOR                                                                                   | 17 000 000                              |
| 4.2.1.1.0.12.027 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL BERKANE                                                                                 | 5 500 000                               |
| 4.2.1.1.0.12.028 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL D'OUED-ED-DAHAB                                                                           | 4 500 000                               |
| 4.2.1.1.0.12.030 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL TAN-TAN                                                                                 | 4 500 000                               |
| 4.2.1.1.0.12.031 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE BENI MELLAL                                                                            | 21 000 000                              |
| 4.2.1.1.0.12.033 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE MARRAKECH                                                                              | 11 500 000                              |
| 4.2.1.1.0.12.046 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL D'OUJDA                                                                                   | 21 000 000                              |
| 4.2.1.1.0.12.049 | INSTITUT NATIONAL D'HYGIENE                                                                                           | 12 000 000                              |
| 4.2.1.1.0.12.050 | CENTRE NATIONAL DE RADIOPROTECTION                                                                                    | 2 500 000                               |
| 4.2.1.1.0.12.052 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL CHICHAOUA                                                                               | 4 000 000                               |
| 4.2.1.1.0.12.056 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL TAOURIRT                                                                                | 5 000 000                               |
| 4.2.1.1.0.12.061 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL AL HAOUZ                                                                                | 4 000 000                               |
| 4.2.1.1.0.12.062 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL ZAGORA                                                                                  | 3 500 000                               |
| 4.2.1.1.0.12.064 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL ASSA ZAQ                                                                                | 3 500 000                               |
| 4.2.1.1.0.12.065 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE GUELMIM                                                                                | 5 500 000                               |
| 4.2.1.1.0.12.069 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL AZILAL                                                                                  | 5 500 000                               |
| 4.2.1.1.0.12.072 | ECOLE NATIONALE DE SANTE PUBLIQUE                                                                                     | 4 000 000                               |
| 4.2.1.1.0.12.073 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL JRADA                                                                                   | 6 000 000                               |
| 4.2.1.1.0.12.076 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL TINGHIR                                                                                 | 4 500 000                               |
| 4.2.1.1.0.12.077 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL SIDI IFNI                                                                               | 4 500 000                               |
| 4.2.1.1.0.12.081 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL RHAMNA                                                                                  | 4 500 000                               |
| 4.2.1.1.0.12.083 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL YOUSSEUFIA                                                                              | 3 500 000                               |
| 4.2.1.1.0.12.084 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL Fkih BEN SALAH                                                                          | 6 500 000                               |
| 4.2.1.1.0.12.085 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL MIDELT                                                                                  | 5 000 000                               |
| 4.2.1.1.0.12.086 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL GUERCIF                                                                                 | 3 500 000                               |
|                  | <b>TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE LA<br/>SANTE ET DE LA PROTECTION SOCIALE</b> | <b>253 250 000</b>                      |

| Code             | Désignation                                                                                                                         | Crédits pour l'année<br>budgétaire 2027 |
|------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------|
|                  | <b>MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET DE LA PERFORMANCE PUBLIQUE</b>                                                          |                                         |
| 4.2.1.1.0.13.003 | SEGMA CHARGE DE LA PRIVATISATION                                                                                                    | -                                       |
| 4.2.1.1.0.13.005 | TRESORERIE GENERALE DU ROYAUME                                                                                                      | 50 000 000                              |
| 4.2.1.1.0.13.006 | DIVISION ADMINISTRATIVE                                                                                                             | 9 000 000                               |
| 4.2.1.1.0.13.007 | ADMINISTRATION DES DOUANES ET IMPOTS INDIRECTS                                                                                      | 55 000 000                              |
|                  | <b>TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET DE LA PERFORMANCE PUBLIQUE</b> | <b>114 000 000</b>                      |
|                  | <b>MINISTERE DU TOURISME, DE L'ARTISANAT ET DE L'ECONOMIE SOLIDAIRE</b>                                                             |                                         |
| 4.2.1.1.0.14.001 | INSTITUT SUPERIEUR INTERNATIONAL DU TOURISME DE TANGER                                                                              | 10 737 000                              |
| 4.2.1.1.0.14.008 | INSTITUT SPECIALISE DE TECHNOLOGIE APPLIQUEE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - OUARZAZATE                                                  | 1 602 000                               |
| 4.2.1.1.0.14.011 | INSTITUT SPECIALISE DE TECHNOLOGIE APPLIQUEE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - TANGER                                                      | 1 365 000                               |
| 4.2.1.1.0.14.015 | INSTITUT SPECIALISE DE TECHNOLOGIE APPLIQUEE HOTELIERE ET TOURISTIQUE DE TOUARGA - RABAT                                            | 865 000                                 |
| 4.2.1.1.0.14.018 | INSTITUT SPÉCIALISÉ DES ARTS TRADITIONNELS FES                                                                                      | 300 000                                 |
| 4.2.1.1.0.14.019 | INSTITUT SPÉCIALISÉ DES ARTS TRADITIONNELS MARRAKECH                                                                                | 300 000                                 |
| 4.2.1.1.0.14.020 | INSTITUT SPÉCIALISÉ DES ARTS TRADITIONNELS MEKNES                                                                                   | 300 000                                 |
| 4.2.1.1.0.14.021 | INSTITUT SPÉCIALISÉ DES ARTS TRADITIONNELS RABAT                                                                                    | 200 000                                 |
| 4.2.1.1.0.14.022 | INSTITUT SPÉCIALISÉ DES ARTS TRADITIONNELS OUARZAZATE                                                                               | 200 000                                 |
| 4.2.1.1.0.14.023 | INSTITUT SPÉCIALISÉ DES ARTS TRADITIONNELS INEZGANE                                                                                 | 300 000                                 |
|                  | <b>TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DU TOURISME, DE L'ARTISANAT ET DE L'ECONOMIE SOLIDAIRE</b>    | <b>16 169 000</b>                       |
|                  | <b>SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT</b>                                                                                          |                                         |
| 4.2.1.1.0.16.001 | DIRECTION DE L'IMPRIMERIE OFFICIELLE                                                                                                | 24 000 000                              |
|                  | <b>TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DES SEGMA RATTACHES AU SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT</b>                                 | <b>24 000 000</b>                       |
|                  | <b>MINISTERE DE L'EQUIPEMENT, DE L'EAU ET DES FORETS</b>                                                                            |                                         |
| 4.2.1.1.0.17.002 | CENTRE NATIONAL D'ETUDES ET DE RECHERCHES ROUTIERES                                                                                 | 5 000 000                               |
| 4.2.1.1.0.17.003 | SERVICE DU RESEAU DES SERVICES DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL                                                                         | 3 500 000                               |
| 4.2.1.1.0.17.004 | SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL DE FES                                                                                         | 9 000 000                               |
| 4.2.1.1.0.17.005 | SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL DE RABAT                                                                                       | 5 500 000                               |
| 4.2.1.1.0.17.006 | SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL DE MARRAKECH                                                                                   | 7 000 000                               |

| Code             | Désignation                                                                                                           | Crédits pour l'année<br>budgétaire 2027 |
|------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------|
| 4.2.1.1.0.17.008 | SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL D'OUJDA                                                                          | 4 500 000                               |
| 4.2.1.1.0.17.009 | SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL DE CASABLANCA                                                                    | 3 500 000                               |
| 4.2.1.1.0.17.010 | SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL D'AGADIR                                                                         | 7 000 000                               |
| 4.2.1.1.0.17.011 | INSTITUT DE FORMATION AUX ENGINS ET A L'ENTRETIEN ROUTIER                                                             | 2 500 000                               |
| 4.2.1.1.0.17.014 | CENTRE D'ACCUEIL ET DE CONFERENCES                                                                                    | 1 000 000                               |
| 4.2.1.1.0.17.019 | SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL DE LAAYOUNE                                                                      | 2 700 000                               |
| 4.2.1.1.0.17.020 | SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL DE TANGER                                                                        | 3 000 000                               |
| 4.2.1.1.0.17.021 | SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL DE BENI MELLAL                                                                   | 2 800 000                               |
| 4.2.1.1.0.17.022 | DIRECTION GENERALE DE LA METEOROLOGIE                                                                                 | 40 000 000                              |
| 4.2.1.1.0.17.023 | SERVICE DE GESTION DES CHANTIERS                                                                                      | 5 000 000                               |
| 4.2.1.1.0.17.024 | SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATÉRIEL D'ERRACHIDIA                                                                     | 2 500 000                               |
| 4.2.1.1.0.17.025 | ECOLE NATIONALE FORESTIERE D'INGENIEURS                                                                               | 6 324 000                               |
|                  | <b>TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE<br/>L'EQUIPEMENT, DE L'EAU ET DES FORETS</b> | <b>110 824 000</b>                      |
|                  | <b>MINISTERE DU TRANSPORT ET DE LA LOGISTIQUE</b>                                                                     |                                         |
| 4.2.1.1.0.18.001 | INSTITUT SUPERIEUR D'ETUDES MARITIMES                                                                                 | 6 000 000                               |
| 4.2.1.1.0.18.002 | DIRECTION DE LA MARINE MARCHANDE                                                                                      | 2 500 000                               |
| 4.2.1.1.0.18.003 | DIRECTION GENERALE DE L'AVIATION CIVILE                                                                               | 10 000 000                              |
|                  | <b>TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DU<br/>TRANSPORT ET DE LA LOGISTIQUE</b>        | <b>18 500 000</b>                       |
|                  | <b>MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE LA PECHE MARITIME ET DE LA SOUVERAINETE<br/>ALIMENTAIRE</b>                         |                                         |
| 4.2.1.1.0.20.001 | INSTITUT DES TECHNICIENS SPECIALISES EN MECANIQUE AGRICOLE ET EQUIPEMENT<br>RURAL DE BOUKNADEL - SALE                 | 3 200 000                               |
| 4.2.1.1.0.20.002 | INSTITUT ROYAL DES TECHNICIENS SPECIALISES EN ELEVAGE DE FOUARAT- KENITRA                                             | 3 200 000                               |
| 4.2.1.1.0.20.003 | INSTITUT DES TECHNICIENS SPECIALISES EN AGRICULTURE DE LA CHAOUIA - SETTAT                                            | 1 750 000                               |
| 4.2.1.1.0.20.004 | INSTITUT DES TECHNICIENS SPECIALISES EN AGRICULTURE DE TIFLET - KHEMISSSET                                            | 2 825 000                               |
| 4.2.1.1.0.20.005 | INSTITUT DES TECHNICIENS SPECIALISES EN AGRICULTURE DE SAHEL BOUTAHAR -<br>TAOUNATE                                   | 2 100 000                               |
| 4.2.1.1.0.20.006 | ECOLE D'AGRICULTURE DE TEMARA                                                                                         | 3 185 000                               |
| 4.2.1.1.0.20.007 | DIVISION DE LA DURABILITE ET AMENAGEMENT DES RESSOURCES MARITIMES                                                     | 7 654 000                               |
| 4.2.1.1.0.20.008 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE DES PECHEES MARITIMES - AL HOCEIMA                                                            | 2 485 000                               |

| Code             | Désignation                                                                                                                                        | Crédits pour l'année budgétaire 2027 |
|------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------|
| 4.2.1.1.0.20.009 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE DES PECHEES MARITIMES - SAFI                                                                                               | 2 862 000                            |
| 4.2.1.1.0.20.010 | INSTITUT SUPERIEUR DES PECHEES MARITIMES                                                                                                           | 6 407 000                            |
| 4.2.1.1.0.20.011 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE DES PECHEES MARITIMES - TAN TAN                                                                                            | 3 139 000                            |
| 4.2.1.1.0.20.012 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE DES PECHEES MARITIMES - LARACHE                                                                                            | 3 033 000                            |
| 4.2.1.1.0.20.013 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE DES PECHEES MARITIMES - LAAYOUNE -                                                                                         | 3 290 000                            |
| 4.2.1.1.0.20.015 | SERVICE DES LYCEES AGRICOLES                                                                                                                       | 11 800 000                           |
|                  | <b>TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE LA PECHE MARITIME ET DE LA SOUVERAINETE ALIMENTAIRE</b> | <b>56 930 000</b>                    |
|                  | <b>MINISTERE DES HABOUS ET DES AFFAIRES ISLAMIQUES</b>                                                                                             |                                      |
| 4.2.1.1.0.23.001 | DIVISION DU PELERINAGE                                                                                                                             | 24 000 000                           |
| 4.2.1.1.0.23.002 | MUSÉE MOHAMMED VI POUR LA CIVILISATION DE L'EAU AU MAROC                                                                                           | 500 000                              |
|                  | <b>TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DES HABOUS ET DES AFFAIRES ISLAMIQUES</b>                                    | <b>24 500 000</b>                    |
|                  | <b>MINISTERE DE L'ENERGIE, DES MINES ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE</b>                                                                               |                                      |
| 4.2.1.1.0.27.001 | INSTITUT DES MINES DE TOUISSIT                                                                                                                     | 2 650 000                            |
| 4.2.1.1.0.27.002 | INSTITUT DES MINES DE MARRAKECH                                                                                                                    | 3 550 000                            |
| 4.2.1.1.0.27.004 | LABORATOIRE NATIONAL DES ETUDES ET DE SURVEILLANCE DE LA POLLUTION                                                                                 | 800 000                              |
|                  | <b>TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE L'ENERGIE, DES MINES ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE</b>                      | <b>7 000 000</b>                     |
|                  | <b>MINISTERE DE LA JEUNESSE, DE LA CULTURE ET DES SPORTS</b>                                                                                       |                                      |
| 4.2.1.1.0.29.001 | IMPRIMERIE DAR AL MANAHIL                                                                                                                          | 1 000 000                            |
| 4.2.1.1.0.29.007 | COMPLEXE MOULAY RACHID DE LA JEUNESSE ET DE L'ENFANCE DE BOUZNKA                                                                                   | 8 000 000                            |
| 4.2.1.1.0.29.008 | INSTITUT SUPERIEUR DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION                                                                                         | 5 380 000                            |
| 4.2.1.1.0.29.009 | INSTITUT SUPERIEUR DES METIERS DE L'AUDIO-VISUEL ET DU CINEMA                                                                                      | 8 060 000                            |
| 4.2.1.1.0.29.010 | SERVICE DU CONTROLE DES ETABLISSEMENTS ET DES SALLES SPORTIVES                                                                                     | 20 000 000                           |
| 4.2.1.1.0.29.011 | INSTITUT ROYAL DE FORMATION DES CADRES DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS                                                                                | 12 000 000                           |
|                  | <b>TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE LA JEUNESSE, DE LA CULTURE ET DES SPORTS</b>                              | <b>54 440 000</b>                    |
|                  | <b>MINISTERE DE L'EMPLOI ET DU DIALOGUE SOCIAL</b>                                                                                                 |                                      |
| 4.2.1.1.0.31.004 | DIVISION DE LA FORMATION                                                                                                                           | 400 000                              |
|                  | <b>TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE L'EMPLOI ET DU DIALOGUE SOCIAL</b>                                        | <b>400 000</b>                       |

| Code             | Désignation                                                                                                                                                                    | Crédits pour l'année<br>budgétaire 2027 |
|------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------|
|                  | <b>ADMINISTRATION DE LA DEFENSE NATIONALE</b>                                                                                                                                  |                                         |
| 4.2.1.1.0.34.001 | CENTRE ROYAL DE TELEDETECTION SPACIALE                                                                                                                                         | 5 000 000                               |
| 4.2.1.1.0.34.002 | HOPITAL MILITAIRE D'INSTRUCTION MOHAMMED V A RABAT                                                                                                                             | 220 000 000                             |
| 4.2.1.1.0.34.003 | HOPITAL MILITAIRE AVICENNE A MARRAKECH                                                                                                                                         | 80 000 000                              |
| 4.2.1.1.0.34.004 | HOPITAL MILITAIRE MOULAY ISMAIL A MEKNES                                                                                                                                       | 80 000 000                              |
| 4.2.1.1.0.34.005 | HOPITAL MILITAIRE HASSAN II A LAAYOUNE                                                                                                                                         | 20 000 000                              |
| 4.2.1.1.0.34.006 | HOPITAL MILITAIRE MOHAMMED VI A DAKHLA                                                                                                                                         | 13 000 000                              |
| 4.2.1.1.0.34.007 | HOPITAL MILITAIRE MOULAY EL HASSAN A GUELMIM                                                                                                                                   | 33 000 000                              |
| 4.2.1.1.0.34.008 | HOPITAL MILITAIRE OUED EDDAHAB A AGADIR                                                                                                                                        | 63 000 000                              |
| 4.2.1.1.0.34.009 | CENTRE MEDICO-CHIRURGICAL DES FORCES ARMEES ROYALES A ES-SMARA                                                                                                                 | 6 000 000                               |
| 4.2.1.1.0.34.010 | UNITE DE FABRICATION DE MASQUES DE LA GENDARMERIE ROYALE                                                                                                                       | 2 474 000                               |
| 4.2.1.1.0.34.011 | ETABLISSEMENT CENTRAL DE GESTION ET DE STOCKAGE DES MATERIELS                                                                                                                  | -                                       |
| 4.2.1.1.0.34.012 | CENTRE MEDICO-CHIRURGICAL DES FORCES ARMEES ROYALES A ERRACHIDIA                                                                                                               | 11 000 000                              |
|                  | <b>TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DES SEGMA RATTACHES AU ADMINISTRATION DE LA DEFENSE NATIONALE</b>                                                                         | <b>533 474 000</b>                      |
|                  | <b>HAUT COMMISSARIAT AU PLAN</b>                                                                                                                                               |                                         |
| 4.2.1.1.0.42.001 | INSTITUT NATIONAL DE STATISTIQUE ET D'ECONOMIE APPLIQUEE                                                                                                                       | 17 700 000                              |
| 4.2.1.1.0.42.002 | CENTRE NATIONAL DE DOCUMENTATION                                                                                                                                               | 5 161 000                               |
| 4.2.1.1.0.42.003 | ECOLE DES SCIENCES DE L'INFORMATION                                                                                                                                            | 2 800 000                               |
|                  | <b>TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DES SEGMA RATTACHES AU HAUT COMMISSARIAT AU PLAN</b>                                                                                      | <b>25 661 000</b>                       |
|                  | <b>MINISTERE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE NATIONAL, DE L'URBANISME, DE L'HABITAT ET DE LA POLITIQUE DE LA VILLE</b>                                                          |                                         |
| 4.2.1.1.0.46.001 | ECOLE NATIONALE D'ARCHITECTURE DE RABAT                                                                                                                                        | 8 700 000                               |
| 4.2.1.1.0.46.002 | INSTITUT NATIONAL D'AMENAGEMENT ET D'URBANISME                                                                                                                                 | 2 800 000                               |
| 4.2.1.1.0.46.005 | ECOLE NATIONALE D'ARCHITECTURE DE MARRAKECH                                                                                                                                    | 3 400 000                               |
| 4.2.1.1.0.46.006 | ECOLE NATIONALE D'ARCHITECTURE D'OUJDA                                                                                                                                         | 1 500 000                               |
| 4.2.1.1.0.46.007 | ECOLE NATIONALE D'ARCHITECTURE D'AGADIR                                                                                                                                        | 1 100 000                               |
|                  | <b>TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE NATIONAL, DE L'URBANISME, DE L'HABITAT ET DE LA POLITIQUE DE LA VILLE</b> | <b>17 500 000</b>                       |

| Code             | Désignation                                                                                                                                  | Crédits pour l'année<br>budgétaire 2027 |
|------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------|
| 4.2.1.1.0.51.001 | <b>DELEGATION GENERALE A L'ADMINISTRATION PENITENTIAIRE ET A LA REINSERTION</b>                                                              |                                         |
|                  | DIVISION DE LA QUALIFICATION ARTISTIQUE, ARTISANALE ET DE L'EMPLOI                                                                           | 5 500 000                               |
|                  | <b>TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DES SEGMA RATTACHES AU DELEGATION<br/>GENERALE A L'ADMINISTRATION PENITENTIAIRE ET A LA REINSERTION</b> | <b>5 500 000</b>                        |
|                  | <b>TOTAL GENERAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DES SERVICES DE L'ETAT GERES DE<br/>MANIERE AUTONOME</b>                                        | <b>1 408 048 000</b>                    |

**TABLEAU (F)**  
(Article 47)  
**REPARTITION, PAR MINISTERE OU INSTITUTION, DES DEPENSES**  
**D'INVESTISSEMENT DES SERVICES DE L'ETAT GERES DE MANIERE AUTONOME**  
**POUR L'ANNEE BUDGETAIRE 2027**  
(En dirhams)

| Code             | Désignation                                                                                                                                                                  | Crédits de paiement pour l'année budgétaire 2027 | Crédits d'engagement pour 2028 et suivants | TOTAL   |
|------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------|--------------------------------------------|---------|
|                  | <b>CHEFFERIE DU GOUVERNEMENT</b>                                                                                                                                             |                                                  |                                            |         |
| 4.2.2.2.0.04.001 | ROYAL GOLF DAR ES SALAM                                                                                                                                                      | -                                                | -                                          | -       |
|                  | <b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DES SEGMA RATTACHES AU CHEFFERIE DU GOUVERNEMENT</b>                                                                                  | -                                                | -                                          | -       |
|                  | <b>MINISTERE DE LA JUSTICE</b>                                                                                                                                               |                                                  |                                            |         |
| 4.2.2.2.0.06.002 | CENTRE DE PUBLICATION DE L'INFORMATION JURIDIQUE                                                                                                                             | -                                                | -                                          | -       |
| 4.2.2.2.0.06.003 | INSTITUT NATIONAL DES GREFFES ET DES PROFESSIONS JURIDIQUES ET JUDICIAIRES                                                                                                   | -                                                | -                                          | -       |
|                  | <b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE LA JUSTICE</b>                                                                                    | -                                                | -                                          | -       |
|                  | <b>MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES, DE LA COOPERATION AFRICAINE ET DES MAROCAINS RESIDANT A L'ETRANGER</b>                                                                 |                                                  |                                            |         |
| 4.2.2.2.0.07.002 | DIRECTION DES AFFAIRES CONSULAIRES ET SOCIALES                                                                                                                               | -                                                | -                                          | -       |
|                  | <b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES, DE LA COOPERATION AFRICAINE ET DES MAROCAINS RESIDANT A L'ETRANGER</b>      | -                                                | -                                          | -       |
|                  | <b>MINISTERE DE L'INTERIEUR</b>                                                                                                                                              |                                                  |                                            |         |
| 4.2.2.2.0.08.018 | DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DES COMPETENCES ET DE LA TRANSFORMATION DIGITALE                                                                                                  | -                                                | -                                          | -       |
|                  | <b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE L'INTERIEUR</b>                                                                                   | -                                                | -                                          | -       |
|                  | <b>MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE, DU PRESCOLAIRE, DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET DE LA QUALIFICATION</b>                                                            |                                                  |                                            |         |
| 4.2.2.2.0.11.003 | DIVISION DES STRATEGIES DE FORMATION                                                                                                                                         | -                                                | -                                          | -       |
|                  | <b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE, DU PRESCOLAIRE, DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET DE LA QUALIFICATION</b> | -                                                | -                                          | -       |
|                  | <b>MINISTERE DE LA SANTE ET DE LA PROTECTION SOCIALE</b>                                                                                                                     |                                                  |                                            |         |
| 4.2.2.2.0.12.001 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL OUARZAZATE                                                                                                                                     | 800 000                                          | -                                          | 800 000 |

| Code             | Désignation                                        | Crédits de paiement pour l'année budgétaire 2027 | Crédits d'engagement pour 2028 et suivants | TOTAL     |
|------------------|----------------------------------------------------|--------------------------------------------------|--------------------------------------------|-----------|
| 4.2.2.2.0.12.005 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL EL KELAA DES SRAGHNA | 700 000                                          | -                                          | 700 000   |
| 4.2.2.2.0.12.006 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL ESSAOUIRA            | 400 000                                          | -                                          | 400 000   |
| 4.2.2.2.0.12.008 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL SAFI                 | 900 000                                          | -                                          | 900 000   |
| 4.2.2.2.0.12.009 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL KHOURIBGA            | 700 000                                          | -                                          | 700 000   |
| 4.2.2.2.0.12.020 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL D'ERRACHIDIA           | 900 000                                          | -                                          | 900 000   |
| 4.2.2.2.0.12.022 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL KHENIFRA             | -                                                | -                                          | -         |
| 4.2.2.2.0.12.025 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL FIGUIG               | 400 000                                          | -                                          | 400 000   |
| 4.2.2.2.0.12.026 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL NADOR                | 700 000                                          | -                                          | 700 000   |
| 4.2.2.2.0.12.027 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL BERKANE              | 400 000                                          | -                                          | 400 000   |
| 4.2.2.2.0.12.028 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL D'OUED-ED-DAHAB        | 400 000                                          | -                                          | 400 000   |
| 4.2.2.2.0.12.030 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL TAN-TAN              | 400 000                                          | -                                          | 400 000   |
| 4.2.2.2.0.12.031 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE BENI MELLAL         | 700 000                                          | -                                          | 700 000   |
| 4.2.2.2.0.12.033 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE MARRAKECH           | 700 000                                          | -                                          | 700 000   |
| 4.2.2.2.0.12.046 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL D'OUJDA                | 800 000                                          | -                                          | 800 000   |
| 4.2.2.2.0.12.049 | INSTITUT NATIONAL D'HYGIENE                        | 6 000 000                                        | -                                          | 6 000 000 |
| 4.2.2.2.0.12.050 | CENTRE NATIONAL DE RADIOPROTECTION                 | 3 500 000                                        | -                                          | 3 500 000 |
| 4.2.2.2.0.12.052 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL CHICHAOUA            | 400 000                                          | -                                          | 400 000   |
| 4.2.2.2.0.12.056 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL TAOURIRT             | 400 000                                          | -                                          | 400 000   |
| 4.2.2.2.0.12.061 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL AL HAOUZ             | 400 000                                          | -                                          | 400 000   |
| 4.2.2.2.0.12.062 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL ZAGORA               | 400 000                                          | -                                          | 400 000   |
| 4.2.2.2.0.12.064 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL ASSA ZAQ             | 400 000                                          | -                                          | 400 000   |
| 4.2.2.2.0.12.065 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE GUELMIM             | 500 000                                          | -                                          | 500 000   |
| 4.2.2.2.0.12.069 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL AZILAL               | 400 000                                          | -                                          | 400 000   |
| 4.2.2.2.0.12.072 | ECOLE NATIONALE DE SANTE PUBLIQUE                  | 5 000 000                                        | -                                          | 5 000 000 |
| 4.2.2.2.0.12.073 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL JRADA                | 400 000                                          | -                                          | 400 000   |
| 4.2.2.2.0.12.076 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL TINGHIR              | 400 000                                          | -                                          | 400 000   |
| 4.2.2.2.0.12.077 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL SIDI IFNI            | 400 000                                          | -                                          | 400 000   |
| 4.2.2.2.0.12.081 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL RHAMNA               | 400 000                                          | -                                          | 400 000   |

| Code             | Désignation                                                                                                                           | Crédits de paiement pour l'année budgétaire 2027 | Crédits d'engagement pour 2028 et suivants | TOTAL             |
|------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------|--------------------------------------------|-------------------|
| 4.2.2.2.0.12.083 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL YOUSSEFIA                                                                                               | 400 000                                          | -                                          | 400 000           |
| 4.2.2.2.0.12.084 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL FKIH BEN SALAH                                                                                          | 400 000                                          | -                                          | 400 000           |
| 4.2.2.2.0.12.085 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL MIDELT                                                                                                  | -                                                | -                                          | -                 |
| 4.2.2.2.0.12.086 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL GUERCIF                                                                                                 | 400 000                                          | -                                          | 400 000           |
|                  | <b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE LA SANTE ET DE LA PROTECTION SOCIALE</b>                   | <b>29 100 000</b>                                | <b>-</b>                                   | <b>29 100 000</b> |
|                  | <b>MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET DE LA PERFORMANCE PUBLIQUE</b>                                                            |                                                  |                                            |                   |
| 4.2.2.2.0.13.003 | SEGMA CHARGE DE LA PRIVATISATION                                                                                                      | -                                                | -                                          | -                 |
| 4.2.2.2.0.13.005 | TRESORERIE GENERALE DU ROYAUME                                                                                                        | -                                                | -                                          | -                 |
| 4.2.2.2.0.13.006 | DIVISION ADMINISTRATIVE                                                                                                               | -                                                | -                                          | -                 |
| 4.2.2.2.0.13.007 | ADMINISTRATION DES DOUANES ET IMPOTS INDIRECTS                                                                                        | -                                                | -                                          | -                 |
|                  | <b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET DE LA PERFORMANCE PUBLIQUE</b> | <b>-</b>                                         | <b>-</b>                                   | <b>-</b>          |
|                  | <b>MINISTERE DU TOURISME, DE L'ARTISANAT ET DE L'ECONOMIE SOLIDAIRE</b>                                                               |                                                  |                                            |                   |
| 4.2.2.2.0.14.001 | INSTITUT SUPERIEUR INTERNATIONAL DU TOURISME DE TANGER                                                                                | 1 000 000                                        | -                                          | 1 000 000         |
| 4.2.2.2.0.14.008 | INSTITUT SPECIALISE DE TECHNOLOGIE APPLIQUEE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - OUARZAZATE                                                    | 788 000                                          | -                                          | 788 000           |
| 4.2.2.2.0.14.011 | INSTITUT SPECIALISE DE TECHNOLOGIE APPLIQUEE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - TANGER                                                        | 750 000                                          | -                                          | 750 000           |
| 4.2.2.2.0.14.015 | INSTITUT SPECIALISE DE TECHNOLOGIE APPLIQUEE HOTELIERE ET TOURISTIQUE DE TOUARGA - RABAT                                              | 875 000                                          | -                                          | 875 000           |
| 4.2.2.2.0.14.018 | INSTITUT SPÉCIALISÉ DES ARTS TRADITIONNELS FES                                                                                        | 60 000                                           | -                                          | 60 000            |
| 4.2.2.2.0.14.019 | INSTITUT SPÉCIALISÉ DES ARTS TRADITIONNELS MARRAKECH                                                                                  | 60 000                                           | -                                          | 60 000            |
| 4.2.2.2.0.14.020 | INSTITUT SPÉCIALISÉ DES ARTS TRADITIONNELS MEKNES                                                                                     | 60 000                                           | -                                          | 60 000            |
| 4.2.2.2.0.14.021 | INSTITUT SPÉCIALISÉ DES ARTS TRADITIONNELS RABAT                                                                                      | 60 000                                           | -                                          | 60 000            |
| 4.2.2.2.0.14.022 | INSTITUT SPÉCIALISÉ DES ARTS TRADITIONNELS OUARZAZATE                                                                                 | 60 000                                           | -                                          | 60 000            |

| Code             | Désignation                                                                                                                        | Crédits de paiement pour l'année budgétaire 2027 | Crédits d'engagement pour 2028 et suivants | TOTAL            |
|------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------|--------------------------------------------|------------------|
| 4.2.2.2.0.14.023 | INSTITUT SPÉCIALISÉ DES ARTS TRADITIONNELS INEZGANE                                                                                | 60 000                                           | -                                          | 60 000           |
|                  | <b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DU TOURISME, DE L'ARTISANAT ET DE L'ECONOMIE SOLIDAIRE</b> | <b>3 773 000</b>                                 | <b>-</b>                                   | <b>3 773 000</b> |
| 4.2.2.2.0.16.001 | <b>SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT</b><br>DIRECTION DE L'IMPRIMERIE OFFICIELLE                                                 | -                                                | -                                          | -                |
|                  | <b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DES SEGMA RATTACHES AU SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT</b>                              | <b>-</b>                                         | <b>-</b>                                   | <b>-</b>         |
|                  | <b>MINISTERE DE L'EQUIPEMENT, DE L'EAU ET DES FORETS</b>                                                                           |                                                  |                                            |                  |
| 4.2.2.2.0.17.002 | CENTRE NATIONAL D'ETUDES ET DE RECHERCHES ROUTIERES                                                                                | 4 000 000                                        | 2 000 000                                  | 6 000 000        |
| 4.2.2.2.0.17.003 | SERVICE DU RESEAU DES SERVICES DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL                                                                        | 1 000 000                                        | -                                          | 1 000 000        |
| 4.2.2.2.0.17.004 | SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL DE FES                                                                                        | 1 000 000                                        | -                                          | 1 000 000        |
| 4.2.2.2.0.17.005 | SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL DE RABAT                                                                                      | 1 000 000                                        | -                                          | 1 000 000        |
| 4.2.2.2.0.17.006 | SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL DE MARRAKECH                                                                                  | 1 500 000                                        | -                                          | 1 500 000        |
| 4.2.2.2.0.17.008 | SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL D'OUJDA                                                                                       | 1 000 000                                        | -                                          | 1 000 000        |
| 4.2.2.2.0.17.009 | SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL DE CASABLANCA                                                                                 | 1 000 000                                        | -                                          | 1 000 000        |
| 4.2.2.2.0.17.010 | SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL D'AGADIR                                                                                      | 3 500 000                                        | -                                          | 3 500 000        |
| 4.2.2.2.0.17.011 | INSTITUT DE FORMATION AUX ENGINS ET A L'ENTRETIEN ROUTIER                                                                          | 1 000 000                                        | -                                          | 1 000 000        |
| 4.2.2.2.0.17.014 | CENTRE D'ACCUEIL ET DE CONFERENCES                                                                                                 | 300 000                                          | -                                          | 300 000          |
| 4.2.2.2.0.17.019 | SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL DE LAAYOUNE                                                                                   | 500 000                                          | -                                          | 500 000          |
| 4.2.2.2.0.17.020 | SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL DE TANGER                                                                                     | 500 000                                          | -                                          | 500 000          |
| 4.2.2.2.0.17.021 | SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL DE BENI MELLAL                                                                                | 500 000                                          | -                                          | 500 000          |
| 4.2.2.2.0.17.022 | DIRECTION GENERALE DE LA METEOROLOGIE                                                                                              | 48 000 000                                       | 62 000 000                                 | 110 000 000      |
| 4.2.2.2.0.17.023 | SERVICE DE GESTION DES CHANTIERS                                                                                                   | 3 000 000                                        | -                                          | 3 000 000        |
| 4.2.2.2.0.17.024 | SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATÉRIEL D'ERRACHIDIA                                                                                  | 500 000                                          | -                                          | 500 000          |

| Code             | Désignation                                                                                                         | Crédits de paiement pour l'année budgétaire 2027 | Crédits d'engagement pour 2028 et suivants | TOTAL              |
|------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------|--------------------------------------------|--------------------|
| 4.2.2.2.0.17.025 | ECOLE NATIONALE FORESTIERE D'INGENIEURS                                                                             | 4 490 000                                        | 1 000 000                                  | 5 490 000          |
|                  | <b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE L'EQUIPEMENT, DE L'EAU ET DES FORETS</b> | <b>72 790 000</b>                                | <b>65 000 000</b>                          | <b>137 790 000</b> |
|                  | <b>MINISTERE DU TRANSPORT ET DE LA LOGISTIQUE</b>                                                                   |                                                  |                                            |                    |
| 4.2.2.2.0.18.001 | INSTITUT SUPERIEUR D'ETUDES MARITIMES                                                                               | 10 000 000                                       | 22 000 000                                 | 32 000 000         |
| 4.2.2.2.0.18.002 | DIRECTION DE LA MARINE MARCHANDE                                                                                    | 4 500 000                                        | -                                          | 4 500 000          |
| 4.2.2.2.0.18.003 | DIRECTION GENERALE DE L'AVIATION CIVILE                                                                             | 35 000 000                                       | 10 000 000                                 | 45 000 000         |
|                  | <b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DU TRANSPORT ET DE LA LOGISTIQUE</b>        | <b>49 500 000</b>                                | <b>32 000 000</b>                          | <b>81 500 000</b>  |
|                  | <b>MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE LA PECHE MARITIME ET DE LA SOUVERAINETE ALIMENTAIRE</b>                           |                                                  |                                            |                    |
| 4.2.2.2.0.20.001 | INSTITUT DES TECHNICIENS SPECIALISES EN MECANIQUE AGRICOLE ET EQUIPEMENT RURAL DE BOUKNADEL - SALE                  | -                                                | -                                          | -                  |
| 4.2.2.2.0.20.002 | INSTITUT ROYAL DES TECHNICIENS SPECIALISES EN ELEVAGE DE FOUARAT- KENITRA                                           | -                                                | -                                          | -                  |
| 4.2.2.2.0.20.003 | INSTITUT DES TECHNICIENS SPECIALISES EN AGRICULTURE DE LA CHAOUIA - SETTAT                                          | -                                                | -                                          | -                  |
| 4.2.2.2.0.20.004 | INSTITUT DES TECHNICIENS SPECIALISES EN AGRICULTURE DE TIFLET - KHEMISSSET                                          | -                                                | -                                          | -                  |
| 4.2.2.2.0.20.005 | INSTITUT DES TECHNICIENS SPECIALISES EN AGRICULTURE DE SAHEL BOUTAHAR - TAOUNATE                                    | -                                                | -                                          | -                  |
| 4.2.2.2.0.20.006 | ECOLE D'AGRICULTURE DE TEMARA                                                                                       | -                                                | -                                          | -                  |
| 4.2.2.2.0.20.007 | DIVISION DE LA DURABILITE ET AMENAGEMENT DES RESSOURCES MARITIMES                                                   | 43 600 000                                       | -                                          | 43 600 000         |
| 4.2.2.2.0.20.008 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE DES PECHEES MARITIMES - AL HOCEIMA                                                          | 1 000 000                                        | -                                          | 1 000 000          |
| 4.2.2.2.0.20.009 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE DES PECHEES MARITIMES - SAFI                                                                | 300 000                                          | -                                          | 300 000            |
| 4.2.2.2.0.20.010 | INSTITUT SUPERIEUR DES PECHEES MARITIMES                                                                            | 8 000 000                                        | -                                          | 8 000 000          |
| 4.2.2.2.0.20.011 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE DES PECHEES MARITIMES - TAN TAN                                                             | 1 100 000                                        | -                                          | 1 100 000          |
| 4.2.2.2.0.20.012 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE DES PECHEES MARITIMES - LARACHE                                                             | 360 000                                          | -                                          | 360 000            |
| 4.2.2.2.0.20.013 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE DES PECHEES MARITIMES - LAAYOUNE -                                                          | 1 750 000                                        | -                                          | 1 750 000          |

| Code             | Désignation                                                                                                                                          | Crédits de paiement pour l'année budgétaire 2027 | Crédits d'engagement pour 2028 et suivants | TOTAL             |
|------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------|--------------------------------------------|-------------------|
| 4.2.2.2.0.20.015 | SERVICE DES LYCEES AGRICOLES                                                                                                                         | 10 400 000                                       | -                                          | 10 400 000        |
|                  | <b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE LA PECHE MARITIME ET DE LA SOUVERAINETE ALIMENTAIRE</b> | <b>66 510 000</b>                                | -                                          | <b>66 510 000</b> |
|                  | <b>MINISTERE DES HABOUS ET DES AFFAIRES ISLAMIQUES</b>                                                                                               |                                                  |                                            |                   |
| 4.2.2.2.0.23.001 | DIVISION DU PELERINAGE                                                                                                                               | -                                                | -                                          | -                 |
| 4.2.2.2.0.23.002 | MUSÉE MOHAMMED VI POUR LA CIVILISATION DE L'EAU AU MAROC                                                                                             | -                                                | -                                          | -                 |
|                  | <b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DES HABOUS ET DES AFFAIRES ISLAMIQUES</b>                                    | -                                                | -                                          | -                 |
|                  | <b>MINISTERE DE L'ENERGIE, DES MINES ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE</b>                                                                                 |                                                  |                                            |                   |
| 4.2.2.2.0.27.001 | INSTITUT DES MINES DE TOUISSIT                                                                                                                       | 2 100 000                                        | -                                          | 2 100 000         |
| 4.2.2.2.0.27.002 | INSTITUT DES MINES DE MARRAKECH                                                                                                                      | 2 550 000                                        | -                                          | 2 550 000         |
| 4.2.2.2.0.27.004 | LABORATOIRE NATIONAL DES ETUDES ET DE SURVEILLANCE DE LA POLLUTION                                                                                   | 1 500 000                                        | -                                          | 1 500 000         |
|                  | <b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE L'ENERGIE, DES MINES ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE</b>                      | <b>6 150 000</b>                                 | -                                          | <b>6 150 000</b>  |
|                  | <b>MINISTERE DE LA JEUNESSE, DE LA CULTURE ET DES SPORTS</b>                                                                                         |                                                  |                                            |                   |
| 4.2.2.2.0.29.001 | IMPRIMERIE DAR AL MANAHIL                                                                                                                            | -                                                | -                                          | -                 |
| 4.2.2.2.0.29.007 | COMPLEXE MOULAY RACHID DE LA JEUNESSE ET DE L'ENFANCE DE BOUZNIKA                                                                                    | 3 000 000                                        | -                                          | 3 000 000         |
| 4.2.2.2.0.29.008 | INSTITUT SUPERIEUR DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION                                                                                           | 8 610 000                                        | -                                          | 8 610 000         |
| 4.2.2.2.0.29.009 | INSTITUT SUPERIEUR DES METIERS DE L'AUDIO-VISUEL ET DU CINEMA                                                                                        | 6 500 000                                        | -                                          | 6 500 000         |
| 4.2.2.2.0.29.010 | SERVICE DU CONTROLE DES ETABLISSEMENTS ET DES SALLES SPORTIVES                                                                                       | 5 000 000                                        | -                                          | 5 000 000         |

| Code             | Désignation                                                                                                             | Crédits de paiement pour l'année budgétaire 2027 | Crédits d'engagement pour 2028 et suivants | TOTAL             |
|------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------|--------------------------------------------|-------------------|
| 4.2.2.2.0.29.011 | INSTITUT ROYAL DE FORMATION DES CADRES DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS                                                     | 3 000 000                                        | -                                          | 3 000 000         |
|                  | <b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE LA JEUNESSE, DE LA CULTURE ET DES SPORTS</b> | <b>26 110 000</b>                                | <b>-</b>                                   | <b>26 110 000</b> |
|                  | <b>MINISTERE DE L'EMPLOI ET DU DIALOGUE SOCIAL</b>                                                                      |                                                  |                                            |                   |
| 4.2.2.2.0.31.004 | DIVISION DE LA FORMATION                                                                                                | 200 000                                          | -                                          | 200 000           |
|                  | <b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE L'EMPLOI ET DU DIALOGUE SOCIAL</b>           | <b>200 000</b>                                   | <b>-</b>                                   | <b>200 000</b>    |
|                  | <b>ADMINISTRATION DE LA DEFENSE NATIONALE</b>                                                                           |                                                  |                                            |                   |
| 4.2.2.2.0.34.001 | CENTRE ROYAL DE TELEDETECTION SPACIALE                                                                                  | 3 000 000                                        | -                                          | 3 000 000         |
| 4.2.2.2.0.34.002 | HOPITAL MILITAIRE D'INSTRUCTION MOHAMMED V A RABAT                                                                      | -                                                | -                                          | -                 |
| 4.2.2.2.0.34.003 | HOPITAL MILITAIRE AVICENNE A MARRAKECH                                                                                  | -                                                | -                                          | -                 |
| 4.2.2.2.0.34.004 | HOPITAL MILITAIRE MOULAY ISMAIL A MEKNES                                                                                | -                                                | -                                          | -                 |
| 4.2.2.2.0.34.005 | HOPITAL MILITAIRE HASSAN II A LAAYOUNE                                                                                  | -                                                | -                                          | -                 |
| 4.2.2.2.0.34.006 | HOPITAL MILITAIRE MOHAMMED VI A DAKHLA                                                                                  | -                                                | -                                          | -                 |
| 4.2.2.2.0.34.007 | HOPITAL MILITAIRE MOULAY EL HASSAN A GUELIMIM                                                                           | -                                                | -                                          | -                 |
| 4.2.2.2.0.34.008 | HOPITAL MILITAIRE OUED EDDAHAB A AGADIR                                                                                 | -                                                | -                                          | -                 |
| 4.2.2.2.0.34.009 | CENTRE MEDICO-CHIRURGICAL DES FORCES ARMEES ROYALES A ES-SMARA                                                          | -                                                | -                                          | -                 |
| 4.2.2.2.0.34.010 | UNITE DE FABRICATION DE MASQUES DE LA GENDARMERIE ROYALE                                                                | -                                                | -                                          | -                 |
| 4.2.2.2.0.34.011 | ETABLISSEMENT CENTRAL DE GESTION ET DE STOCKAGE DES MATERIELS                                                           | -                                                | -                                          | -                 |
| 4.2.2.2.0.34.012 | CENTRE MEDICO-CHIRURGICAL DES FORCES ARMEES ROYALES A ERRACHIDIA                                                        | -                                                | -                                          | -                 |
|                  | <b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DES SEGMA RATTACHES AU ADMINISTRATION DE LA DEFENSE NATIONALE</b>                | <b>3 000 000</b>                                 | <b>-</b>                                   | <b>3 000 000</b>  |
|                  | <b>HAUT COMMISSARIAT AU PLAN</b>                                                                                        |                                                  |                                            |                   |
| 4.2.2.2.0.42.001 | INSTITUT NATIONAL DE STATISTIQUE ET D'ECONOMIE APPLIQUEE                                                                | 3 000 000                                        | -                                          | 3 000 000         |
| 4.2.2.2.0.42.002 | CENTRE NATIONAL DE DOCUMENTATION                                                                                        | 3 000 000                                        | -                                          | 3 000 000         |

| Code             | Désignation                                                                                                                                                                      | Crédits de paiement pour l'année budgétaire 2027 | Crédits d'engagement pour 2028 et suivants | TOTAL              |
|------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------|--------------------------------------------|--------------------|
| 4.2.2.2.0.42.003 | ECOLE DES SCIENCES DE L'INFORMATION                                                                                                                                              | 2 700 000                                        | -                                          | 2 700 000          |
|                  | <b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DES SEGMA RATTACHES AU HAUT COMMISSARIAT AU PLAN</b>                                                                                      | <b>8 700 000</b>                                 | <b>-</b>                                   | <b>8 700 000</b>   |
|                  | <b>MINISTERE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE NATIONAL, DE L'URBANISME, DE L'HABITAT ET DE LA POLITIQUE DE LA VILLE</b>                                                            |                                                  |                                            |                    |
| 4.2.2.2.0.46.001 | ECOLE NATIONALE D'ARCHITECTURE DE RABAT                                                                                                                                          | 2 600 000                                        | -                                          | 2 600 000          |
| 4.2.2.2.0.46.002 | INSTITUT NATIONAL D'AMENAGEMENT ET D'URBANISME                                                                                                                                   | 2 000 000                                        | -                                          | 2 000 000          |
| 4.2.2.2.0.46.005 | ECOLE NATIONALE D'ARCHITECTURE DE MARRAKECH                                                                                                                                      | 2 300 000                                        | -                                          | 2 300 000          |
| 4.2.2.2.0.46.006 | ECOLE NATIONALE D'ARCHITECTURE D'OUJDA                                                                                                                                           | 1 500 000                                        | -                                          | 1 500 000          |
| 4.2.2.2.0.46.007 | ECOLE NATIONALE D'ARCHITECTURE D'AGADIR                                                                                                                                          | 1 500 000                                        | -                                          | 1 500 000          |
|                  | <b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE NATIONAL, DE L'URBANISME, DE L'HABITAT ET DE LA POLITIQUE DE LA VILLE</b> | <b>9 900 000</b>                                 | <b>-</b>                                   | <b>9 900 000</b>   |
|                  | <b>DELEGATION GENERALE A L'ADMINISTRATION PENITENTIAIRE ET A LA REINSERTION</b>                                                                                                  |                                                  |                                            |                    |
| 4.2.2.2.0.51.001 | DIVISION DE LA QUALIFICATION ARTISTIQUE, ARTISANALE ET DE L'EMPLOI                                                                                                               | -                                                | -                                          | -                  |
|                  | <b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DES SEGMA RATTACHES AU DELEGATION GENERALE A L'ADMINISTRATION PENITENTIAIRE ET A LA REINSERTION</b>                                       | <b>-</b>                                         | <b>-</b>                                   | <b>-</b>           |
|                  | <b>TOTAL GENERAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DES SERVICES DE L'ETAT GERES DE MANIERE AUTONOME</b>                                                                              | <b>275 733 000</b>                               | <b>97 000 000</b>                          | <b>372 733 000</b> |

**TABLEAU (G)**  
**(Article 48)**  
**DEPENSES DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR POUR L'ANNEE BUDGETAIRE 2027**  
**(En dirhams)**

| Code             | Désignation des comptes                                                                                                                              | Dépenses pour l'année budgétaire 2027 |
|------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------|
|                  | <b>3.1- COMPTES D'AFFECTATION SPECIALE</b>                                                                                                           |                                       |
| 3.2.0.0.1.00.001 | Fonds spécial des prélèvements sur le pari mutuel                                                                                                    | 90 000 000                            |
| 3.2.0.0.1.00.002 | Fonds spécial pour la promotion du système d'éducation et de formation et l'amélioration de sa qualité                                               | Mémoire                               |
| 3.2.0.0.1.00.003 | Fonds de soutien aux services de la concurrence, du contrôle, de la protection du consommateur, de la régulation du marché et des stocks de sécurité | 5 000 000                             |
| 3.2.0.0.1.00.005 | Fonds pour la promotion de l'emploi des jeunes                                                                                                       | 1 991 000 000                         |
| 3.2.0.0.1.00.006 | Fonds d'accompagnement des réformes du transport routier urbain et interurbain                                                                       | 3 114 000 000                         |
| 3.2.0.0.1.04.005 | Fonds de service universel de télécommunications                                                                                                     | 200 000 000                           |
| 3.2.0.0.1.04.006 | Fonds de soutien à l'initiative nationale pour le développement humain                                                                               | 2 600 000 000                         |
| 3.2.0.0.1.04.007 | Fonds de mise à niveau sociale                                                                                                                       | 10 000 000                            |
| 3.2.0.0.1.04.008 | Fonds de promotion des investissements                                                                                                               | 3 353 000 000                         |
| 3.2.0.0.1.04.009 | Fonds de développement territorial intégré                                                                                                           | 10 000 000 000                        |
| 3.2.0.0.1.06.001 | Fonds spécial pour le soutien des juridictions                                                                                                       | 400 000 000                           |
| 3.2.0.0.1.06.002 | Fonds d'entraide familiale                                                                                                                           | Mémoire                               |
| 3.2.0.0.1.07.001 | Fonds spécial de soutien à l'action culturelle et sociale au profit des marocains résidant à l'étranger et des affaires de la migration              | 25 000 000                            |
| 3.2.0.0.1.08.004 | Part des collectivités territoriales dans le produit de la T.V.A                                                                                     | 64 706 281 000                        |
| 3.2.0.0.1.08.005 | Fonds spécial pour la promotion et le soutien de la Protection Civile                                                                                | 300 000 000                           |
| 3.2.0.0.1.08.006 | Fonds spécial relatif au produit des parts d'impôts affectées aux régions                                                                            | 10 800 000 000                        |
| 3.2.0.0.1.08.008 | Financement des dépenses d'équipement et de la lutte contre le chômage                                                                               | 2 000 000 000                         |
| 3.2.0.0.1.08.009 | Fonds de soutien à la sûreté nationale                                                                                                               | 30 000 000                            |
| 3.2.0.0.1.08.010 | Fonds spécial pour la mise en place des titres identitaires électroniques et des titres de voyage                                                    | 463 927 000                           |
| 3.2.0.0.1.08.011 | Fonds d'assainissement liquide et solide et d'épuration des eaux usées et leur réutilisation                                                         | 1 700 000 000                         |
| 3.2.0.0.1.08.012 | Fonds de lutte contre les effets des catastrophes naturelles                                                                                         | 386 000 000                           |
| 3.2.0.0.1.08.013 | Fonds de solidarité interrégionale                                                                                                                   | 1 200 000 000                         |
| 3.2.0.0.1.08.014 | Fonds de gestion des services financiers des collectivités territoriales                                                                             | 500 000 000                           |
| 3.2.0.0.1.10.001 | Fonds national de soutien à la recherche scientifique et au développement technologique                                                              | 70 000 000                            |
| 3.2.0.0.1.12.001 | Fonds spécial de la pharmacie centrale                                                                                                               | 2 000 000 000                         |
| 3.2.0.0.1.13.003 | Fonds de remploi domanial                                                                                                                            | 1 500 000 000                         |

| Code             | Désignation des comptes                                                                                                                                 | Dépenses pour l'année budgétaire 2027 |
|------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------|
| 3.2.0.0.1.13.004 | Fonds spécial du produit des loteries                                                                                                                   | 80 000 000                            |
| 3.2.0.0.1.13.008 | Masse des services financiers                                                                                                                           | 350 000 000                           |
| 3.2.0.0.1.13.009 | Fonds de la réforme agraire                                                                                                                             | 500 000                               |
| 3.2.0.0.1.13.017 | Fonds spécial de la zakat                                                                                                                               | Mémoire                               |
| 3.2.0.0.1.13.018 | Fonds de solidarité des assurances                                                                                                                      | 800 000 000                           |
| 3.2.0.0.1.13.021 | Fonds de soutien des prix de certains produits alimentaires                                                                                             | 600 000 000                           |
| 3.2.0.0.1.13.022 | Fonds de gestion des risques afférents aux emprunts des tiers garantis par l'Etat                                                                       | Mémoire                               |
| 3.2.0.0.1.13.024 | Fonds d'appui à la protection sociale et à la cohésion sociale                                                                                          | 40 160 000 000                        |
| 3.2.0.0.1.13.025 | Compte spécial des dons des pays du Conseil de coopération du Golfe                                                                                     | Mémoire                               |
| 3.2.0.0.1.13.026 | Fonds de lutte contre la fraude douanière                                                                                                               | 800 000 000                           |
| 3.2.0.0.1.13.027 | Fonds provenant des dépôts au Trésor                                                                                                                    | 360 000 000                           |
| 3.2.0.0.1.13.028 | Fonds d'appui au financement de l'entrepreneuriat                                                                                                       | Mémoire                               |
| 3.2.0.0.1.13.030 | Fonds spécial pour la gestion de la pandémie du Coronavirus "Le Covid-19"                                                                               | Mémoire                               |
| 3.2.0.0.1.13.032 | Fonds spécial pour la gestion des effets du tremblement de terre ayant touché le Royaume du Maroc                                                       | 3 000 000 000                         |
| 3.2.0.0.1.17.001 | Fonds spécial routier                                                                                                                                   | 3 000 000 000                         |
| 3.2.0.0.1.17.003 | Fonds de délimitation, de préservation et de valorisation du domaine public maritime et portuaire                                                       | 16 000 000                            |
| 3.2.0.0.1.17.004 | Fonds national forestier                                                                                                                                | 750 000 000                           |
| 3.2.0.0.1.17.005 | Fonds de la chasse et de la pêche continentale                                                                                                          | 30 000 000                            |
| 3.2.0.0.1.20.005 | Fonds de développement agricole                                                                                                                         | 4 200 000 000                         |
| 3.2.0.0.1.20.006 | Fonds de développement de la pêche maritime                                                                                                             | 110 000 000                           |
| 3.2.0.0.1.27.002 | Fonds national pour la protection de l'environnement et du développement durable                                                                        | 150 000 000                           |
| 3.2.0.0.1.27.003 | Fonds de développement énergétique                                                                                                                      | Mémoire                               |
| 3.2.0.0.1.29.001 | Fonds national pour l'action culturelle                                                                                                                 | 60 000 000                            |
| 3.2.0.0.1.29.004 | Fonds pour la promotion du paysage audiovisuel et des annonces et de l'édition publique                                                                 | 370 000 000                           |
| 3.2.0.0.1.29.005 | Fonds national du développement du sport                                                                                                                | 800 000 000                           |
| 3.2.0.0.1.33.001 | Fonds de modernisation de l'administration publique et d'appui à la transition numérique                                                                | 1 020 000 000                         |
| 3.2.0.0.1.34.001 | Fonds de participation des Forces Armées Royales aux missions de paix, aux actions humanitaires et de soutien au titre de la coopération internationale | 200 000 000                           |
| 3.2.0.0.1.34.002 | Fonds de soutien à la Gendarmerie Royale                                                                                                                | 50 000 000                            |

| Code             | Désignation des comptes                                                                                                 | Dépenses pour l'année budgétaire 2027 |
|------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------|
| 3.2.0.0.1.46.001 | Fonds solidarité pour le soutien au logement, d'habitat et intégration urbaine                                          | 5 720 000 000                         |
| 3.2.0.0.1.51.001 | Fonds spécial pour le soutien de l'administration et des établissements pénitentiaires                                  | 150 000 000                           |
|                  | <b>TOTAL DES DEPENSES DES COMPTES D'AFFECTATION SPECIALE</b>                                                            | <b>170 220 708 000</b>                |
|                  | <b>3.4- COMPTES D'ADHESION AUX ORGANISMES INTERNATIONAUX</b>                                                            |                                       |
| 3.2.0.0.4.13.021 | Compte d'adhésion aux institutions de Bretton woods                                                                     | Mémoire                               |
| 3.2.0.0.4.13.022 | Compte d'adhésion aux organismes arabes et islamiques                                                                   | 374 434 000                           |
| 3.2.0.0.4.13.023 | Compte d'adhésion aux institutions multilatérales                                                                       | 922 362 000                           |
|                  | <b>TOTAL DES DEPENSES DES COMPTES D'ADHESION AUX ORGANISMES INTERNATIONAUX</b>                                          | <b>1 296 796 000</b>                  |
|                  | <b>3.5- COMPTES D'OPERATIONS MONETAIRES</b>                                                                             |                                       |
| 3.2.0.0.5.13.001 | Différence de change sur ventes et achats de devises                                                                    | Mémoire                               |
| 3.2.0.0.5.13.003 | Compte des opérations d'échanges de taux d'intérêt et de devises des emprunts extérieurs                                | Mémoire                               |
| 3.2.0.0.5.13.004 | Bénéfices et pertes de conversion sur les dépenses publiques en devises étrangères                                      | Mémoire                               |
|                  | <b>TOTAL DES DEPENSES DES COMPTES D'OPERATIONS MONETAIRES</b>                                                           | <b>Mémoire</b>                        |
|                  | <b>3.7- COMPTES DE FINANCEMENT</b>                                                                                      |                                       |
| 3.2.0.0.7.13.017 | Prêts aux collectivités territoriales                                                                                   | Mémoire                               |
| 3.2.0.0.7.13.059 | Prêts à la Société marocaine d'assurance à l'exportation                                                                | Mémoire                               |
| 3.2.0.0.7.13.064 | Prêts aux établissements bancaires                                                                                      | Mémoire                               |
| 3.2.0.0.7.13.066 | Prêts à la société de financement "JAIDA"                                                                               | Mémoire                               |
|                  | <b>TOTAL DES DEPENSES DES COMPTES DE FINANCEMENT</b>                                                                    | <b>Mémoire</b>                        |
|                  | <b>3.9- COMPTES DE DEPENSES SUR DOTATIONS</b>                                                                           |                                       |
| 3.2.0.0.9.04.002 | Dépenses particulières au développement des provinces sahariennes                                                       | Mémoire                               |
| 3.2.0.0.9.04.003 | Fonds de la mise en œuvre du caractère officiel de l'amazighe                                                           | 400 000 000                           |
| 3.2.0.0.9.34.001 | Acquisition et réparation des matériels des Forces Armées Royales et soutien au développement de l'industrie de défense | 11 490 000 000                        |
| 3.2.0.0.9.34.002 | Fonds de la Direction générale des études et de la documentation                                                        | Mémoire                               |
| 3.2.0.0.9.42.001 | Fonds de relations publiques                                                                                            | 500 000                               |
|                  | <b>TOTAL DES DEPENSES DES COMPTES DE DEPENSES SUR DOTATIONS</b>                                                         | <b>11 890 500 000</b>                 |
|                  | <b>TOTAL GENERAL DES DEPENSES DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR</b>                                                        | <b>183 408 004 000</b>                |